

Universitat Pompeu Fabra
Estudis de Periodisme
Departament de Periodisme i Comunicació Audiovisual

**Ètica i televisió informativa.
Anàlisi comparativa dels codis
deontològics de nou cadenes
d'interès mundial**

Tesi doctoral de
Salvador Alsius Clavera

Dirigida pel Dr. Josep Gifreu i Pinsach

Barcelona, 1996

Volum primer

CHAPITRE I

NORMES ET PRINCIPES

PRINCIPES JOURNALISTIQUES

La politique tracée ici s'applique à toutes les émissions d'information. Il s'agit des bulletins de nouvelles et des productions de toutes sortes en affaires publiques sur des sujets politiques, économiques ou sociaux; entre aussi dans cette catégorie le traitement journalistique des sciences, des arts, de l'agriculture, de la religion et des sports.

Par cette programmation, la Société Radio-Canada fournit un service d'information complet et équilibré, en français et en anglais. Ce service couvre un vaste domaine de sujets locaux, régionaux, nationaux ou internationaux auxquels les Canadiens s'intéressent et qui pour eux tirent à conséquence

La S.R.C. nuirait gravement à son action si elle limitait la portée de ses reportages afin de ne troubler personne ou de ne déranger aucune institution. De même, elle se doit de scruter et de présenter les points de vue positifs de notre monde contemporain tout autant que ceux qui sont mis en question, de s'intéresser aux tendances et aux événements d'importance même s'ils ne sont pas toujours spectaculaires.

Cette politique découle des principes énoncés ci-dessous. Ceux-ci reflètent l'interprétation que donne la Société des devoirs que la loi lui impose, jointe à la vaste expérience et à l'exercice fondamental de la profession par le personnel de ses services d'information depuis un demi-siècle. Elle constitue, avec l'honnêteté du personnel, l'armature de la programmation journalistique.

Cette politique doit rester souple, sans rigueur inutile, mais tracer une ligne claire entre ce qui est acceptable et ce qui ne l'est pas. En cas de doute, il faut en référer aux directeurs généraux des programmes (information) ou bien à leurs mandataires.

La politique de programme de la S.R.C. est tirée de certaines prémisses qui caractérisent la philosophie de la Société:

- a) les ondes appartiennent à tous et chaque citoyen a le droit de connaître les principaux points de vue sur toute question d'importance;
- b) les ondes doivent échapper à la domination de tout individu ou de tout groupe dont l'influence dépend de leur situation particulière;
- c) la libre circulation des idées et des opinions est une des principales sauvegardes de la liberté des institutions;

d) la Société garde son autorité éditoriale et l'exerce sur le contenu de toutes les émissions qu'elle diffuse; elle en a le contrôle et s'en tient responsable;

e) la Société ne prend pas de position éditoriale dans sa programmation .

Ces principes sont à la base de toute la politique de programme de la Société. Les émissions d'information doivent en outre suivre les préceptes journalistiques reconnus:

- Exactitude: l'information est fidèle à la réalité, en aucune façon fautive ou trompeuse. Cela exige non seulement une recherche attentive et complète mais une langue châtiée et des techniques de présentation sûres, pour les éléments visuels aussi.
- Honnêteté: l'information est véridique, sans déformation visant à justifier une conclusion particulière. Les professionnels de l'information ne tirent pas profit de leur situation avantageuse pour faire valoir des idées personnelles.
- Équité: l'information rapporte les faits pertinents, reflète impartialement les points de vue significatifs et traite avec justice et dignité les personnes, les institutions, les problèmes et les événements.

La mise en oeuvre de ces principes permettra d'atteindre l'objectivité et l'équilibre auxquels les émissions d'information de la S.R.C. doivent s'identifier. Les exposés sur notre politique, qui suivent, expliquent comment les principes ci-dessous s'appliquent aux émissions d'information de la Société.

ÉQUILIBRE ET PLURALISME

Toute émission traitant d'un sujet controversé doit exposer de façon impartiale, en même temps qu'un des points de vue sur ce sujet, les autres opinions pertinentes. Autrement, l'information ne serait ni juste ni complète. Une neutralité rigoureuse, un équilibre mathématique ne suffisent pas à l'impartialité. Dans ce contexte, impartial ou équitable veulent dire juste et raisonnable, compte tenu de la valeur objective d'une opinion, tout comme de son importance réelle ou de ses conséquences.

La S.R.C., à titre d'entreprise de presse, et le journaliste ont chacun de son côté un rôle à jouer en matière d'équilibre et d'équité en information.

Un journaliste a ses propres opinions ou partis pris. Cependant, l'application appropriée des critères professionnels empêchera le journaliste de céder à ses partis pris ou préjugés. Il est capital qu'il fasse son reportage de façon judicieuse et équitable.

De son côté, la S.R.C., comme organe de presse, prendra des mesures pour que sa programmation soit honnête et équilibrée. L'équilibre sera atteint, selon le cas, soit dans une même émission, soit au cours d'une même série. Lorsqu'il est impossible de recueillir une version des faits ou une opinion de la personne qui convient, les responsables des émissions d'information doivent s'efforcer de trouver quelqu'un qui puisse représenter ce point de vue; s'ils n'y parviennent pas, il faut en faire état de façon objective.

Équilibre et droit de réponse ne sont pas à confondre. La S.R.C. doit prendre elle-même le soin de déterminer les cas de déséquilibre significatif et les correctifs nécessaires.

L'émission unique, réservée à un grand sujet de controverse, doit accorder toute la considération voulue à la diversité des courants d'opinion sur la question. Le principe d'équité orientera sa présentation de telle façon que l'auditeur pourra juger de la question en se fondant sur des faits.

Les séries consacrées aux débats de grandes questions ne peuvent prendre position pour l'une ou l'autre des parties en cause (par exemple, dans les sujets qui opposent l'écologie à la technologie); bien qu'une tranche de la série puisse ne présenter qu'un point de vue particulier, la série entière doit porter toute l'attention nécessaire aux autres points de vue.

Les émissions régulières de nouvelles et d'affaires publiques doivent dans leur ensemble donner un aperçu général équilibré sur les sujets controversés, en évitant de donner l'impression de favoriser des idées particulières ou d'être le simple jouet des événements. Les journalistes, les secrétaires de rédaction et les chefs d'information doivent se rendre compte, au jour le jour, du besoin de garder l'équilibre de la présentation des sujets controversés.

On s'attend que les grands courants d'idées de notre société fassent partie des émissions régulières de nouvelles et d'affaires publiques, en particulier des magazines d'information. Parfois, ceux-ci présenteront les vues d'une personnalité -auteur, scientifique, penseur, expert, artiste ou simple citoyen- dont les idées méritent d'être diffusées à cause de leur valeur. En agissant ainsi, les responsables des émissions d'information doivent éviter la répétition cumulative de partis pris ou de points de vue exclusifs; ils doivent garder à l'esprit l'obligation de la S.R.C. de présenter la plus grande variété possible d'idées.

Un soin particulier sera accordé à l'information en période de campagne électorale ou référendaire. Il faut alors porter une attention soutenue et méticuleuse à l'équilibre des forces en présence. Durant ces périodes, des contrôles quantitatifs sont normalement exercés; cependant, ces contrôles doivent s'accompagner de jugements qualitatifs, le tout afin d'éviter qu'une manipulation des faits n'entraîne un déséquilibre dans la présentation des points de vue.

Il est possible qu'une émission soit fondée sur une opinion individuelle, mais celle-ci doit provenir d'une personne dont la connaissance du sujet peut être démontrée. En ce cas, il faut signaler à l'auditeur le caractère subjectif de l'émission.

LE BON GOUT

Les émissions de la S.R.C. suivent le bon goût, c'est-à-dire qu'elles respectent les valeurs de la société contemporaine et s'y conforment en ce qui touche au langage, à la vulgarité et au comportement sexuel.

L'auditoire des émissions d'information est divers et l'idée de bon goût varie beaucoup de l'un à l'autre; en conséquence, la liberté d'expression verbale et visuelle est plus limitée en radiotélévision que dans l'édition ou qu'à la scène et au cinéma parce que les lecteurs et les

spectateurs choisissent en toute conscience livres et spectacles. En matière de goût, il faut donc prendre garde de blesser sans raison la sensibilité de l'auditoire.

Dans certaines circonstances, il serait inapproprié de retrancher d'un compte rendu certain langage, certaine description d'actes violents ou de comportements sexuels, toutes choses normalement évitées. Notre auditoire se verrait alors refuser l'accès à certains événements qui pourraient contribuer en fait à sa compréhension du monde où il vit. Les sections qui suivent illustreront les circonstances autorisant des dérogations aux usages

Langage

En général, les jurons et les propos susceptibles de froisser une grande partie du public sont interdits à l'antenne. Il n'est pas réaliste d'envisager un glossaire de mots ou d'expressions à proscrire vu l'attitude changeante du public à cet égard. L'effet de choc n'est pas un critère d'acceptation.

Il y a des situations où la diffusion de propos habituellement considérés comme offensants se justifie, mais après en avoir soupesé la portée dans le contexte de l'émission. En outre, il doit apparaître que l'omission de ces propos dénaturerait l'information jugée assez importante pour diffusion.

Sexe et nudité

Les images de nu ou les scènes érotiques sont normalement à proscrire. Elles ne sont tolérées que lorsque clairement essentielles à une information, elle-même assez importante pour justifier la diffusion. On ne doit jamais insister sur ces images ni les utiliser en vue de choquer ou faire sensation.

Avertissements

Si une émission présente un élément de nature à troubler certaines catégories de gens et particulièrement les enfants, comme une scène de violence, un comportement sexuel ou un langage cru, il faut en avertir l'auditoire avant ou pendant l'émission.

Douleur et souffrance

Les scènes de souffrances ne servent qu'en cas de nécessité pour la compréhension d'un événement d'importance publique. Les scènes affligeantes exigent de la discrétion; il ne faut pas les prolonger indûment. L'image de la douleur personnelle paraît parfois légitime dans une émission mais on ne doit pas l'exploiter par sensationnalisme; il faut respecter l'intimité.

Lois et règlements

Au chapitre "Droit" du présent volume, nous rappelons l'application des lois sur le blasphème et l'obscénité.

Les règlements du C.R.T.C. interdisent, entre autres, de diffuser "des propos blessants pour toute race (ou) religion" et "toute présentation visuelle ou tout langage obscènes, indecents ou blasphématoires".

Voir aussi:

- Chapitre III: Respect de la vie privée
- Chapitre V: Propagande haineuse et blasphèmes
- Chapitre VI: Image de la femme dans les émissions Stéréotypes dans les émissions

VIOLENCE

L'exploitation de la violence est interdite à la radio et à la télévision. En général, Radio-Canada refuse de représenter la violence sauf lorsque cela est essentiel au compte rendu de la réalité.

La diffusion de scènes de violence ou de catastrophes doit refléter les faits avec exactitude et se placer convenablement dans le contexte de l'émission. Il faut concilier le respect de l'auditoire avec l'obligation d'être fidèle à la réalité. La violence ne peut être traitée de façon à fausser sa signification ou exagérer son importance. Dans tous les cas, la représentation de la violence doit être motivée et non pas montrée pour son effet de choc ou pour des motifs futiles.

Desordres

La présence de caméras ou de micros sur les lieux d'une émeute ou de désordres pose des problèmes complexes; elle engage gravement la responsabilité du diffuseur. Il est sûr que dans certains cas cette présence a provoqué la violence; en d'autres cas, elle a eu un effet modérateur sur des incidents violents. En planifiant des reportages sur des événements susceptibles de tourner au désordre, il faut s'assurer que la présence des reporters de la S.R.C., de leurs caméras ou de leurs micros ne constitue pas une provocation.

A cette fin, les équipes de reportage de Radio-Canada doivent:

- cesser de tourner et dissimuler les micros, s'il est évident que leur présence inspire des actions dangereuses;
- s'inquiéter des individus et des groupes qui se manifestent nettement pour les caméras ou les micros;
- s'empêcher de suggérer ou demander aux manifestants des actes qui constitueraient une mise en scène.

Voir aussi:

- Chapitre I: Manipulation de l'opinion publique
- Chapitre II: Procédés clandestins

PERSONNEL JOURNALISTIQUE

Le personnel à l'antenne et ceux à qui Radio-Canada confie le montage, la production ou la gestion de ses émissions, ont un accès privilégié à des médias influents. Par conséquent, leur action est d'une importance capitale pour le maintien des principes journalistiques et pour la politique de la S.R.C. en rapport avec ces principes. Pour que ce personnel reste crédible, il doit éviter de s'identifier publiquement, de quelque façon que ce soit, à des déclarations partisans ou à des initiatives sur des sujets controversés.

Reporters

Le rôle du reporter de Radio-Canada est de communiquer les nouvelles à l'auditoire avec le maximum d'impartialité, d'exactitude et d'intégrité. En conséquence, un reporter de la S.R.C. ne doit pas adopter une attitude partisane sur des questions débattues en public; même s'il participe à une entrevue ou à la diffusion d'un débat.

Dans l'intérêt de la compréhension d'un événement, il est légitime que le reporter replace la nouvelle dans sa juste perspective. À cette fin, il doit fonder sur une recherche soignée l'explication des antécédents d'une information, sans exprimer ni refléter son opinion ou ses tendances personnelles. En d'autres mots, il doit savoir se détacher de ses vues personnelles. Le but d'une explication et d'une analyse est de s'assurer que l'auditoire, qui compte sur la presse audiovisuelle comme principale source d'information, reçoive le meilleur éclaircissement possible sur les événements et les problèmes comme sur leur portée.

Animateurs et intervieweurs

Les animateurs et les intervieweurs doivent traiter équitablement leurs invités. Ils ne devraient pas se montrer critiques ou exigeants à l'égard des uns et conciliants et sympathiques à l'égard des autres.

Il est aussi capital, pour garder la crédibilité de leurs propos, que les animateurs et intervieweurs s'abstiennent d'engagement personnel, non seulement lorsqu'ils s'adressent au public mais encore dans leur façon d'animer une discussion ou dans le choix de leurs questions.

Commentateurs invités

La Société Radio-Canada a recours aux commentateurs pour porter un jugement sur les affaires publiques. À titre d'entreprise publique, la S.R.C. ne fait pas siennes les opinions des commentateurs qu'elle invite pour préciser les diverses nuances d'une idée ou d'un sujet donné. La préoccupation de la Société est de présenter une grande diversité d'opinions, particulièrement lorsque le sujet est vivement controversé et, s'il est à propos, de refléter les idées émises dans les différentes régions du pays. Radio-Canada cherche donc à choisir des commentateurs que leurs antécédents rendent aptes à donner une opinion d'expert, fondée sur une information exacte.

En présentant le commentateur, il faut résumer clairement les points pertinents de ses titres et qualités afin que l'auditoire puisse apprécier dans leur perspective les vues de celui qui parle. Par exemple il faut spécifier la fonction et l'affiliation d'un journaliste ou les titres d'un universitaire ou de tout autre participant. Les mentions de "journaliste" ou d'auteur "à la pige" ne suffisent pas.

MANIPULATION DE L'OPINION PUBLIQUE

Le personnel des émissions de la Société Radio-Canada ne doit pas inciter le public à exercer des pressions auprès des élus, des institutions, des entreprises commerciales ou des individus, pour faire changer une politique ou pour appuyer un point de vue particulier, que ce soit par le moyen de communications ou de participation à des réunions ou manifestations.

De telles initiatives impliqueraient en fait la Société dans la controverse et contrediraient le principe voulant que la Société ne prenne aucune position éditoriale dans ses émissions.

CORRECTIONS ET RÉTRACTATIONS

Radio-Canada n'hésitera pas à admettre une erreur de fait quand il sera démontré qu'elle l'a commise.

Agir autrement, chercher à défendre un contenu d'émission d'un goût ou d'une morale inadmissibles ou bien entaché d'erreurs, amènerait inévitablement la Société à se rendre moins crédible.

Les erreurs dans les faits doivent être corrigées rapidement, de façon nette, en adhérant aux principes d'exactitude et d'équité. Le directeur général des programmes (information) ou son mandataire seront consultés; ils détermineront la nature et le temps de la correction.

Les rétractations peuvent avoir des conséquences juridiques; il faut donc consulter le service juridique avant de les diffuser.

Voir aussi:

- Chapitre I: Implications juridiques de plaintes
- Chapitre V: Service juridique
 - Moyens de défense en matière de diffamation
 - Rétractations et excuses

IMPLICATIONS JURIDIQUES DE PLAINTES

Toute plainte à portée légale impliquant une émission doit être immédiatement référée au service juridique. Toutes les bandes, notes, transcriptions, pellicules et autres choses en rapport avec l'objet de la plainte doivent être conservées, vu que ces supports pourraient servir comme sources importantes de renseignements en vue d'une défense devant un tribunal.

Avant de réutiliser en ondes l'élément qui a entraîné la plainte, il faut prendre en considération toutes les conséquences juridiques de ce geste.

Chaque utilisation d'une matière diffamatoire peut donner lieu à une poursuite judiciaire et les dommages que pourrait avoir causés la première diffusion s'aggravent à chaque diffusion

subséquente. On ne doit procéder à aucune diffusion supplémentaire à moins que la Société ne soit sûre de pouvoir se défendre contre toute poursuite en justice.

Le diffuseur doit étudier les conséquences juridiques de rétractations ou d'excuses avant de se rendre à une requête en ce sens. Par suite des raisons données à l'article sur la diffamation, dans le chapitre "DROIT" du présent volume, des rétractations ou excuses devraient être diffusées le plus tôt possible, en accord avec la loi provinciale, s'il en résultait un plein bénéfice pour le diffuseur lors d'une poursuite judiciaire ultérieure. D'autre part, des rétractations ou excuses constituent une admission de la faute, qui en elle-même pourrait astreindre la Société à débours des sommes à titre de dédommagement.

Les cas suivants seront référés dès que possible au service juridique:

- a) s'il existe une menace de poursuite judiciaire, toute demande d'information sur une station et son personnel;
- b) tout avis préalable de poursuite judiciaire contre la Société ou son personnel en rapport avec une émission (l'avis préalable d'action en justice peut faire partie d'une lettre réclamant une rétractation ou des excuses);
- c) toute assignation ou exposé des prétentions d'un demandeur.

Les trois sujets énumérés ci-haut requièrent un examen immédiat de la responsabilité de Radio-Canada et l'application de certaines prescriptions légales, qui pourraient influencer la défense présentée par la Société.

Voir aussi:

- Chapitre I: Corrections et rétractations
- Chapitre VI: Communication de matériaux d'émissions de Radio-Canada

CRÉDIBILITÉ

Dans une société ouverte, il est essentiel que le public perçoive comme crédible une entreprise de presse et ses journalistes. La crédibilité dépend non seulement de qualités comme l'exactitude et l'impartialité du reportage et de la présentation, mais encore de l'abstention par l'entreprise et les journalistes de tout contact ou association qui pourraient avec raison laisser croire à leur partialité. Il faut éviter toute situation qui ferait craindre que l'entreprise ou le journaliste sont biaisés ou influencés par des groupes de pression, qu'ils soient idéologiques, politiques, économiques, sociaux ou culturels.

Dans le recrutement et l'affectation de son personnel en information, l'entreprise doit tenir compte des activités ou associations personnelles, des opinions exprimées publiquement et des antécédents de chacun afin d'éviter qu'on perçoive, dans son activité professionnelle, du parti pris ou le risque d'influences indues.

La politique de la S.R.C. sur les conflits d'intérêts déclare en partie ceci:

"Les employés sont censés faire part au cadre supérieur concerné des intérêts financiers, commerciaux ou d'affaires qui pourraient, le cas échéant, être source de conflit d'intérêts dans leurs fonctions à Radio-Canada." *

Les journalistes (y compris les réalisateurs, les reporters et les chercheurs travaillant en information), surtout ceux qui sont chargés d'émissions ou de couverture portant sur les affaires ou la finance, doivent veiller particulièrement à se conformer à cette directive.

Politique des Ressources humaines, 7.6.

CENSURE

Quand il est porté atteinte à du matériel d'émission par suite d'une censure des autorités, il faut le préciser à l'antenne.

Il peut arriver que le journaliste soit entravé, d'une façon ou d'une autre, dans sa recherche d'informations ou bien dans la préparation ou la transmission d'un reportage. On pourrait citer en exemple des cas de coercition ou d'intimidation de toutes sortes; certains sont obligés d'avoir recours à des auxiliaires à la solde d'un gouvernement ou d'un organisme: cinéastes, interprètes et autres; ils se voient refuser de rencontrer des personnes prêtes à les recevoir, ou d'accéder à un lieu particulier; certains se voient empêcher par une agence de transmettre sur demande leur matériel.

Lorsqu'on estime que de telles restrictions ont de graves conséquences, il faut les signaler à l'auditoire au moment de la diffusion.

EMBAUCHE DE PERSONNES IDENTIFIÉES A UN PARTI POLITIQUE OU A UN GROUPE DE PRESSION

La Société Radio-Canada n'a pas seulement l'obligation d'être impartiale, il lui faut aussi projeter une image d'impartialité.

Tout projet d'embauche d'une personne identifiée à un parti politique ou à un groupe de pression sera soumis au préalable aux directions suivantes: à la direction générale des programmes (information); aux vice-présidents médias intéressés pour les autres émissions et services; à la direction de R.C.I. pour les émissions et les services qui en relèvent. En vue d'une application cohérente de cette directive, le vice-président ou directeur qui recevra un tel projet d'embauche consultera étroitement ses collègues.

L'engagement d'une personne identifiée à des partis politiques ou à des groupes de pression ne peut être autorisé sans qu'elle n'ait quitté son poste ou sa fonction dans un parti politique ou dans un groupe de pression et cessé ses activités publiques depuis deux ans au moins.

Le but de cette directive n'est pas d'interdire les ondes à des personnalités publiques invitées à commenter l'actualité; dans de tels cas, toutefois, il devra être clairement fait état de leur statut.

RADIO-CANADA RESPONSABLE DE SES ÉMISSIONS

La Société garde son autorité éditoriale et l'exerce sur le contenu de toutes les émissions qu'elle diffuse; elle en a le contrôle et s'en tient responsable.

Conformément à la Loi sur la radiodiffusion et aux conditions de son permis de diffuseur, la Société ne délèguera à aucune personne ou entreprise sa responsabilité éditoriale. Cela n'empêche pas la S.R.C de s'engager dans des co-productions ou des collaborations, ni d'acheter des émissions, ni de conclure des accords spéciaux avec des partenaires extérieurs

De tels accords sont soumis aux conditions qu'imposent la Société ou la Loi. Toute émission complète, produite ou achetée en vertu de tels accords, doit être acceptée par la Société ou ses représentants, avant sa diffusion; elle doit se conformer aux conditions fixées par la Société (ou par la Loi), en particulier respecter ses critères d'excellence et ses principes journalistiques, à un niveau professionnel de réalisation acceptable.

CHAPITRE II

MÉTHODES

MONTAGE

Le montage doit refléter la réalité, aussi bien visuelle que sonore, ainsi que les conditions fixées durant la préparation de l'émission.

Le montage permet d'abrèger les textes ou les enregistrements visuels et sonores; cette technique indispensable est une des plus grandes contraintes du journalisme à cause du temps limite que laisse la production en radio et en télévision et de l'obligation d'être concis et clair. Il serait irréalisable de chercher la réalité intégrale dans une émission montée. Le montage fournit une version condensée de la réalité, une tranche de la réalité, qui doit néanmoins faire ressortir l'essentiel, sans déformation.

Voici des directives importantes:

- le montage des questions et des réponses ne doit pas changer ni déformer le sens original de l'entrevue dans son ensemble;
- la réponse donnée à une question dans un contexte ne doit pas être transposée dans un autre;
- la réponse donnée à une question ne doit pas être inscrite dans une émission de façon à paraître répondre à une autre;
- dans les cas où les procédés de montage exigent une reprise de la question ou l'utilisation de plans de coupe, il faut conserver la nature et le dessein de la réponse originale;
- il ne faut pas laisser croire à l'auditoire qu'un échange de propos a lieu entre des gens lorsque la discussion n'a pas été enregistrée comme telle;
- lorsque des éléments sonores ou visuels ont été enregistrés bien avant leur diffusion, il faut en avertir l'auditoire si les opinions exprimées ou la connaissance du sujet ont pu changer depuis;
- il faut utiliser avec un soin particulier les effets spéciaux, dont les effets sonores, dans la présentation journalistique des faits. Dans les cas, plutôt rares, où cela se produit, il faut bien s'assurer qu'ils ne déforment d'aucune façon le contenu éditorial.

Voir aussi:

- Chapitre I: Principes journalistiques
Équilibre et pluralisme
- Chapitre III: Droits des interviewés et des participants invités

USAGE JOURNALISTIQUE DES TECHNIQUES

Les techniques de production ne doivent pas servir à fausser la réalité ni constituer un commentaire.

L'abus des techniques radiophoniques ou télévisuelles, qui comptent une grande variété d'effets sonores et visuels, peut compromettre l'exactitude et l'intégrité de ce qui est diffusé, en le modifiant. La musique est sans doute le plus manifeste de ces effets, mais il y en a d'autres, comme l'éclairage, le cadrage des caméras et le son.

Voir aussi:

Chapitre II: Mélange des genres

INTERVIEWS

Il faut mener les interviews conformément à la politique journalistique, mais accorder une attention particulière aux directives énoncées sous les titres suivants: Personnel journalistique; Montage; Procédés clandestins; Participants anonymes; Protection des sources d'information; Respect de la vie privée; Droits des interviewés et des participants invités; Demandes de non-diffusion; Vêto des participants à la diffusion d'éléments d'émission.

Il faut prendre soin de ne pas tirer un avantage indu de l'ignorance, par une partie du grand public, de certaines pratiques de la presse; par exemple, la différence entre une entrevue donnée sous le sceau du secret ou de la confiance ("off the record") et l'entrevue publiable, ou bien encore les propos personnels imputés ou non à quelqu'un.

Certains, à qui l'on propose une entrevue, réclament quelquefois que les questions leur soient soumises à l'avance par écrit. Cela n'est pas admissible parce que l'auditoire serait mal informé de la nature de l'interview et l'intervieweur, gêné dans son travail.

Interviews téléphoniques

Lorsqu'un commentaire est sollicité au téléphone et enregistré en vue d'une diffusion, il est nécessaire d'obtenir l'autorisation expresse de l'interlocuteur pour la diffuser. (Lorsqu'on le juge prudent, cette autorisation est elle-même enregistrée.) La diffusion d'un tel enregistrement sans en obtenir l'autorisation contrevient à l'éthique professionnelle et, dans certains cas, à la loi.

Attirons l'attention sur le fait que le C.R.T.C impose des règles à la diffusion de conversations téléphoniques à la radio M.A. Le règlement 5(1)(k) se lit comme suit: "Il est interdit à une station ou à un exploitant de réseau de diffuser toute conversation téléphonique avec une personne, à moins que

- 1) la personne en cause n'ait au préalable accordé verbalement ou par écrit son consentement à la diffusion de la conversation, ou
- 2) la personne en cause n'ait téléphoné à la station afin de prendre part à une émission."

RECHERCHE

La Société Radio-Canada exige pour ses émissions une recherche de grande qualité, soumise à une surveillance et un soin éditoriaux attentifs. Une erreur, minime en soi, peut porter atteinte à la crédibilité d'une émission entière.

Dans le domaine des sciences sociales, celui de presque toutes les affaires publiques, toute recherche implique, de façon explicite ou implicite, d'exposer une hypothèse et de la vérifier. L'hypothèse de base d'un projet d'émission doit passer l'épreuve de la recherche parce que, si elle n'était pas vérifiée ou remise en question, le projet aurait une orientation éditoriale dans sa structure même.

La recherche dans des domaines spécialisés de la connaissance devrait avoir recours aux ressources d'institutions et d'experts de l'extérieur. Cependant, il faudrait reconnaître que ces consultants ont parfois des points de vue intéressés sur leur spécialités et qu'il faudrait en conséquence chercher l'équilibre de ces ressources extérieures.

La Société Radio-Canada est la seule responsable de l'émission, de son idée de base et du contexte dans lequel les faits sont présentés.

Voir aussi:

Chapitre I: Équilibre et pluralisme
Personnel journalistique (Commentateurs invités)
Radio-Canada responsable de ses émissions

PROCÉDÉS CLANDESTINS

En règle générale, le journalisme se pratique au grand jour. La crédibilité et le crédit que le public accorde aux émissions d'information de la S R C dépendent dans une large mesure de la confiance qu'il a dans les qualités professionnelles et morales du personnel de la Société.

Il ne faut recourir aux procédés de dissimulation, comme ceux dont il est question ici, qu'en tenant compte de leur légalité, des exigences du principe d'honnêteté et du respect de la vie privée; et, si l'information à obtenir par ces méthodes est assez importante pour publication, il faut de plus qu'elle soit impossible à obtenir par d'autres moyens.

Fausse identité

La duperie ne doit pas servir à obtenir l'information. Le personnel de Radio-Canada ne doit donc pas se présenter sous de fausses identités ni sous de faux prétextes pour obtenir de l'information.

Il peut arriver qu'une émission, dans un dessein légitime, obtienne des informations grâce à un journaliste qui s'abstiendrait de déclarer sa profession et se laisserait passer pour un simple citoyen. Cela pourrait survenir, par exemple, au cours d'enquêtes sur des sujets comme des fraudes perpétrées aux dépens du public ou d'autres comportements antisociaux. Ces enquêtes

se mèneraient dans des endroits où le grand public a généralement accès, comme les magasins de détail, les musées ou des salles de réunion. S'il est estimé important et dans l'intérêt public d'obtenir de l'information sans révéler qu'elle est destinée à une diffusion journalistique et que cela se fasse en des lieux où le public n'a pas habituellement accès, il faut avoir l'approbation préalable du directeur général des programmes (information).

Cameras et micros cachés

En règle générale, il est interdit de recueillir des informations grâce à des caméras et des microphones cachés.

L'usage de tels procédés incite à de sérieuses considérations d'éthique et peut entraîner des poursuites tant au civil qu'au criminel. C est un délit pénal que d'écouter ou enregistrer une communication privée en utilisant des appareils électromagnétiques, acoustiques, mécaniques ou autres, sans le consentement d'au moins un des participants à la communication.

Cependant, il peut se trouver des cas où l'utilisation d'appareils ne constitue pas une infraction à la loi et peut être considérée d'intérêt public. L'information recueillie doit servir une cause importante, être indispensable à celle-ci et impossible à obtenir par des moyens plus manifestes. Cela pourrait inclure le reportage sur des comportements antisociaux, comme la vente de drogue à des mineurs, ou sur des événements publics, telles des manifestations de rue, qui peuvent être vues ou entendues facilement par tous mais où la présence de caméras et de micros, bien que légitime, risquerait d'empêcher un déroulement normal de l'événement.

Dans ces cas, il faut obtenir la permission du vice-président média ou de son mandataire, après consultation du service juridique.

TERRORISME ET PRISE D'OTAGE

La couverture de prises d'otages ou d'actes de terrorisme (actions criminelles commises envers des personnes, dans l'intention d'arracher des concessions par la violence ou des menaces) requiert l'observation stricte des principes généraux et des directives spécifiques explicités pour la couverture d'émeutes ou de manifestations de désordre.

Les reporters doivent s'assurer qu'aucun de leurs gestes ne mette davantage en danger la vie des otages ou ne nuise aux efforts des autorités pour en obtenir la libération.

Les journalistes doivent également veiller à ne pas se laisser utiliser ou manipuler par des terroristes ou des ravisseurs.

Directives spécifiques:

- Toute communication de la part d'un terroriste ou d'un ravisseur, donnant des informations sur des actions criminelles en cours ou projetées, sera rapportée sans délai au directeur général des programmes (information) ou, en son absence, au vice-président média ou, en l'absence de ce dernier, au vice-président exécutif
- Aucune déclaration ou entrevue avec un terroriste, un ravisseur ou un otage ne peut être

diffusée sans l'autorisation du directeur général des programmes (information); une telle autorisation ne sera accordée que dans des circonstances exceptionnelles; en l'absence du directeur, l'autorisation devra venir du vice-président média ou, en son absence, du vice-président exécutif.

- Les déclarations et exigences des terroristes ou des ravisseurs font partie intégrante de l'événement; dans la plupart des cas, on ne devrait n'en diffuser qu'un résumé ou un montage afin d'éviter le risque de manipulation;
- Aucun contact téléphonique ou immédiat avec des otages, des ravisseurs ou des terroristes n'aura lieu si le directeur général des programmes (information) ou, en son absence, le vice-président média ou, en l'absence de ce dernier, le vice-président exécutif, juge qu'une telle démarche risque d'entraver les communications des autorités ou de compromettre davantage la sécurité des otages;
- Lorsque les autorités demandent de retarder la diffusion de certaines informations sur un incident en cours, les reporters et réalisateurs sont tenus d'en prévenir sans délai le directeur général des programmes (information); à cet égard, ce dernier prendra la décision finale après avoir consulté comme il se doit ses collègues; en son absence, cette responsabilité incombera au vice-président média ou, en l'absence de ce dernier, au vice-président exécutif.

PARTICIPANT ANONYME

L'exactitude et l'intégrité du journalisme exigent que l'auditoire n'ait aucun doute sur l'identité ni sur les titres ou qualités d'une personne interviewée.

Si l'interviewé ou le participant à une émission conserve l'anonymat, si son visage ou son identité est caché, si sa voix est altérée, c'est comme si on dissimulait à l'auditoire une information nécessaire pour évaluer ses propos; cela peut aussi augmenter le risque de déclarations irresponsables de sa part.

En certains cas, l'anonymat peut se justifier si la valeur de l'information à tirer du participant anonyme (établie selon qu'il est plus ou moins important de la porter à l'attention du public) l'emporte sur les inconvénients. Par exemple, l'anonymat est justifié lorsque l'identification de l'interviewé ou du participant peut lui causer des épreuves ou mettre en danger sa sécurité personnelle.

Dans les cas où l'on croit que la diffusion d'une interview anonyme est justifiée, il faut obtenir l'autorisation préalable du directeur général des programmes (information) et lui fournir le nom et l'adresse du participant et une attestation du sérieux de cette personne.

Voir aussi:

Chapitre II: Protection des sources d'information

MÉLANGE DES GENRES

Combinaison du réel et du dramatique

Les émissions d'information ne doivent pas en principe mêler des scènes d'actualité, reproduisant des événements et des gens réels sous une forme sonore ou visuelle, à la représentation dramatique d'événements ou de personnages.

L'auditoire doit être en mesure de juger la nature de l'information qu'il reçoit. Le mélange des genres rend difficile ce jugement parce qu'il peut donner à l'hypothétique l'apparence du vrai.

S'il arrivait qu'une telle combinaison soit la seule façon efficace de transmettre l'information nécessaire, il faudrait que la partie dramatisée soit bien identifiée.

Reconstitution et simulation

Toute reconstitution ou simulation doit s'ajuster le plus étroitement possible avec l'événement qu'elle est censée représenter.

La reconstitution ou la simulation peuvent être les moyens les plus efficaces de communiquer certains types d'information, comme l'exploration spatiale ou la description d'un accident. Dans les cas de reconstitution ou de simulation d'un événement dans une émission, en tout ou en partie, il faut en prévenir nettement l'auditoire par un procédé sonore ou visuel.

PROTECTION DES SOURCES D'INFORMATION

Radio-Canada défend avec force le principe de la liberté d'information et considère que la protection des sources du journaliste en est un élément important.

Parfois, l'information à laquelle le public a droit n'est accessible que par l'entremise d'une source "confidentielle". Par exemple, les personnalités politiques ou autres ont souvent des entretiens non officiels ("off the record") avec les journalistes. Ne pas respecter le caractère confidentiel des sources, au point d'en faire une question de principe, ferait obstacle à la libre circulation de l'information, essentielle à la vigueur d'une société démocratique.

Le journaliste peut utiliser de l'information de sources qui désirent ne pas être identifiées publiquement, s'il les connaît et si elles paraissent, à prime abord, crédibles. Cependant, pour éviter la possibilité d'être amené à présenter une information inexacte ou biaisée, le journaliste doit vérifier avec soin l'honnêteté de la source et obtenir une preuve corroborante d'autres sources pertinentes.

Avant la diffusion, l'identité et l'attestation de bonne foi d'une source confidentielle doivent être portées à la connaissance d'au moins un responsable de l'information désigné par le directeur général des programmes (information). Le dévoilement des sources à l'intérieur de la hiérarchie éditoriale ne doit pas être confondu avec la divulgation publique de ces sources. La protection des sources n'est pas un droit au sens de la loi; en particulier, si la sécurité publique ou un crime sont en cause, les tribunaux ou d'autres organismes judiciaires autorisés peuvent exiger d'une personne qu'elle révèle ses sources d'information.

Dans un tel cas, la Société ne recommandera pas à un de ses employés de refuser d'obéir à l'ordre d'un tribunal. Cependant, le conseiller juridique de Radio-Canada sera disponible pour consultation, il pourrait exhorter le tribunal à bien peser l'intérêt public avant d'appliquer une injonction à l'encontre de la confidentialité d'un journaliste ou bien demander que l'audition du témoin se fasse à huis clos, au cas où serait maintenue l'injonction.

Dans les cas où la sécurité publique est clairement en danger, la Société elle-même exigerait que les autorités compétentes en soient prévenues par l'entremise de son conseiller juridique.

Voir aussi:

- Chapitre II: Participant anonyme
- Chapitre IV: Journalisme d'enquête

CACHETS ET RÉTRIBUCION

En général, Radio-Canada ne rémunère pas ses sources d'informations. La tâche du journaliste est de recueillir des informations données librement.

Il ne faut pas confondre cette règle avec l'exigence bien différente de rétribuer, de façon légitime, en certaines circonstances, les participants à une émission d'information. La détermination des paiements doit être conforme aux barèmes établis.

Si un paiement de cette sorte était prévu, il nécessiterait l'approbation du directeur général des programmes (information) et il devrait en être fait mention en ondes.

Voir aussi:

Chapitre II: Rétribution de députés, sénateurs, membres d'assemblées législatives ou d'organismes publics.

VOYAGES GRATUITS

Les employés de Radio-Canada n'accepteront aucune offre de voyage ou d'hébergement gratuits de la part de particuliers ou d'organismes de l'extérieur en vue de faciliter la préparation d'une émission, de recueillir des nouvelles ou de procéder à de la recherche, ou pour toute autre raison découlant de leur statut au sein de la Société.

Il faut garder les émissions de la Société à l'abri de toute influence extérieure malséante et au-dessus de tout soupçon d'une telle influence. Les frais de déplacement et de séjour sont en sorte des dépenses de production qui n'ont pas à être assumées par des tiers.

On ne pourra envisager d'exception à cette règle que dans le domaine de l'information, en l'absence de moyens de transport commerciaux. De toute façon, il faut réclamer une facture. Avant de s'engager, il faut obtenir l'autorisation du directeur général des programmes (information).

RÉTRIBUTION DE DÉPUTÉS, SÉNATEURS, MEMBRES D'ASSEMBLÉES LÉGISLATIVES OU D'ORGANISMES PUBLICS

Radio-Canada ne doit pas rémunérer, de quelque manière que ce soit ni pour quelque raison que ce soit, un député fédéral ou un sénateur. Cette interdiction s'applique à toutes les formes de rétribution, dont les cachets, les droits d'auteur, les frais de déplacement et de séjour ou tout autre débourse.

Les articles 10 et 17 de la Loi du Sénat et de la Chambre des communes interdisent aux députés et sénateurs d'accepter paiement ou rémunération d'organismes gouvernementaux canadiens ou de sociétés de la Couronne, sous peine d'incapacité de siéger au Parlement.

Le ministère fédéral de la Justice a émis l'opinion qu'un député qui accepterait quelque rétribution que ce soit de Radio-Canada compromettrait son siège à la Chambre et qu'un sénateur, pour la même conduite, s'exposerait à d'autres peines prévues par la loi.

Députés des assemblées législatives ou membres élus d'autres organismes publics

Aucune loi n'interdit aux élus d'une assemblée législative provinciale ou d'un conseil municipal de recevoir une rétribution de Radio-Canada, à cause de leur statut. Ces élus ne devraient pas être rémunérés pour des services liés aux nouvelles et aux affaires publiques, si leurs contributions sont clairement de nature politique. Ils ne peuvent non plus toucher de cachets à titre de représentants d'un parti ou d'une groupe politique.

Lois provinciales sur le trafic d'influence

Les responsables d'émission qui traitent avec des députés provinciaux doivent savoir que dans la plupart des provinces, des lois visent à combattre le trafic d'influence; on concevrait que ces lois soient invoquées contre un élu qui accepterait une rémunération de Radio-Canada pour expliquer ou défendre une opinion politique dans une émission. Une telle situation est fort peu probable, mais dans certains cas on devrait juger prudent d'attirer l'attention sur ces lois provinciales.

Le service juridique devrait être consulté pour tout renseignement supplémentaire .

SONDAGES

Le sondage est une technique de cueillette de données. Il sert à découvrir des faits, déceler des attitudes et vérifier des hypothèses. Les données recueillies par sondage constituent le fondement de diverses études et rapports publiés par les gouvernements, les groupes de pression, les chercheurs ou les entreprises de presse.

Pour assurer la validité et la fiabilité de leurs résultats, les sondages doivent être effectués suivant des méthodes reconnues et éprouvées. Il faut déclarer au public celui qui a commandité la recherche, quelles méthodes ont servi et toute déviation des techniques utilisées avec celles suivies habituellement.

A. Sondages de Radio-Canada

La S.R.C assume la maîtrise d'oeuvre des sondages qu'elle réalise et prend la responsabilité de les vérifier

Tout projet de sondage sera soumis à l'autorisation préalable du directeur général des programmes (information); ce dernier ou le mandataire qu'il désignera doit aussi approuver le questionnaire dans sa version finale.

Le service des recherches de Radio-Canada doit participer à toutes les étapes du sondage, du projet original jusqu'à l'interprétation des résultats; il doit prendre la responsabilité d'y atteindre le plus haut degré d'excellence.

Radio-Canada ne commanditera ni ne mènera de sondage dont les résultats seraient diffusés moins de 10 jours avant la fin d'une campagne électorale ou référendaire. Cela n'écarte pas la possibilité de sondages durant cette période, s'ils sont destinés à une diffusion postérieure au scrutin.

B. Diffusion d'autres sondages

- 1) Avant de diffuser les résultats de tout sondage effectué ailleurs qu'à Radio-Canada, les journalistes de la S.R.C. doivent
 - a) savoir quelle méthode a été suivie et les principaux résultats du sondage;
 - b) obtenir diverses interprétations en cas de différences;
 - c) dans les cas de sondages d'opinion, consulter le service des recherches de la S.R.C. sur la validité de la méthode et sur l'interprétation des résultats.
- 2) En diffusant les résultats d'un sondage, il faut accorder la priorité aux données plutôt qu'à leur interprétation.

Il faut indiquer le nom de la personne ou de l'organisation qui a effectué le sondage et, le cas échéant, son affiliation politique; si le sondage était commandité, donner le nom du commanditaire; préciser la grandeur de l'échantillon, le moment où le sondage a été effectué et la marge d'erreur.

- 3) Il faut accorder une attention spéciale à la présentation, en direct ou en différé, de propos de personnes interviewées au hasard dans un lieu donné (comme à un congrès) ou par téléphone à la suite d'un appel au public pendant une tribune téléphonique. Ces déclarations doivent être présentées simplement comme des illustrations d'opinions diverses; il faut prendre garde de laisser croire qu'elles reflètent, sur l'un ou l'autre aspect d'une question, une juste évaluation ou proportion de l'opinion publique. Il est permis de résumer le contenu de ces brèves entrevues, mais non de les comptabiliser en faveur d'un point de vue ou d'un autre.

CHAPITRE III

DROITS DU PUBLIC

RESPECT DE LA VIE PRIVÉE

Le citoyen canadien tient en haute estime le droit au respect de son intimité. Même si la loi ne traite pas en profondeur cette notion, l'intrusion dans la vie privée doit répugner à tous.

L'intimité dans ce sens veut dire que la vie privée et personnelle est distincte de la vie publique. La loi touche à des aspects précis de l'intimité comme la diffamation ou l'intrusion; quelques provinces ont des lois sur le respect de la vie privée, mais en general, cette question relève de la morale et des qualités professionnelles.

De temps à autre, les journalistes peuvent paraître violer l'intimité; cela se justifie uniquement lorsque la vie privée d'un citoyen vient en conflit avec sa vie publique ou qu'elle devient un sujet légitime d'intérêt public. Par exemple, lorsque la vie privée d'une personnalité publique donne lieu à un conflit d'intérêt apparent, elle devient une question de domaine public et cesse d'être "privée"

Identification des prévenus

Lorsqu'on nomme dans une émission une personne accusée d'un delit penal, il n'y a encore qu'une partie des procédures judiciaires d'accomplies; entre l'acte d'accusation et le procès, il peut s'écouler beaucoup de temps.

Le personnel des émissions doit être conscient des dommages que peut entraîner pour un innocent la mention de son nom comme accusé. Si une émission nomme un accusé dans une cause au criminel, il faut donner une égale importance à un compte rendu du verdict.

Voir aussi:

Châpitre V: Diffamation

Intrusion

Protection de la vie privée

DROIT DE RÉPONSE

Aucune loi ne garantit le droit de réponse.

Cependant, du principe journalistique d'équité découle une obligation de réparation s'il est démontré qu'une grave iniquité a été commise. Cette correction tiendra compte des circonstances et de la nature de cette injustice.

Voir aussi:

Chapitre I: Équilibre et pluralisme

Corrections et rétractations

DROITS DES INTERVIEWÉS ET DES PARTICIPANTS INVITÉS

Avant de l'interroger, l'intervieweur doit informer l'interviewé de l'utilisation qui sera faite de l'entrevue. Il doit aussi lui donner une idée de la durée probable de ce qui passera à l'antenne, en soulignant qu'il s'agit d'une approximation et que, dans certaines circonstances, on pourrait ne rien utiliser. En utilisant une interview, Radio-Canada doit se conformer aux conditions convenues avant l'enregistrement. Les interviewés n'ont aucun droit d'obtenir communication préalable des questions qui leur seront posées.

Lorsque deux personnes ou plus sont interviewées pour une même émission ou la même série, aucune d'elles ne devrait avoir accès aux participations des autres si, de ce fait, elle en tirerait un avantage indu.

Lorsqu'une personne refuse, sans en donner la raison, de participer à la diffusion d'une discussion ou d'être interviewée, il faut respecter sa décision. À la suite d'une telle décision, il est interdit de marquer le refus par une mise-en-scène, comme à la télévision par une chaise vide. On peut cependant annoncer ce refus à l'auditoire, d'un ton neutre.

La reprise d'une entrevue, en tout ou en partie, sera traitée de façon que le contexte initial ne soit pas faussé.

Voir aussi:

- Chapitre II: Montage
- Chapitre III: Demande de non-diffusion d'éléments enregistrés
Veto de participants à la diffusion d'éléments d'émission

DEMANDE DE NON-DIFFUSION D'ÉLÉMENTS ENREGISTRÉS

Des éléments d'émission enregistrés selon les principes journalistiques peuvent servir à une émission, pourvu qu'aucune considération ne l'emporte à l'encontre du besoin de diffusion ni qu'il en ait été convenu autrement au moment de l'enregistrement.

Il faut bien exercer son jugement pour décider entre les raisons plaidant pour la non diffusion et celles qui justifient les besoins de l'émission. La demande pourrait être solidement fondée et avoir priorité sur les besoins de l'émission. On peut compter parmi ces raisons la commémoration ou une évolution importante du contexte qui existait au moment de l'enregistrement.

La Société Radio-Canada et le participant dont les propos ont été enregistrés ont chacun des responsabilités et des droits. Si on demande de supprimer d'une émission des éléments après les avoir de bon gré laissés enregistrer, les réalisateurs et rédacteurs en chef doivent examiner la nature de l'entente conclue au moment de l'enregistrement. Si l'utilisation des propos est conforme à cette entente et si aucune autre considération n'entre en jeu, il ne faut pas accorder la demande de supprimer des éléments d'émission.

Il faudra toujours s'efforcer d'expliquer aux protestataires la position de la Société.

Voir aussi:

- Chapitre I: Radio-Canada responsable de ses émissions
- Chapitre II: Terrorisme et prise d'otage
- Chapitre III: Respect de la vie privée
 - Droits des interviewés et des participants invités
 - Veto de participants a la diffusion d'elements d'emission

VETO DE PARTICIPANTS A LA DIFFUSION D'ÉLÉMENTS D'ÉMISSION

Radio-Canada n'accorde aux participants à une émission aucun droit de veto sur quelque partie que ce soit de l'émission.

La S.R.C. ne peut déléguer à d'autres la responsabilité qu'elle est seule à détenir sur le contenu des émissions qu'elle diffuse; de même, elle s'assure que ses émissions atteignent le degré d'excellence requis par sa politique journalistique.

Les invités et participants peuvent avoir leur propre point de vue sur le sujet d'une émission, sur le rôle qu'ils y jouent ou l'opinion qu'ils y exposent; la S.R.C. ne doit pas être sujette aux pressions d'un ou de plusieurs participants. Il pourrait en résulter déséquilibre et injustice.

Voir aussi:

- Chapitre I: Radio-Canada responsable de ses émissions
- Chapitre II: Droits des interviewés et des participants invités
 - Demande de non-diffusion d'éléments enregistrés

CHAPITRE IV

FORMULES D'ÉMISSIONS PARTICULIÈRES

JOURNALISME D'ENQUÊTE

Le journalisme d'enquête s'exerce dans la discipline qu'imposent les principes journalistiques et la politique qui en découle.

Tout journalisme, au sens large, est investigateur; cependant, le terme définit particulièrement l'examen rigoureux et approfondi des institutions et des activités politiques ou de ce qui touche la vie d'une grande partie de la population. Le journalisme d'enquête devrait s'intéresser aux problèmes à cause de leur importance et non seulement chercher à révéler des erreurs, des injustices ou des méfaits. Les petites affaires ne devraient pas être suivies quand des sujets plus importants requièrent l'attention.

C'est un genre très particulier de journalisme, dont l'influence peut être énorme sur l'esprit du public et donc sur la vie et le bien-être des citoyens, sur la vitalité des institutions et des entreprises privées. Par conséquent, il commande des talents supérieurs et le respect d'une stricte exactitude. Le journaliste d'enquête ne peut oeuvrer sans ressources suffisantes à sa recherche et sans assez de temps pour la mener à bonne fin.

Les conclusions que l'auditoire peut tirer de l'examen du sujet dans l'émission doivent logiquement découler des faits et non d'opinions éditoriales ou de procédés partiels de présentation. Il est donc essentiel que pour se conformer aux principes d'exactitude, d'honnêteté, d'équité et d'intégrité, l'émission repose sur une recherche des plus scrupuleuses et assidues. L'émission doit tenir compte de tous les témoignages disponibles sur le sujet et reconnaître les opinions diverses qu'il suscite.

Le droit de réponse est indissociable du journalisme d'enquête. Pour assurer l'impartialité, tous les intéressés auront l'occasion d'exprimer leurs points de vue.

Dans les cas où l'on croit qu'une entrevue anonyme est justifiée, il faut l'autorisation préalable du directeur général des programmes (information), à qui l'on fournira le nom et l'adresse de l'interviewé ainsi qu'une attestation du sérieux de cette personne. Le dévoilement des sources à l'intérieur de la hiérarchie éditoriale ne doit pas être confondu avec la divulgation publique de ces sources. Le directeur, qui assume la responsabilité des reportages diffusés, ne pourrait décider de la bonne façon, s'il n'avait accès à ce qui pourrait être la plus importante raison de sa décision.

Pour écarter le risque d'être entraîné à des affirmations inexacts ou partiales, le journaliste doit vérifier soigneusement la véracité de ses sources et obtenir des témoignages de sources appropriées pour corroborer les premières

Le journalisme d'enquête a parfois recours à des techniques spéciales. La politique sur les procédés clandestins établit comme règle générale que le journalisme s'exerce au grand jour. Il peut arriver que l'usage de certains moyens, comme des caméras ou des micros cachés, ne

contrevienne pas à la loi et soit considéré dans l'intérêt du bien public. Les informations ainsi obtenues doivent servir un important dessein, lui être indispensables, enfin être impossibles à obtenir par des moyens plus manifestes. En de telles occasions, il faut obtenir l'approbation du vice-président média ou de son mandataire.

Toute personne a le droit de refuser de participer à ce genre d'émission. S'il est jugé capital pour l'émission et dans l'intérêt du bien public d'amener quelqu'un devant une caméra ou un micro, il faut en obtenir la permission du directeur général des programmes (information).

Les directives sur le montage, l'usage journalistique des techniques, les droits des interviewés et des participants invités à une émission, relèvent du principe d'équité qui reste l'objectif constant des émissions.

Le journalisme d'enquête, par sa nature, soulèvera fréquemment des questions de droit; chaque fois, il faudra obtenir l'avis du service juridique.

Il faut consulter la direction du média sur la diffusion d'une émission tenant du journalisme d'enquête si elle présente un sujet particulièrement délicat.

Voir aussi:

- Chapitre II: Montage
 - Usage journalistique des techniques
 - Recherche
 - Procédés clandestins
 - Participant anonyme
 - Protection des sources d'information
- Chapitre III: Respect de la vie privée
 - Droits des interviewés et des participants invités

Tribunes téléphoniques

Il faut garder à l'esprit que la S.R.C. a l'entière responsabilité de tout ce qui est diffusé par ses réseaux et ses stations.

Afin de passer au crible tout propos qui contreviendrait aux lois ou à la politique de la S.R.C. on aura recours à des procédés techniques convenables; il faut aussi protéger les émissions contre l'envahissement organisé de groupes de pression ou contre l'accès d'individus irresponsables. Cela devrait se faire grâce à de brèves entrevues préalables par un "examineur", en plus d'une mécanique prévoyant un délai de diffusion.

Il faut garder une liste des noms de tous les intervenants; ceux-ci sont prévenus que leurs paroles seront diffusées.

Il faut veiller particulièrement à ne pas suggérer, de façon explicite ou implicite, que les points de vue diffusés au cours d'une tribune téléphonique reflètent, même très approximativement, la portée ou l'importance des opinions dans la collectivité sur l'un ou l'autre côté d'une question. De même, on pourrait résumer les propos recueillis en conclusion d'une tribune mais on ne saurait faire le décompte des commentaires pour ou contre le sujet abordé.

Lorsqu'on invite le public à diriger ses appels téléphoniques, hors antenne, sur deux ou plusieurs lignes qui comptent mécaniquement leurs "votes" sur un sujet, il faut insister en diffusant les totaux qu'il ne s'agit pas d'un sondage d'opinion scientifique mais seulement d'un décompte des auditeurs qui ont accepté de répondre à l'invitation de communiquer leur avis.

Interviews téléphoniques

Il faut informer ceux que l'on contacte par téléphone de l'usage qui sera fait de la conversation et obtenir leur permission de la diffuser.

Lorsqu'il s'agit d'entrevues à la suite, de gens opposés ou ayant des vues différentes sur un sujet, il faut prévenir le premier intervenant de la présence du second avant même de l'interviewer; et, si cela est justifié, lui offrir l'occasion d'une brève réfutation.

Lorsque le sujet fait l'objet d'une controverse publique, l'émission doit obligatoirement respecter l'équilibre des opinions.

Voir aussi:

- Chapitre I: Équilibre et pluralisme
 Personnel journalistique
 Radio-Canada responsable de ses émissions
- Chapitre II: Participant anonyme

INFORMATION DES CONSOMMATEURS

Les émissions destinées à renseigner les consommateurs sont soumises à la même politique et aux mêmes principes journalistiques que les émissions d'information.

Ces émissions visent à aider le consommateur à faire des choix éclairés de biens et de services ou de montrer comment résoudre certains problèmes. Cela s'inscrit dans la même tradition que celle qui assure aux citoyens l'occasion d'entendre ou de voir une information susceptible de guider leurs décisions à l'égard de la chose publique.

Les conclusions exposées par les participants à ce type d'émission doivent se fonder sur une recherche approfondie et non sur des opinions personnelles. La recherche en vue de ces émissions sera méticuleuse et, autant que possible, poursuivie en consultation avec des organismes compétents. Dans l'intérêt de l'impartialité, lorsque des produits sont comparés, il faut en avoir un aussi vaste choix que possible.

Voir aussi:

- Chapitre II: Recherche

SATIRE

La satire n'a pas sa place dans les bulletins de nouvelles; les autres émissions d'information, dont le but premier est l'examen sérieux de questions importantes, n'y toucheront qu'à bon escient. La satire, par une certaine ambiguïté, peut jeter la confusion dans l'esprit de l'auditoire sur la nature et l'objet d'une émission d'information. La qualité de la satire joue beaucoup dans la décision de l'utiliser. Les propos et les images satiriques doivent être présentés de façon qu'ils soient aisément identifiés comme tels par l'auditoire.

COPRODUCTIONS

Avant de s'engager à coproduire ou acheter une émission d'information, il faut s'assurer qu'elle respecte les règles de la S.R.C. en matière journalistique.

CHAPITRE V

DROIT

INTRODUCTION: DROIT CIVIL ET COMMON LAW

Les principales sources de droit dans la province de Québec sont le Code civil et les textes législatifs. Le Québec est la seule province qui dispose d'un code unifié. Ce code a été élaboré selon le modèle du Code Napoleon français, qui regroupait le Droit Romain ainsi que la Coutume et le Droit Français, y compris le nouveau Droit de la Révolution.

Dans les autres provinces, les principales sources de droit sont la "Common Law" anglaise, fondée sur les jugements des tribunaux qui interprètent le droit --chacun s'appuyant sur des cas semblables jugés antérieurement--et les textes législatifs.

Il existe une similitude fondamentale entre les deux systemes, car ceux-ci reflètent des valeurs sociales et économiques communes.

Il y a par contre des différences qui peuvent faire qu'un problème sera résolu de façon différente au Québec et, par exemple, au Manitoba ou en Ontario.

SERVICE JURIDIQUE

Face à un problème de nature juridique, les personnels de production doivent prendre l'initiative, avec l'accord de leurs supérieurs hiérarchiques, de consulter le service juridique

Ce service a pour rôle de fournir, sur demande, des avis concernant les implications juridiques des activités de la Société.

Lorsque l'avis donne risque de nuire aux objectifs de programmation, les réalisateurs doivent consulter leurs supérieurs hiérarchiques pour résoudre le problème

La Société a le devoir d'observer les lois. En se conformant à la loi, elle assure le respect de ses droits et ceux de son auditoire.

CHARTRE CANADIENNE DES DROITS ET LIBERTÉS

La Charte garantit un certain nombre de libertés fondamentales dont "la liberté de pensée, de croyance, d'opinion et d'expression, y compris la liberté de la presse et des autres moyens de communication" En dernière analyse, la portée de cette garantie dépendra des décisions des tribunaux. Plus particulièrement, la Cour suprême du Canada devra résoudre les contradictions qui pourraient surgir entre cette liberté et les autres libertés fondamentales garanties par la Charte.

La validité d'une loi qui n'est pas compatible avec une liberté fondamentale dépendra de la décision du tribunal pour établir si les limites que la loi impose à cette liberté comportent une "justification (qui) puisse se démontrer dans le cadre d'une société libre et démocratique". A moins que les tribunaux n'en décident autrement, les journalistes, comme tous les autres citoyens, sont soumis à toutes les restrictions imposées par la loi, même si elles paraissent ne pas être compatibles avec une liberté fondamentale garantie par la Charte.

En dépit du fait que la Charte comporte une importante promesse d'évolution du droit de l'information, les journalistes de Radio-Canada ne doivent pas supposer qu'ils disposent de nouveaux droits tant que les tribunaux ne l'ont pas confirmé. Les droits des journalistes ne sont ni plus grands ni moindres que ceux des autres Canadiens. Le texte de l'article 15 de la Charte décrit adéquatement la situation: "La loi ne fait acception de personne et s'applique également à tous, et tous ont droit à la même protection et au même bénéfice de la loi"

OUTRAGE AU TRIBUNAL

Désobéissance à un ordre du tribunal

Le juge qui préside un procès doit veiller à ce que tout se déroule dans l'ordre pour que justice soit rendue. Il a donc le pouvoir d'empêcher toute activité, soit dans la salle d'audience, soit dans ses abords immédiats, qui pourrait entraver la bonne marche du procès. Les intéressés sont tenus d'obéir à tout ordre du tribunal, à moins d'avoir obtenu un avis juridique contraire.

Commentaires constituant un affront à la dignité du tribunal

La liberté de critiquer les décisions et la conduite d'un tribunal ou d'un juge représente un élément fondamental de notre société démocratique. Toutefois, une telle critique peut constituer un outrage au tribunal lorsqu'elle est abusive et porte sur la compétence professionnelle du juge. Le juge a comme principale fonction de rendre un jugement impartial; prétendre qu'il a fait preuve de partialité ou de malhonnêteté dans la conduite d'un cas constitue donc un outrage grave.

Tentative d'influencer l'administration de la justice

Les procès sont généralement ouverts au public. Ce dernier a donc le droit d'être informé sur l'administration de la justice et sur les décisions judiciaires dans des cas particuliers. D'un autre côté, le prévenu dans un procès criminel, ainsi que les parties d'une poursuite civile, ont droit à un jugement juste et impartial basé sur les faits présentés en cour. C'est pourquoi, la publication d'informations qui court-circuiteraient ce processus peut constituer un outrage au tribunal. On ne peut, par exemple, dire que le prévenu a avoué ou admis certains points, ou encore qu'il a un casier judiciaire avant que ces questions n'aient été abordées en cour; il se pourrait que ni l'un ni l'autre ne soit admis comme preuve lors du procès.

Le danger, c'est que les jurés ne se laissent influencer par les reportages; mais il n'est pas inconcevable que des témoins ou que le juge ne se laissent également influencer.

Le journaliste peut relater ce qui se passe dans une poursuite civile ou criminelle sans crainte de commettre un outrage s'il se limite à ce qui figure dans les dossiers publics -c'est-à-dire les noms et adresses des accusés ou parties, la nature générale de l'inculpation et la preuve ou l'argumentation présentée en cour. Tout journaliste désirant diffuser un reportage contenant davantage de renseignements que ceux figurant au dossier public devrait en discuter avec le service juridique au préalable.

Diffusion de comptes rendus concernant des délibérations huis clos

Dans certaines circonstances, le tribunal a le pouvoir de faire évacuer une salle d'audience et d'ordonner le huis clos. Ce serait un outrage de diffuser un compte rendu des délibérations tenues à huis clos si celui-ci a été imposé parce que la publicité risquait de nuire au procès.

Il faut donc consulter au préalable le service juridique lorsqu'on se propose de diffuser des reportages sur une audience tenu a huis clos.

Utilisation de photographies

La publication de la photographie d'un prévenu, après l'inculpation, alors que l'identification de celui-ci est susceptible d'être un point controversé durant le procès, peut constituer un outrage au tribunal. La publication de la photographie du prévenu pourrait compromettre la tenue d'un procès équitable car elle pourrait, par exemple, inciter un témoin à tenir compte, inconsciemment, de la photographie du prévenu, plutôt que des faits réels pour l'identifier.

Toutefois, il peut être dans l'intérêt de la sécurité du public de publier une photographie d'un suspect qui n'a pas été arrêté.

Il est conseillé de communiquer avec le service juridique pour décider si la photographie d'un prévenu peut être publiée dans certains cas particuliers.

REPORTAGES JUDICIAIRES--AFFAIRES CIVILES

Il est permis de donner un compte rendu d'une audience judiciaire publique, pourvu que ce reportage soit diffusé à la même époque, qu'il soit loyal et exact, et sans commentaire ni mauvaise intention, à moins qu'un tel reportage n'ait été spécifiquement restreint par un ordre du tribunal ou une loi.

Il est interdit de diffuser les allégations contenues dans les plaidoiries des parties. L'immunité prévue par la loi en matière de diffamation ne s'applique pas dans ce cas. Les allégations contenues dans une déclaration ou dans une défense sont considérées sans fondement tant qu'elles n'ont pas été prouvées en cour.

En Alberta, la "Judicature Act" interdit de publier, dans la province, avant un procès civil, toute information contenue dans une déclaration, une défense ou tout autre plaidoirie, examen, affidavit ou autre document, à l'exception des noms et adresses des parties et de leurs avocats ainsi que d'un résumé de la nature de l'accusation et de la défense.

Le juge peut émettre des ordonnances concernant la conduite du procès et il faut y obéir. Il peut décréter le huis clos.

Dans les causes de divorce, le Code criminel limite les reportages à la divulgation des noms des parties, à un exposé concis des accusations et des contre-accusations, à un compte rendu des représentations sur les questions de droit et de l'exposé du juge au jury.

Bien qu'il y ait peu de condamnations pour outrage dans le cas des affaires civiles, il est arrivé que les tribunaux condamnent le propriétaire d'un journal parce qu'un reportage ou un commentaire avait eu pour effet de dissuader les parties de recourir aux tribunaux.

Le fait de révéler, dans un reportage sur un procès civil avec jury, le montant des dommages réclamés par le demandeur, constitue un outrage. Les jurés ne connaissent pas, durant le déroulement du procès, le montant des dommages demandés étant donné qu'il est fictif; le jury doit décider du montant des dommages causés, en termes monétaires, en se basant sur les faits.

REPORTAGES JUDICIAIRES - AFFAIRES CRIMINELLES

Enquête de la police

Il est permis de révéler le fait que la police est en train d'enquêter sur un incident, à condition que le reportage ne laisse pas deviner l'identité du coupable.

Inculpation

Dès que l'on sait que la police est sur le point d'inculper une personne, la question de la culpabilité de la personne en question relève de la compétence exclusive des tribunaux (sub judge). La question demeure de la compétence des tribunaux jusqu'au terme des procédures judiciaires et, pendant cette période, toute ingérence dans le processus judiciaire peut constituer un outrage au tribunal.

La publication des déclarations de la police ou des procureurs de la Couronne concernant l'inculpation peut gêner le déroulement équitable du procès et, par conséquent, constituer un outrage au tribunal.

Première comparution en cour

Tout ce qui se passe en cour peut faire l'objet d'un reportage loyal et exact, à moins qu'une ordonnance ou une loi ne défende d'effectuer un tel reportage.

Dans certaines provinces, il est interdit de prendre des images de toute personne qui entre dans la salle d'audience ou en sort, ou se trouve dans l'enceinte du palais de justice.

La première comparution du prévenu en cour, lorsque celui-ci est gardé en détention, a généralement pour objet d'envisager une liberté provisoire (sous caution).

Le juge peut interdire la publication de la preuve présentée, des informations données, des démarches effectuées et, le cas échéant, des raisons avancées par le juge durant une enquête sur mise en liberté provisoire.

Enquête préliminaire (le cas échéant)

Il s'agit d'une audience dont le but est de déterminer si la Couronne a suffisamment de preuves pour étayer les accusations et justifier un procès. Le juge peut interdire la publication de la preuve présentée à l'enquête préliminaire.

Même si le juge n'émet pas une telle ordonnance, il est interdit de révéler l'existence d'un aveu fait par le prévenu tant que cet aveu n'a pas été présenté en preuve au procès. Il est alors permis d'en parler dans un reportage, sans toutefois indiquer qu'il s'agissait d'une preuve présentée à l'enquête préliminaire.

Procès

Au Canada, il est interdit d'utiliser des caméras ou des magnétophones dans les salles d'audience sans le consentement du juge.

Lorsque le jury n'est pas séquestré, c'est-à-dire lorsqu'il n'est pas enfermé la nuit sous le contrôle du tribunal, on ne peut rendre compte des procédures qui se déroulent en l'absence du jury.

Le juge peut interdire la publication de certaines preuves. Tant que cette interdiction n'a pas été levée, il faut s'y conformer.

Il est interdit de publier toute matière indécente présentée en preuve ou tout détail médical indécent qui, s'ils étaient publiés, seraient de nature à offenser la morale publique.

Lors d'un procès pour inceste, grossière indécence, agression sexuelle armée, menaces à une tierce personne, ou ayant provoqué des lésions corporelles, ou encore pour agression sexuelle grave, le juge peut interdire la publication de l'identité du plaignant ou de la plaignante et de toute information qui pourrait révéler l'identité de celui-ci ou de celle-ci.

Dans le cas d'un procès pour agression sexuelle, agression sexuelle armée, menaces à une tierce personne, ou ayant provoqué des lésions corporelles, ou pour agression sexuelle grave, lorsque l'accusé souhaite poser des questions sur les relations sexuelles du ou de la plaignant(e) avec une autre personne, il doit en donner avis. Ni le contenu de cet avis, ni la preuve obtenue lors d'une audience à huis clos en vue d'établir la pertinence des questions ne peuvent être diffusés.

Entrave à la justice

Un juré commet une infraction s'il révèle à un journaliste certaines des délibérations du jury dont il n'a pas été fait état lors de l'audience publique. En conséquence, toute entrevue avec un juré peut exposer celui-ci à des poursuites et l'intervieweur lui-même pourrait être poursuivi pour avoir aidé à commettre une infraction criminelle.

En général, si l'on peut considérer qu'un journaliste a nuit intentionnellement au bon déroulement du processus judiciaire, le journaliste peut être accusé d'entrave à la justice.

Appel

Les juges des cours d'appel sont moins susceptibles d'être influencés par les reportages des médias, et les journalistes ont donc une plus grande latitude pour rapporter les causes portées en appel.

REPORTAGES JUDICIAIRES - PROCÈS DE JEUNES CONTREVENANTS

La Loi sur les jeunes contrevenants ne vise que les adolescents accusés d'avoir commis une infraction à une disposition du Code criminel ou d'autre loi ou règlement fédéral. Elle ne s'applique pas aux jeunes accusés d'avoir enfreint une loi provinciale ou un règlement municipal.

Les procès de jeunes contrevenants sont ouverts au public, mais le juge peut cependant exclure toute personne lorsqu'il estime que cela est dans l'intérêt de la moralité publique, du maintien de l'ordre ou du bon déroulement de la justice, ou lorsque l'information présentée au tribunal pourrait porter un préjudice grave à tout adolescent présent, qu'il s'agisse de l'accusé, de la victime ou d'un témoin.

Bien que le procès soit ouvert au public, le journaliste doit respecter l'anonymat de tout adolescent impliqué, qu'il s'agisse de l'accusé, de la victime ou d'un témoin.

Sauf si la loi l'autorise, posséder des copies de tout dossier du tribunal des jeunes contrevenants ou de tout dossier de police ayant trait à une infraction qui aurait été commise par un adolescent, constitue une infraction.

Pour les besoins de la Loi sur les jeunes contrevenants, on entend par adolescent toute personne âgée, ou en l'absence de preuve du contraire, semblant être âgée de douze ans ou plus, mais de moins de 18 ans.

DIFFAMATION

Les poursuites pour diffamation sont des poursuites civiles, c'est-à-dire des procès intentés par un citoyen contre un autre pour obtenir un redressement (dommages-intérêts, injonction). Il faut les distinguer des poursuites criminelles qui sont des procès intentés par l'État contre un citoyen et dans lesquels l'intention criminelle du citoyen constitue généralement un élément essentiel de l'infraction.

Le droit régissant la diffamation au Québec est largement semblable à celui des autres provinces, dites de "Common Law". Mais il existe néanmoins certaines différences importantes, dont nous allons traiter dans les pages suivantes. Au Québec, les poursuites en diffamation ont lieu en vertu de l'article 1053 du Code civil qui énonce que:

"Toute personne capable de discerner le bien du mal est responsable du dommage causé par sa faute à autrui, soit par son fait, soit par imprudence, négligence ou inhabilité".

LA NOTION DE FAUTE DANS LE CODE CIVIL DU QUÉBEC

Deux types de conduite peuvent être considérés comme fautifs. Dans le premier cas, le défendeur attaque, sciemment et de mauvaise foi, la réputation du demandeur avec l'intention de causer préjudice. Dans le deuxième cas, bien que l'auteur n'en ait pas eu l'intention, il a causé un préjudice à la réputation par suite de son impétuosité, de sa négligence ou de son imprudence. Ces deux types de conduite peuvent donner lieu à des poursuites civiles en diffamation.

Pour déterminer s'il y a eu négligence de la part du journaliste, la cour examine la conduite du journaliste auteur de la diffamation, et la compare avec celle que l'on attendrait ordinairement d'un journaliste prudent et diligent, dans des circonstances identiques.

La cour examine alors la méthode de recherche utilisée, les sources sur lesquelles le journaliste s'est basé, les efforts déployés pour corroborer la véracité des propos diffusés.

Le journaliste aura bien sur plus de mal à démontrer qu'il n'a pas été négligent lorsque les propos diffusés sont faux.

MOYENS DE DÉFENSE EN MATIÈRE DE DIFFAMATION

Définition de propos diffamatoires

Par propos diffamatoires, on entend une communication, véridique ou fausse, qui tend à diminuer l'estime dont jouit le demandeur auprès des gens bien pensant de la société en général, à le mettre à l'écart de la société ou à l'exposer à la haine, au mépris ou au ridicule.

Qui est responsable? - Un diffuseur est responsable de toutes les déclarations ou allusions qu'il diffuse, quelle que soit la personne qui a fait la déclaration ou l'allusion durant l'émission. La juxtaposition de certaines photos et paroles peut suggérer une allusion ou une inférence diffamatoire.

La personne qui prononce des paroles diffamatoires s'expose également à des poursuites, tout comme toute personne jouant un rôle ou ayant une responsabilité dans la diffusion de paroles diffamatoires.

Identification - Des propos diffamatoires ne peuvent faire l'objet d'une poursuite que si la personne qui se sent lésée a été clairement et raisonnablement identifiée. Des propos visant un petit groupe dont les membres peuvent être facilement identifiés par les gens en général, peut donner matière à des poursuites.

Défenses - Même lorsqu'une déclaration est diffamatoire, on peut la diffuser à condition de pouvoir invoquer l'une ou plusieurs des défenses suivantes:

Véracité (Justification) - Un énoncé de fait lors d'une émission n'est pas nécessairement vrai parce qu'une personne le croit de bonne foi; il faut pouvoir prouver sa véracité devant un tribunal en en faisant la preuve légale.

Au Québec, toutefois, on ne peut invoquer la véracité comme défense absolue que lorsque la déclaration est faite sans intention de causer du tort, à propos d'un sujet d'intérêt public.

La personne qui prononce des paroles diffamatoires est responsable du sens naturel et ordinaire des mots utilisés. Par sens naturel et ordinaire on entend:

"Le sens que des hommes et femmes ordinaires d'intelligence raisonnable, ayant une connaissance générale et une expérience normale des affaires courantes, seraient susceptibles de leur donner...on ne saurait donner aux mots un sens moins fort tout simplement parce que, dans certaines interprétations forcées, on peut y lire un sens anodin".

Commentaire loyal - Le commentaire doit être loyal dans le sens d'"honnête" et doit s'appuyer sur des faits que l'on peut prouver et qui, soit ont été mentionnés dans l'émission, soit sont bien connus des gens en général, à l'égard d'une question d'intérêt public.

L'immunité relative - Un reportage sur les sujets suivants ne peut donner lieu à des poursuites s'il a été diffusé de bonne foi et sans intention de nuire.

a) Extraits de registres publics

En "Common Law", la publication d'une copie loyale et exacte ou d'un extrait d'un registre tenu conformément à la loi et que le public est légalement autorisé à consulter jouit d'une immunité. Bénéficient de cette immunité les documents enregistrés au bureau d'enregistrement en matière de biens immobiliers, par exemple, les contrats d'hypothèques, les privilèges, les actes notariés, etc., ainsi que les testaments déposés à la cour de vérification.

b) Plaidoiries écrites dans les causes civiles

Ces documents comprennent, entre autres, les allégations des parties, les déclarations assermentées, etc., déposées au dossier. La publication de ces documents n'est pas visée par l'immunité relative, sauf s'ils sont lus lors d'une audience publique.

c) D'autres situations peuvent bénéficier d'une immunité en vertu de la "Common Law". Il conviendrait d'examiner ces possibilités avec un conseiller juridique.

Remarque: Au Québec, le Code civil n'a jamais accordé d'immunité relative, comme c'est le cas dans le "Common Law", pour la collecte de nouvelles de la S.R.C. Un journaliste ne peut invoquer l'immunité relative lorsqu'il a rapporté des déclarations faites par des personnes à une réunion publique, comme il pourrait le faire dans les provinces soumises à la "Common Law". Lorsque ces déclarations sont fausses, le reporter au Québec doit pouvoir prouver qu'il n'a pas été négligent, c'est-à-dire qu'il a pris des mesures pour vérifier la véracité de la déclaration ou qu'il s'est adressé à des sources dignes de foi.

L'immunité créée par la loi - Cela signifie qu'un reportage ne peut faire l'objet de poursuites en raison des dispositions particulières d'une loi.

Le compte rendu "loyal et exact" des délibérations énumérées ci-dessous et la publication ou la diffusion de certains propos -voir les alinéas (h) et (i)- bénéficient d'une immunité créée par la loi, sauf s'il est prouvé qu'il y a eu publication ou diffusion dans "l'intention de nuire". (Voir définition des termes entre guillemets plus loin)

Les délibérations doivent être ouvertes au public et la matière publiée doit être d'intérêt public. Cependant, cette immunité ne s'applique pas si le défendeur a refusé de diffuser des explications ou un démenti raisonnables de la part de la personne victime de diffamation dans une émission mentionnant les propos portant atteinte la réputation du demandeur.

- a) Au Québec, l'immunité créée par la loi s'applique uniquement aux reportages des débats de l'Assemblée nationale. Et pour jouir de ce privilège, un reportage sous forme d'extraits ou de résumé doit être fait de bonne foi et sans intention de nuire.
- b) Les délibérations de tout corps législatif ou d'un de ses comités qui exerce, dans le Commonwealth britannique, un pouvoir souverain qui lui a été dévolu par délégation ou autrement, notamment les conseils municipaux, les comités de la Chambre des communes ou les assemblées législatives provinciales.
- c) Les délibérations des organismes administratifs créés par des pouvoirs publics au Canada, notamment des organismes comme la Commission municipale de l'Ontario, la Commission canadienne du blé, le Conseil des ports nationaux.
- d) Les délibérations d'une commission d'enquête créée par des pouvoirs publics dans la Commonwealth. Ceci vise, par exemple, les commissions de police instituées pour enquêter sur la conduite d'un policier.
- e) Les délibérations d'un organisme dont l'ensemble ou une partie des membres représente un pouvoir public au Canada.
- f) Les délibérations d'une assemblée convoquée légalement et de bonne foi pour un objet légitime en vue de favoriser la discussion d'une question d'intérêt public, que l'admission y soit libre ou restreinte. Il n'est pas nécessaire que pareille assemblée soit ouverte au public, c'est-à-dire que toute personne ait le droit d'y être admise. Par exemple, seraient visées ici, une assemblée publique de contribuables qui ne serait pas ouverte à des personnes qui ne sont pas des contribuables ou encore une assemblée tenue dans une salle qui ne pourrait contenir tous ceux qui désirent y participer. Les conférences de presse sont exclues de cette définition, à moins qu'elles n'aient pour objet un échange de questions et de réponses et une discussion sur des sujets d'intérêt public et non pas de donner l'occasion à celui qui l'a convoquée d'exprimer ses vues de façon exclusive.
- g) Les audiences d'un tribunal ouvert au public pourvu que:
 - le compte rendu soit loyal et exact et sans commentaire et,
 - la diffusion ait lieu à la même époque que les audiences.

L'immunité disparaît lorsque le compte rendu reprend les allégations d'une des parties seulement et que le radiodiffuseur refuse à la victime de diffamation de diffuser une explication ou une réfutation raisonnable.

"Tribunal" comprend une enquête du coroner, une enquête préliminaire, les causes civiles, et la cour municipale.

h) Le compte rendu des conclusions ou des décisions d'une association ou d'un de ses comités, lorsque ses statuts l'autorisent à prendre de telles décisions. Cela s'applique par exemple au Barreau qui édicte des règlements pour ses membres ou prend des mesures disciplinaires contre eux, ou à la Ligue nationale de hockey qui impose des sanctions à ses joueurs ou règle des différends entre les clubs de la ligue.

i) Tout ou partie ou un résumé loyal et exact d'un rapport ou d'un bulletin publié, en vue de renseigner le public, par tout organisme mentionné ci-dessus ou en son nom ou concernant les délibérations d'une assemblée mentionnée au paragraphe f) ci-dessus. Ceci s'applique, par exemple, aux rapports et bulletins destinés au public, et qui concernent une réunion tenue à huis clos.

Consentement du demandeur - Ce genre de défense intervient lorsqu'un demandeur a consenti clairement et sans équivoque à la diffusion des paroles diffamatoires, substantiellement telles qu'elles ont été prononcées. Le fait qu'un demandeur participe activement et de plein gré à une discussion portant sur les propos diffamatoires implique habituellement qu'il est d'accord. Lorsque celui-ci prétend retirer un tel consentement avant la diffusion de l'émission, il y a lieu de discuter des implications avec le service juridique.

Définitions

"Loyal et exact"

- Le compte rendu de ce qui a été dit rapporte ce qui a effectivement été dit;

- Le compte rendu expose les deux côtés d'une argumentation ou d'une question si l'on a abordé les deux aspects. Ainsi, il ne serait pas "loyal" de relater un témoignage portant des accusations graves contre une personne sans faire état également des autres témoignages qui réfutent ces accusations.

"Intention de nuire"

- Lorsque le compte rendu est fait dans l'intention de porter atteinte à la renommée ou à la réputation du demandeur ou sans aucune considération pour la vérité ou la réputation de ce dernier.

LE LIBELLE DIFFAMATOIRE

Au Canada, un diffuseur ou un journaliste peut être accusé de libelle diffamatoire en vertu du Code criminel. Le prévenu peut utiliser les moyens de défense mentionnés ci-dessus, c'est-à-dire la véracité, le commentaire loyal, l'immunité et le consentement du demandeur. Toutefois, la défense de véracité ne peut réussir que si le prévenu peut également prouver que la publication était dans l'intérêt du public au moment où elle a été publiée.

RÉTRACTATIONS ET EXCUSES

Lorsqu'il est évident, une fois les propos diffamatoires diffusés, que le diffuseur ne pourrait invoquer aucune des défenses cidessus, celui-ci devrait immédiatement envisager la diffusion d'une rétractation et d'excuses. Cela pourrait l'aider à préserver son intégrité et sa crédibilité, et à atténuer les torts causés inutilement par l'émission.

La diffusion d'excuses appropriées en temps opportun peut aider à limiter considérablement le montant des dommages et intérêts que le plaignant pourrait obtenir.

Mais comme en faisant des excuses, on admet sa responsabilité, il faudrait auparavant en discuter avec le service juridique.

DROIT D'AUTEUR

1. Droit d'auteur - Il s'agit du droit exclusif de reproduire une oeuvre originale. Le droit d'auteur s'applique à un livre, un article de journal, un enregistrement radio, une photo ou à tout autre type d'oeuvre littéraire, artistique, musicale, dramatique ou non dramatique. Toute personne jouit de ce droit exclusif du fait même d'avoir créé l'oeuvre; il n'est pas nécessaire de la faire enregistrer ou de s'en déclarer propriétaire de quelque façon que ce soit.

2. La Loi sur le droit d'auteur définit le droit d'auteur de la façon suivante:

Pour les fins de la présente loi, le "Droit d'auteur" désigne le droit exclusif de produire ou de reproduire une oeuvre, ou une partie importante de celle-ci, sous une forme matérielle quelconque, d'exécuter ou de représenter ou, s'il s'agit d'une conférence, de débiter, en public, et si l'oeuvre n'est pas publiée, de publier l'oeuvre ou une partie importante de celle-ci; ce droit comprend, en outre, le droit exclusif

- a) de produire, reproduire, représenter ou publier une traduction de l'oeuvre;**
- b) s'il s'agit d'une oeuvre dramatique, de la transformer en un roman ou en une autre oeuvre non dramatique;**
- c) s'il s'agit d'un roman ou d'une autre oeuvre non dramatique, ou d'une oeuvre artistique, de transformer cette oeuvre en une oeuvre dramatique, par voie de représentation publique ou autrement;**
- d) s'il s'agit d'une oeuvre littéraire, dramatique ou musicale, de confectionner toute**

empreinte, tout rouleau perforé, film cinématographique ou autres organes quelconques, à l'aide desquels l'oeuvre pourra être exécutée ou représentée ou débitée mécaniquement;

e) s'il s'agit d'une oeuvre littéraire, dramatique, musicale ou artistique, de reproduire, d'adapter et de présenter publiquement l'ouvrage par cinématographie, si l'auteur a donné un caractère original à son ouvrage. Si ce caractère original fait défaut, la production cinématographique jouit de la protection accordée aux oeuvres photographiques;

f) s'il s'agit d'une oeuvre littéraire, dramatique, musicale ou artistique, de transmettre cette oeuvre au moyen de la radiophonie.

Le droit d'auteur comprend aussi le droit exclusif d'autoriser les actes mentionnés ci-dessus.

3. La diffusion d'une oeuvre, sans la permission écrite du détenteur du droit, expose le diffuseur à des poursuites pour atteinte au droit d'auteur. Les idées exprimées dans l'oeuvre ne sont pas protégées par le droit d'auteur mais le mode d'expression de l'auteur ne peut pas être largement plagié sans permission écrite.
4. Normalement, l'employeur est détenteur du droit d'auteur sur les oeuvres créées par un employé dans le cadre de son travail.
5. Il n'existe pas de droit d'auteur sur l'information elle-même. Le diffuseur qui souhaite reproduire un article qui figure dans un journal, doit obtenir le consentement écrit du journal ou du journaliste indépendant s'il s'agit simplement de lire l'article en ondes. Par contre, s'il est question de réécrire l'article de journal avant de le diffuser, le diffuseur n'est pas légalement obligé d'obtenir un consentement écrit.
6. Même si le symbole C figure à l'en-tête de l'article de journal, on n'est pas légalement obligé de mentionner le journal ou le droit d'auteur, si le texte original est réécrit à des fins de diffusion. S'il s'agit de lire mot à mot l'article de journal dans sa forme originale, il y a lieu d'obtenir un consentement écrit car il ne suffit pas d'en mentionner la source.
7. On peut lire intégralement en ondes des textes des agences de presse sans autorisation écrite spécifique, à condition d'être un abonné de l'agence de presse.
8. Il n'y a pas de violation du droit d'auteur dans la diffusion d'extraits d'une oeuvre originale afin d'en faire la critique ou un compte rendu. Toutefois, l'utilisation ou le traitement de l'oeuvre originale doivent être équitables dans les circonstances.

INCITATION À COMMETTRE UNE INFRACTION

Lorsqu'une émission incite, encourage et conseille aux membres de l'auditoire de commettre une infraction criminelle, le radiodiffuseur et la personne en ondes peuvent être poursuivis, même si aucune infraction n'a été commise à la suite de l'émission.

DIFFUSION DE FAUSSES NOUVELLES

Dans sa recherche de la nouvelle, le journaliste doit veiller à ne pas se servir d'histoires fausses ou de fausses pistes dans l'intention d'obtenir la vraie version de certains faits. Le fait de transmettre un faux message par lettre, télégramme, téléphone, télex, radio ou autrement constitue une infraction en vertu du Code criminel lorsque cela est fait dans l'intention de causer du tort ou une inquiétude à qui que ce soit.

Le Code criminel interdit également de publier volontairement et sciemment une information fausse qui cause ou est susceptible de causer du tort à l'intérêt public.

Les règlements du CRTC stipulent qu'un titulaire de licence ne doit pas diffuser de nouvelles fausses ou trompeuses. Il faut noter que l'on peut considérer qu'il y a eu infraction au règlement même si le diffuseur n'avait pas d'intention criminelle et ne savait pas que l'information était fausse.

Il convient de rectifier les erreurs commises le plus rapidement possible lorsqu'on s'en aperçoit, afin d'éviter les poursuites.

INTRUSION

Toute personne qui est légitimement en possession d'un immeuble a le droit d'en jouir et d'en déterminer l'accès. Ce droit existe même en ce qui a trait à des endroits normalement considérés comme "publics" -les églises, les immeubles du gouvernement et les éléments communs des centres commerciaux comme les trottoirs et les passages. Quelqu'un détient toujours l'autorité nécessaire pour exclure des lieux des membres du public (y compris les journalistes).

Un intrus est une personne qui pénètre dans une propriété sans le consentement explicite ou implicite du possesseur. Même si vous avez été invité sur la propriété ou que vous pouvez vous attendre normalement et raisonnablement à y être autorisé, le propriétaire des lieux ou le possesseur peut modifier les règles du jeu et exiger votre départ.

Ce principe reflète le Droit civil du Québec ainsi que la "Common Law" des autres provinces.

Pour compléter la "Common Law", certaines provinces ont légiféré pour faire de l'intrusion un délit.

La personne légitimement en possession peut arrêter ou avoir un recours raisonnable à la force pour expulser un intrus de la propriété; lorsque l'intrus résiste, il peut être accusé de voies de fait en vertu du Code criminel.

Le recours raisonnable à la force pour expulser un intrus n'inclut pas la confiscation ou l'endommagement de l'équipement tenu ou utilisé par l'intrus. Il n'est pas illégal de diffuser du matériel obtenu lors d'une intrusion, sous réserve, bien entendu, des lois sur la protection de la vie privée et la diffamation, par exemple.

PROPAGANDE HAINEUSE ET BLASPHEMES

Propagande haineuse

Il est illégal de diffuser toute déclaration qui incite à la haine contre un groupe identifiable, Toutefois, l'émission est légitime si son but réel est d'attirer l'attention, afin qu'il y soit remédié, sur des questions provoquant ou de nature à provoquer des sentiments de haine à l'égard d'un groupe identifiable.

Par "groupe identifiable", on entend toute partie du public qui se différencie des autres par sa couleur, sa race, sa religion ou son origine ethnique,

Libelle blasphématoire

Il est illégal de diffuser des propos blasphématoires ou injurieux. Le caractère blasphématoire" ou "injurieux" d'un propos relève souvent d'un jugement subjectif, du bon goût et du bon sens.

Au cours d'un reportage portant sur un procès en matière de propagande haineuse ou de libelle blasphématoire, il peut s'avérer nécessaire de répéter les déclarations ou le langage offensants; en conséquence, il faudra se souvenir, en effectuant un tel reportage, que le diffuseur peut servir à propager davantage la propagande haineuse ou les blasphèmes.

OBSCÉNITÉ

La diffusion d'une émission obscène ou d'une émission comportant des propos obscènes, indécents ou grossiers, ou montrant des objets répugnants, constitue une infraction, à moins que le but de l'émission ne soit de servir le bien public.

Il n'existe pas de définition juridique précise de ce qui constitue l'obscénité. Souvent, la question relève d'un jugement subjectif, qui tient compte des exigences du bon goût et du bon sens, à la lumière des attitudes publiques prépondérantes. En cas de doute, il faut consulter la direction des programmes ou un conseiller juridique.

PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE

Employé dans le domaine de la radiodiffusion, l'intérêt visé ici est celui de ne pas être dérangé, de protéger sa vie privée à l'encontre de toute intrusion ou de toute exposition au public. Ni le Droit civil du Québec, ni la "Common Law" des autres provinces ne reconnaissent explicitement un droit à la protection de la vie privée en tant que tel. Toutefois, dans son aspect physique, il peut être protégé en vertu de la loi qui régit l'intrusion illicite et la propriété en général. On peut également invoquer le droit relatif à la diffamation.

De manière générale, il n'existe pas de droit lié à la personnalité, c'est-à-dire que l'on ne peut empêcher les autres d'utiliser son nom ou son image à moins que l'on puisse prouver que cette

utilisation porterait atteinte aux intérêts économiques de sa personne. Si une valeur publicitaire se rattache à la personnalité de quelqu'un, celui-ci peut empêcher les autres d'exploiter commercialement sa personnalité sans son accord.

Certaines provinces canadiennes ont promulgué une législation qui permet aux personnes de poursuivre en dommages et intérêts ou d'obtenir une injonction lorsqu'il y a eu violation de leur vie privée. Il s'agit de la Colombie-Britannique, du Manitoba, de la Saskatchewan et de Terre-Neuve.

Au Québec, la Charte des droits et libertés de la personne précise que toute personne a droit au respect de sa vie privée.

Les lois provinciales citées ci-dessus (sauf celle du Québec), prévoient comme défense contre toute accusation de violation de la vie privée qu'il est légitime de diffuser des matières à caractère privé lorsqu'il est possible de démontrer que la publication était autorisée, que l'on avait de bonnes raisons de penser que la publication était dans l'intérêt du public, que la publication jouissait d'une immunité (voir diffamation), ou qu'il s'agissait d'un commentaire loyal sur une question d'intérêt public.

Il faut donc faire preuve de prudence lors de toute enquête ou de tout reportage sur une personne, et veiller à ne pas porter atteinte à sa vie privée de façon déraisonnable.

SECRETS OFFICIELS

Obtenir des documents et des secrets officiels

Il est difficile de savoir exactement ce que sont en vérité les secrets officiels. Il y a certaines questions relatives à la sécurité de l'État qui ne sont pas identifiées comme ayant un rapport direct avec la sécurité nationale. Toutefois, il existe de nombreux documents libellés "secret", "ultra-secret", etc., qui n'ont aucun rapport avec la sécurité de l'État.

En vertu de la Loi sur les secrets officiels, commet une infraction toute personne qui s'approche d'un endroit prohibé ou qui l'inspecte (ce qui comprend les ouvrages de défense, les usines de munitions et tout endroit ainsi désigné par le cabinet fédéral), ou qui obtient un renseignement quelconque susceptible de profiter directement ou indirectement à une puissance étrangère. En outre, il est illégal de recevoir, de conserver ou de donner communication de documents officiels lorsqu'ils sont secrets.

Toute personne qui reçoit un chiffre officiel, un mot de passe, un croquis, un plan, un modèle, un article, une note, un document ou un renseignement constituant un secret officiel, sachant, ou ayant des raisons de croire, au moment de sa réception, qu'une telle communication est contraire à la loi, est coupable d'une infraction à moins de prouver que cette communication était contraire à ses désirs.

Commets également une infraction toute personne qui ne remet pas des documents secrets à la demande des autorités gouvernementales.

CHAPITRE VI

POLITIQUES AFFÉRENTES DE RADIO-CANADA

PROGRAMMATION DE RADIO-CANADA ET UNITÉ NATIONALE

Le Parlement du Canada, par la Loi de 1968 sur la radiodiffusion a décrété que la Société Radio-Canada doit "contribuer au développement de l'unité nationale et exprimer constamment la réalité canadienne".

Le débat public sur l'unité nationale a incité le président et le conseil d'administration à examiner de près la façon dont la Société doit interpréter cet important aspect de sa mission. Cet examen, dont les résultats ont été approuvés par les membres du conseil à leur 135^e réunion (Ottawa, le 27 février 1978), forme la substance du mémoire de Radio-Canada à la Commission de l'unité canadienne et, de ce fait, représente la position de la Société relativement au débat sur l'unité nationale. (La politique qui suit résume les principaux points du mémoire de la Société.)

Le conseil d'administration estime que la mission de Radio-Canada relativement au développement de l'unité nationale et à l'expression de la réalité canadienne doit être envisagée selon une triple perspective 1) programmation générale; 2) émissions d'affaires publiques; et 3) émissions d'information

1. Programmation générale

Une programmation canadienne originale doit trouver sa source et son inspiration dans l'expression des valeurs propres à notre pays. En traduisant, à travers documentaires, pièces de théâtre, émissions d'animation libre, reportages, concerts, émissions sportives ou de variétés, les traits distinctifs de notre société, en multipliant, pour les Canadiens, les occasions de réfléchir et de se distraire ensemble, en montrant la beauté et l'immensité de notre pays, en faisant apprécier le talent et les oeuvres de nos artistes, en évoquant, dans leurs différences comme dans leurs similitudes, les traditions, les origines et les modes de vie des Canadiens, les émissions de Radio-Canada favorisent des sentiments de solidarité nationale et font connaître les richesses culturelles de nos patrimoines.

2. Émissions d'affaires publiques

Les programmes de Radio-Canada, en général, contribuent à la compréhension mutuelle des Canadiens et au partage du patrimoine national, fondement du canadianisme. Mais c'est dans ses émissions d'affaires publiques qu'elle considère le débat public sur l'unité nationale, le débat sur l'avenir politique et constitutionnel du Canada.

La nature du rôle que Radio-Canada est appelée à jouer dans ce débat est définie par les règles organiques de la société canadienne qui accordent aux citoyens la liberté d'opinion et d'expression. La fonction des médias, Radio-Canada comprise, est de faciliter la jouissance de cette liberté dans les débats publics en communiquant aux citoyens les informations et les

idées auxquelles s'alimente toute discussion libre.

La mission de Radio-Canada dans les émissions d'affaires publiques est donc d'informer les Canadiens sur les difficultés présentes afin qu'ils puissent décider librement de leur avenir. Pour ce faire, il faut identifier et explorer à fond, dans un souci d'équité, d'intégralité, et d'exactitude, les questions auxquelles ils sont confrontés et leur faire connaître honnêtement et équitablement les courants d'opinion actuels sur ces questions, compte tenu de la représentativité de ceux-ci.

Les émissions d'affaires publiques doivent refléter le Canada comme nation et évoquer les avantages sociaux, économiques, culturels et politiques apportés à chacun d'entre nous, au fil des ans, par l'appartenance à la communauté canadienne. Cependant, les émissions d'affaires publiques doivent également dépeindre les tensions de cette société, décrire les changements proposés dans les structures politiques et constitutionnelles en vue de réduire ces tensions et faire connaître le coût et les conséquences de ces changements.

L'important pour Radio-Canada est d'assurer que les choix politiques proposés aux Canadiens sont présentés complètement, équitablement, sérieusement et de façon équilibrée, en tenant compte de leur popularité et de leur représentativité. Il ne lui revient pas de restreindre la liberté de parole et d'opinion; seul le Parlement peut en limiter l'exercice par les médias (Radio-Canada comprise).

3. Émissions d'information

Les émissions d'information sont gouvernées par les mêmes principes journalistiques que les émissions d'affaires publiques mais, à la différence de celles-ci, elles ne peuvent couvrir en profondeur les questions et les options débattues par les Canadiens. Les téléjournaux et les radiojournaux ne font que donner un aperçu de l'actualité du jour et refléter les images de la réalité quotidienne.

Pourtant, le simple fait de refléter la réalité suffit à influencer, voire à déterminer à long terme les attitudes des gens. C'est pourquoi la Société, dans la sélection et la présentation des faits, insiste pour que les choix journalistiques se fassent à partir de rigoureux critères d'exactitude, d'équité, d'équilibre et d'impartialité, lesquels, en dernière analyse, déterminent l'objectivité des informations.

Il appartient aux directeurs et cadres de programmes et aux chefs de section de déterminer les objectifs généraux des émissions de Radio-Canada relativement au développement de l'unité nationale et à l'expression de la réalité canadienne, mais ce sont les réalisateurs qui doivent traduire ces objectifs dans leurs émissions. Dans les émissions d'information et d'affaires publiques, les objectifs qui sont fixés par les directeurs de l'information et leurs cadres sont mis en application par les réalisateurs et les journalistes, conformément aux principes et aux normes journalistiques de Radio-Canada.

ACTIVITÉ POLITIQUE DES EMPLOYÉS DE LA SOCIÉTÉ

Les employés affectés à la production et à la diffusion d'émissions d'information doivent restreindre leurs activités politiques à cause de l'influence réelle ou possible qu'ils exercent sur les contenus de ces émissions.

Voici le statut 7(3) de la Société:

- "a) i) Il est interdit, sous réserve des dispositions de l'article 7(3) a) ii) ou iii), à un agent de la Société occupant à plein temps un poste de réalisateur, de cadre d'information, de journaliste ou d'animateur, ou à tout agent occupant un poste de cadre ou qui est régulièrement en relations avec le public, de prendre parti publiquement dans un référendum ou dans un plébiscite, de militer en faveur d'un parti politique ou d'un candidat, de se porter ou de se faire désigner candidat aux élections à la Chambre des communes, à l'Assemblée législative ou nationale d'une province, au Conseil du Territoire du Yukon, au Conseil des Territoires du Nord-Ouest, ou à une charge municipale ou paramunicipale.
- ii) Tout cadre peut, s'il obtient l'autorisation du vice-président dont il relève, se porter ou se faire désigner candidat à une charge municipale ou paramunicipale.
- iii) Tout agent de la Société visé par les dispositions de l'article 7 (3) a) i) et auquel s'applique l'article 23(14) de la Loi électorale du Canada (S.R.C. 1970, c.14 1er Supp. tel que modifié) qui désire se porter ou se faire désigner candidat à la Chambre des communes, bénéficiera d'un congé non rémunéré, à condition:
- (a) qu'il en ait adressé une demande écrite au président, en précisant la durée de son absence,
- (b) qu'il accepte d'être affecté à son retour à un autre poste si le président considère que l'activité politique de l'intéressé est de nature à compromettre le plein exercice de ses fonctions au sein de la Société. En cas de refus d'une nouvelle affectation par l'intéressé, la Société se dispensera de ses services.
- iv) Les agents de la Société visés par l'article 7(3) peuvent assister à titre privé à des réunions ou rassemblements politiques ouverts au public;
- b) Tout agent de la Société employé à plein temps qui, sous réserve des dispositions de l'article 7 (3) a), prend parti publiquement dans un référendum ou dans un plébiscite ou milite en faveur d'un parti politique ou d'un candidat ou se porte ou se fait désigner candidat aux élections à la Chambre des communes, à l'Assemblée législative ou nationale d'une province, au Conseil du Territoire du Yukon, au conseil des Territoires du Nord-Ouest, ou à une charge municipale ou paramunicipale, pourra bénéficier d'un congé non rémunéré sur demande écrite adressée à la Société, en précisant, le cas échéant, la durée de l'absence envisagée;
- c) Tout agent élu à la Chambre des communes, à l'Assemblée législative ou nationale d'une province, au Conseil du Territoire du Yukon ou au Conseil des Territoires du Nord-Ouest cesse d'être à l'emploi de la Société à la déclaration des résultats officiels des élections.

Toutefois, un agent élu à une charge municipale ou paramunicipale peut être autorisé à conserver son emploi à la Société si le vice-président dont il relève juge que l'occupation de cette charge ne nuit en rien au travail de l'intéressé."

Voir aussi:

Reglements du C.R.T.C.: Télévision section 7
Radio (MA) section 6
Radio (MF) section 7

RETRANSMISSIONS D'IMPORTANCE NATIONALE *

L'importance de certains grands événements nationaux justifie leur télédiffusion, totale ou partielle, en direct, par les chaînes nationales de Radio-Canada même si cela entraîne la déprogrammation d'autres émissions. Cette directive s'applique aux cas suivants, sans exception:

Ouverture du Parlement;
Journée des chefs de partis (débat du Discours du trône);
Présentation du budget;
Conférences fédérales-provinciales des Premiers ministres;
Cérémonies officielles: visites royales, funérailles nationales, commémoration d'événements historiques;
Congrès au leadership des principaux partis politiques fédéraux.

D'autres événements peuvent bénéficier du même traitement, par exemple:

Grands débats parlementaires;
Congrès ordinaires des principaux partis politiques fédéraux;
Conférences interprovinciales des Premiers ministres.

Il est alors nécessaire que les services français et anglais harmonisent les reportages de ces événements en vue de leur accorder une couverture équivalente. Les directions divisionnaires de l'information devront prendre l'initiative en ce sens. En cas de divergences, le vice-président exécutif statuera.

La retransmission en direct de ces manifestations doit être autorisée par les vice-présidents divisionnaires, après consultation du vice-président exécutif.

Quand un événement d'importance nationale revêt un caractère politique, on s'assurera que ces reportages spéciaux respectent les principes d'équité et d'équilibre journalistiques de la Société. Ainsi, pour les débats parlementaires, on accordera une couverture équivalente aux déclarations du porte-parole de chaque parti. Les principales personnalités participant à un congrès politique ou à une conférence de Premiers ministres devront être traitées sur un pied d'égalité.

* Politique générale no 2: Diffusion hors réseau des émissions importantes pour le pays ou une province

BLACK-OUT ELECTORAL

Black-out de la publicité et des émissions des partis politiques durant une campagne fédérale

La Loi électorale du Canada interdit aux partis politiques reconnus de faire de la publicité à la radio ou à la télévision durant trois périodes distinctes:

- a) entre le jour de la publication d'un décret de convocation des électeurs, et le dimanche qui tombe le vingt-neuvième jour avant le jour du scrutin;
- b) la veille du jour du scrutin;
- c) le jour du scrutin.

La Société Radio-Canada ne programme pas non plus d'émissions des partis politiques durant ces jours de black-out électoral.

Absence de black-out des émissions d'information durant une campagne électorale fédérale

La presse audiovisuelle a, au même titre que la presse écrite, le droit de diffuser, la veille ou le jour du scrutin, tout commentaire ou opinion sur des questions relatives à une campagne électorale fédérale. Les émissions présentées durant ces périodes restent évidemment soumises aux règles habituelles d'exactitude, d'intégrité d'équité, d'intégralité et d'équilibre, selon lesquelles doit également être jugé l'impact qu'aurait une intervention de dernière heure de chefs de partis ou de candidats.

Il s'ensuit que la Société ne programme, la veille ou le jour du scrutin fédéral, aucune émission des partis politiques provinciaux. La diffusion de commentaires sur les affaires provinciales reste permise pourvu qu'aucune mention ne soit faite de questions nationales.

Campagnes électorales provinciales ou municipales

La Loi sur la radiodiffusion détermine les jours de black-out dans les campagnes électorales provinciales ou municipales. Cependant, toute province peut décider par voie législative de s'y soustraire. Il incombe aux responsables des émissions, au moment où une élection a lieu, de s'informer à ce sujet.

Le black-out, décrété par la Loi sur la radiodiffusion, interdit la diffusion d'une émission, d'une annonce ou d'un avis de nature partisane la veille ou le jour du scrutin, mais non celle de toute nouvelle légitime de nature politique.

Toutefois, il est important durant les jours de black-out publicitaire de ne programmer aucune émission qui soit, ou paraisse, partisane. En cas de doute, on n'hésitera pas à consulter la direction divisionnaire de l'information.

La diffusion de commentaires sur les affaires nationales reste permise durant les jours de black-out provincial, pourvu qu'aucune mention ne soit faite touchant les questions de politique provinciale. La retransmission d'une émission politique fédérale qui tombe la veille ou le jour d'une élection provinciale sera interdite dans la province concernée.

DIFFUSION PRÉMATURÉE DES RÉSULTATS DU SCRUTIN

La Loi électorale du Canada stipule que personne ne doit diffuser "...le résultat ou ce qui est censé être le résultat du scrutin dans une circonscription du Canada..." avant la fermeture des bureaux de vote dans cette circonscription.

ÉMISSIONS DES PARTIS POLITIQUES *

Radio-Canada accorde aux partis politiques reconnus, fédéraux et provinciaux, du temps d'antenne pour des fins de propagande électorale ou autre. Ces émissions permettent aux formations politiques éligibles d'atteindre un large auditoire, quels que soient leurs moyens financiers. Sous réserve des restrictions de la loi, le contrôle rédactionnel des partis sur leurs prestations reste entier.

A cet égard, la Société considère qu'il est important, pour le bon fonctionnement des institutions politiques, que les citoyens soient tenus au courant de la philosophie et des prises de position des divers partis.

* Règlements de Radio-Canada relatifs aux émissions des partis politiques

PRÉSENCE DE LA PUBLICITÉ DANS LES ÉMISSIONS

Introduction

La société dans laquelle Radio-Canada exerce son mandat est fortement conditionnée par les phénomènes de la vie économique. Il est donc naturel que le programme de la S.R.C. en porte la marque et que l'activité commerciale fasse partie de ses opérations. Cependant, il ne faut pas oublier que la fonction principale de Radio-Canada, service national de radiodiffusion, est la production et la diffusion d'émissions.

Méthodes d'application

Le programme devant répondre à certains critères définis par la direction, il importe d'attirer l'attention du personnel de production interne et du personnel de supervision des productions extérieures sur les conséquences de l'activité commerciale de la Société. En ce domaine, la plus grande vigilance s'impose.

La responsabilité pour l'application de cette politique appartient à l'autorité concernée dans chaque secteur de programme. Cependant, étant donné les difficultés que peuvent soulever certains cas douteux, le service du code publicitaire doit être consulté afin qu'aucune décision ne soit prise sans examen préalable de tous les aspects de la situation. Ce service peut également, d'ailleurs, soulever toute question d'interprétation de la présente politique avec les responsables de programme concernés.

Cas précis

1. Émissions destinées aux consommateurs

Bien que les divers aspects de l'activité commerciale soient abordés dans les émissions, y compris dans celles destinées aux consommateurs, il faut éviter que les émissions ne servent, en tout ou en partie, de véhicule à la publicité gratuite pour certaines entreprises commerciales, et que des informations légitimes ne soient utilisées à des fins mercantiles. Ce qui ne signifie nullement que l'on interdise la mention de prix, de produits, ou d'entreprises commerciales, si l'information est justifiée dans le cadre d'émissions qui s'adressent aux consommateurs et qui leur fournissent des éléments d'évaluation, d'analyse et de comparaison. Il appartient au responsable d'émission de déterminer la nécessité de telles mentions, selon le contexte et les buts de l'émission.

2. Utilisation du nom de l'annonceur

Il faut souligner que la Société ne permet pas l'utilisation, dans le titre d'une émission, du nom de l'annonceur ou de ses marques de commerce, sauf s'il assume une part substantielle des frais de production ou s'il détient les droits de diffusion.

3. Matériaux d'émissions gratuits

Il arrive que des entreprises commerciales, des coopératives, des associations et divers organismes offrent aux stations de radio et de télévision des émissions ou des matériaux d'émissions visant à promouvoir leur image de marque, leurs produits ou leurs services, dans l'espoir que ces enregistrements seront diffusés gratuitement. Certains méritent d'être pris en considération à cause de leur intérêt pour le programme.

Dans ce cas, le responsable de programme concerné doit évaluer ces émissions afin de s'assurer que dans le créneau qu'on leur réserve, elles ne contreviendraient pas à la présente politique.

D'autre part, lorsque Radio-Canada sollicite et reçoit gratuitement, d'organismes ou de particuliers, des séquences filmées pour utilisation dans des émissions, il est normal qu'une citation topique apparaisse à l'écran avant ou après la diffusion de cette séquence.

4. Conditions régissant les citations et la publicité gratuite

La publicité fait partie de la vie contemporaine. Elle existe souvent sous une forme indirecte ou détournée qui ne sert pas toujours les meilleurs intérêts de la Société. Il importe donc que le personnel de production sache exactement en contrôler les manifestations.

a) Contenu de l'émission

Il est permis, lorsqu'une personnalité du monde du spectacle participe à une émission, de mentionner l'endroit où elle se produit, à condition que cette information soit pertinente. Mais ces citations devront se limiter à l'essentiel et être conçues de façon à ne pas donner l'impression d'une publicité directe pour une salle de spectacle ou un article disponible dans le commerce, par exemple un disque ou un livre auquel est lié le nom de

la personnalité en question. Parallèlement, les gens d'affaires connus ne doivent pas être identifiés avec leurs produits ou leurs services à un point tel que cela constitue de la publicité directe. Il appartient aux réalisateurs de prévenir leurs invités de la politique de Radio-Canada en la matière et de faire en sorte que l'entrevue ne favorise pas une promotion commerciale indue

Notre société est fortement conditionnée par le commerce et il est inévitable que cela affecte le contenu du programme de Radio-Canada. Tout en reconnaissant la pénétration croissante de cette publicité indirecte et en autorisant sa présence à l'écran, la Société se doit de souligner l'importance des critères de bon ton et de qualité en matière de programmation, et de demander à son personnel de prendre toutes les mesures nécessaires pour minimiser l'impact de ce genre de publicité.

b) Citations des fournitures et des services nécessaires à la réalisation d'émissions

Lorsqu'une émission est réalisée grâce à la contribution d'une entreprise commerciale, ou qu'elle bénéficie d'une importante aide financière de l'extérieur, une mention à cet effet au générique de la fin est loisible. Cependant, la mention doit être topique afin qu'on ne puisse l'assimiler à de la publicité pour un produit ou un service.

L'utilisation de symboles commerciaux et de marques de fabrique est permise mais pas celle de slogans publicitaires ou d'autres matériaux de promotion.

Si les services scéniques ne peuvent fournir les costumes, les accessoires, etc., nécessaires à la réalisation d'une émission, il est préférable de louer ces articles, les frais encourus étant imputables au budget de production.

Les maisons de commerce qui mettent à la disposition de la Société des marchandises ou services ne sont citées que dans les cas où ces contributions ont une certaine importance. De telles mentions peuvent apparaître à l'écran à condition que le texte soit topique et ne contienne aucune référence publicitaire; elles ne doivent pas accompagner des émissions autres que celles où l'article est utilisé.

Si le contexte de l'émission justifie le recours à de tels services, la citation doit recevoir l'approbation écrite du directeur de programmes concerné.

c) Décor et publicité indirecte

Une émission ou une séquence d'émission, qu'elles soient réalisées en extérieur ou dans un décor reconstitué, ne doivent pas en principe servir de véhicule pour de la publicité indirecte.

En extérieur, il faut éviter de faire entrer dans le champ de la caméra des panneaux publicitaires ou autres formes d'identification commerciale qui font partie du décor. Lorsque c'est impossible, on doit s'efforcer d'atténuer l'impact d'une telle publicité indirecte

En studio, si le décor utilisé pour une émission ou une séquence d'émission doit représenter un établissement comme une station-service, un guichet quelconque, ou

un supermarché, il faut veiller à ce que le nom d'une entreprise ou d'un commerçant en particulier ne soit pas trop identifié au décor lui-même ou aux accessoires.

d) Troc d'articles contre de la publicité

Il arrive parfois que des fabricants, des agents commerciaux ou autres représentants de commerce offrent gratuitement à Radio-Canada divers articles promotionnels, en stipulant que, si la Société les utilise en prime pour attirer, par exemple, un public plus nombreux à ses émissions en studio, de la publicité gratuite sera faite en échange sur les ondes.

Ces offres sont à rejeter. La politique de Radio-Canada interdit ce genre de marchandage.

e) Émissions commandées ou achetées

Les émissions commandées ou coproduites doivent être conformes à la politique relative à la présence de la publicité dans les émissions, telle qu'énoncée ci-haut.

Les agents chargés de l'achat d'émissions provenant de l'extérieur doivent s'assurer par tous les moyens que la présente politique est appliquée uniformément. Si des citations sont accordées aux sous-traitants, tels les fournisseurs de vêtements ou les transporteurs, on doit autant que possible les supprimer.

ÉMISSIONS SOUSTRAITES À LA PUBLICITÉ COMMERCIALE

Les principes généraux qui guident Radio-Canada en matière de contenu et de programmation de la publicité commerciale tiennent compte de son obligation de produire des émissions d'intérêt public, des dispositions pertinentes de la loi et des règlements, des intérêts de ses stations affiliées, ainsi que de son statut exceptionnel de service de radiotélévision financé en grande partie par l'État et constitué en société de la Couronne par une loi du Parlement.

L'activité publicitaire de la Société est une source de fonds supplémentaires pour la production et les dépenses de fonctionnement de ses réseaux, mais elle ne touche pas toujours les deux services et ne s'étend pas à tous les programmes. Il y a d'importants secteurs où la Société s'interdit de diffuser des annonces publicitaires ou impose des restrictions.

1. Secteurs frappés d'interdiction

Radio

Aucune publicité commerciale, quelle qu'elle soit, ne peut être acceptée par ou diffusée sur les réseaux et stations de radio MA et MF, sauf lorsque les droits d'une émission que la Société désire programmer ne peuvent se dissocier de la commandite, lorsque la Loi électorale du Canada exige des annonces, ou lorsqu'une station (émettant sur une fréquence MA ou MF) est la seule à assurer le service dans une langue donnée.

Télévision

Les émissions qui entrent dans les catégories suivantes ne peuvent être commanditées ni interrompues par des annonces publicitaires:

- journaux télévisés nationaux ou locaux,
- toute émission traitant de questions controversées ou délicates;
- reportages spéciaux, y compris ceux qui portent sur les congrès des partis politiques, les élections et les résultats d'élections, les conférences fédérales provinciales;
- émissions des partis politiques (cependant, aux termes de la Loi électorale du Canada, les partis politiques paient le temps d'antenne qui leur est alloué pendant les campagnes électorales fédérales);
- émissions portant sur des événements importants pour la nation ou une province, par exemple des funérailles nationales, les allocutions de la souveraine, du Gouverneur général ou d'un lieutenant-gouverneur, du Premier ministre ou d'un Premier ministre provincial;
- services religieux;
- émissions scolaires à l'échelle nationale ou provinciale;
- émissions destinées à des mineurs de moins de 12 ans.

2. Secteur soumis à des restrictions

Des messages commerciaux peuvent être diffusés entre les différents éléments composant les émissions de nouvelles ou d'affaires publiques locales, pourvu qu'il y ait une démarcation claire et ostensible entre les annonces et le contenu non publicitaire.

L'insertion de messages de publicité dans des émissions nationales d'affaires publiques doit être autorisée par le vice-président exécutif.

Certaines émissions qui, de l'avis de Radio-Canada, ne se prêtent pas à une programmation normale d'annonces publicitaires peuvent en compter moins ou même aucune (par exemple, les émissions de musique classique ou de théâtre)

IMAGE DE LA FEMME DANS LES EMISSIONS

Radio-Canada s'estime tenue par son mandat de refléter dans ses émissions la situation de la femme dans la société canadienne et d'en étudier les conséquences sociales et politiques. La Société considère, à cet égard, que ses émissions doivent contribuer à la compréhension des grandes questions affectant les femmes.

Pour appliquer cette politique il faut:

- 1) éviter l'emploi de stéréotypes et d'expressions sexistes qui avilissent la femme;
- 2) refléter la situation des femmes et tenir compte de leurs préoccupations dans les reportages et débats sur les questions d'actualité;
- 3) reconnaître la diversité croissante des fonctions de la femme dans la société canadienne,
- 4) solliciter l'opinion des femmes sur tout l'ensemble des questions d'intérêt public.

STÉRÉOTYPES DANS LES ÉMISSIONS

La notion de stéréotype implique une inadéquation entre la réalité et la manière dont on l'appréhende. Cette attitude de pensée comporte certains dangers et peut avoir pour effet, en enfermant l'être humain dans un modèle rigide, schématique, voire caricatural, de lui nier toute individualité propre, toute personnalité originale.

La pensée stéréotypée se nourrit de généralisations et étend à tout un groupe social les distinctions de race, d'origine ethnique -nationale ou régionale-, de sexe, de croyance, d'âge, d'état civil, de profession, ou encore l'apparence physique. Utilisés sans discernement, les stéréotypes tendent à renfoncer les préjugés et portent atteinte à la dignité de la personne.

Les réalisateurs et leurs collaborateurs doivent reconnaître l'influence de la radio et de la télévision dans la formation du goût et dans la définition des idéaux de l'individu et de la société et, en conséquence, s'abstenir d'utiliser aveuglément des stéréotypes dommageables. Le personnel de production et les animateurs doivent non seulement faire preuve de jugement et observer les règles du bon goût, mais veiller à ce que l'individualité de chacun soit respectée et remettre en question tout stéréotype gratuit que pourrait utiliser un participant.

Les stéréotypes ne se justifient que dans la mesure où ils sont un élément essentiel de l'émission. Seuls l'élément essentiel et le développement de l'intrigue devraient commander le recours à des personifications stéréotypées dans les émissions de Radio-Canada telles les dramatiques, les comédies, etc.

COMMUNICATION DE MATÉRIAUX D'ÉMISSIONS DE RADIO-CANADA

La Société Radio-Canada reçoit, d'organismes ou de particuliers, des demandes qui ont pour objet la communication d'émissions ou de matériaux d'émissions diffusés sur ses ondes.*

Radio-Canada peut donner suite à ces demandes à condition que:

- les documents soient utilisés uniquement à des fins autres que la retransmission publique;
- les services appropriés aient été consultés afin de régler les questions de droits d'auteur et

tout problème d'ordre commercial ou juridique;

- le demandeur accepte, le cas échéant, de prendre à sa charge les frais occasionnés par sa requête;
- les documents soient accompagnés d'une note-énonçant les conditions auxquelles ils sont mis à la disposition du demandeur.

A défaut de communiquer le document requis, la Société peut décider d'organiser un visionnage ou une audition dans ses propres locaux.

* Les demandes de renseignements portant sur le fonctionnement de la Société sont traitées dans la politique générale n. 12 intitulée "Demandes de renseignements et de documentation internes".

Enfin, Radio Canada n'est pas tenue de fournir une copie des éléments visuels ou sonores d'une émission aux particuliers, organismes ou sociétés qui ont collaboré à sa production. Toute exception à cette règle requiert l'autorisation de la direction concernée.

Il appartient aux directeurs de programmes et aux chefs de sections de veiller à l'application de la présente politique. La coordination des réponses au C.R.T.C., aux ambassades et au ministère des Affaires extérieures, au Parlement et aux autres ministères fédéraux est assurée respectivement par le Service de la planification et des affaires générales ou le Service des communications (relations internationales et services parlementaires), au Siège social.

BBC (British Broadcasting Corporation)

Gran Bretanya

Corporació de titularitat pública

Nom del codi: "Guidelines for factual programes"

Data de publicació: 1989

Publicat per "British Broadcasting Corporation". Broadcasting House. London.

CONTENTS

- 1 Accidents & Disasters
- 2 Advertising & Sponsorship
- 3 Anonymity in Programmes
- 4 BBC Affairs
- 5 Blackout Requests
- 6 Bomb Hoaxes
- 7 Bomb Warnings
- 8 Charity Appeals
- 9 Children in Programmes
- 10 Complaints & Corrections
- 11 Concealed Recordings
- 12 Conflicts of Interest
- 13 Contempt of Court
- 14 Correspondence
- 15 Criminals: Interviewing & Paying Them
- 16 Defamation (Libel)
- 17 Disabilities
- 18 Election Broadcasting
- 19 Embargoes
- 20 Identification in Crime Cases
- 21 Impartiality
- 22 Independent Producers
- 23 Industry & Business
- 24 Injunctions
- 25 Interviewing
- 26 Law: Awareness
- 27 Law: General
- 28 Law: Northern Ireland
- 29 Law: Scotland
- 30 Library Material
- 31 Material from Non-Broadcasters
- 32 Ministerial Broadcasts
- 33 Minority Communities
- 34 Names in Court
- 35 National Emergency & Military Action
- 36 Nationalist Parties
- 37 News Staff in Other Programmes & Outside
- 38 Northern Ireland: General
- 39 Northern Ireland: Guide
- 40 Northern Ireland: Home Secretary's Order
- 41 Northern Ireland: Special Legal Considerations
- 42 Obituary Procedures
- 43 Obscenity & Swearing
- 44 Offence & Outrage
- 45 Older People
- 46 Opinion Polls
- 47 Opportunity for Reply

48 Overblown Language
49 Parliamentary Broadcasting
50 Party Political Broadcasts (PPBs)
51 Payments by Programmes
52 Personal View Programmes
53 Phone-in Polls
54 Political Labels
55 Politicians in Programmes
56 Powerful People: Dealing with Them
57 Previews of Programmes
58 Privacy
59 Programme Making Overseas
60 Racial Matters
61 Reconstructions
62 Referral & Consultation
63 Rehabilitation of Offenders
64 Release of Programme Material
65 Requests for Untransmitted Material
66 Royal Family
67 Scottish Dimensions
68 Security Matters: General
69 Security Matters: Official Secrets
70 Security Matters: The D-Notice System
71 Sexist Expressions
72 Sexual Offences
73 Social Sensitivity: General
74 Specialists
75 Statistics
76 Straight Dealing
77 Suicides
78 Terrorism: General
79 Terrorism: Interviews
80 Terrorism: Language
81 Terrorism: Paramilitary Displays
82 Terrorism: People at Risk
83 Terrorism: Sieges & Hijacks
84 Trade Names
85 Violence
86 Women

FOREWORD

These guidelines represent the BBC's best editorial experience. They are in effect the work of generations of factual programme makers in television and radio, and are approved at the highest levels in the BBC -the Board of Governors and the Board of Management.

They replace the News and Current Affairs Index, the change of name indicating their wider application. They provide a ready check list of considerations for the range of difficult issues programme makers encounter. They advise and guide and rarely prescribe, because the proper course is often to be determined by detail which differs from case to case.

They encourage programmes to satisfy the better expectations of their audiences. To that end the guidelines insist, directly and by implication, on four fundamentals: fairness, independence, reliability and sensitivity.

1. ACCIDENTS AND DISASTERS

In covering accidents, disasters and disturbances BBC journalists need to balance full, accurate reporting against the obligation to avoid unnecessary distress or anxiety. We should be thorough and enterprising and also sensitive. Try to keep the nervous excitement that is natural in handling a big story from infecting the coverage: it might seem to be excitement at an event being enjoyed.

1. Concentrate on the Facts

- * Times, locations, flight numbers help to provide a context and to minimise the area of concern to viewers and listeners.
- * Radio Current Affairs programmes wanting to flash reports must liaise with the newsroom. TV news flashes will come only from the newsroom.
- * The newsroom must be informed as soon as possible of accidents occurring during an outside broadcast.

2. Beware of Hoaxes

- * Unless the source is impeccable and unmistakably recognised make checks.
- * Reports of accidents or incidents involving military aircraft must be checked with the Ministry of Defence.
- * If a false report is broadcast it must be corrected explicitly at the earliest opportunity.

3. Concern for Victims and Relations

- * The BBC should try not to add to the distress of those who have been injured or bereaved.
- * Reporters and news gatherers at the scene are often under great pressure, so the process of selection in newsrooms and programmes must take matters of taste and sensitivity very seriously.
- * News gatherers, so far as they can, should record scenes in such a way that leaves scope for editing and should try to warn programmes where such editing will be essential.
- * Hurried, thoughtless questions in interviews hurt individuals and damage the BBC's reputation. When possible edit out such questions.
- * Bodies should not normally or needlessly be shown. Great care should be taken even when they are covered by blankets.
- * There are very few circumstances in which it is justified to show executions or other scenes in which people are killed or are dying.
- * Other difficult scenes may need to be shown only briefly: an acceptable picture can become intolerable because it is shown for too long -even by a few seconds.
- * Generally, long shots are less intrusive than close-ups.
- * Show as little as possible of the news gathering process unless it is part of the story. It is often a tough, unattractive scramble. When the focus of it is a survivor or a bereaved person the sight and sounds of jostling reporters and cameramen is usually too much.

4. Live Coverage

This brings special problems particularly for television. It is impossible to have full control over what is shown because it is not known what will happen next.

- * People may be shown dying.
- * Relatives of victims may see them being injured or killed.

Wide and long shot pictures are generally to be preferred to close-ups. When the pictures are being supplied by other organisations which may not have the same scruples as the BBC, our live programme must be prepared to return to the studio if there is no other way to avoid showing what could turn out to be unacceptable scenes.

5. Further Considerations

There are times when the considered showing of detail of a horror is justified, perhaps to avoid sanitising reports of a terrorist outrage.

- * It is a fine judgement to be made by experienced and sensitive editors.
- * At other times the impact of the coverage should readily give way to respect for people's feelings.
- * We lose support among viewers and listeners when they think we are being sensational. They do not like it when our coverage seems to hound.

The public is sometimes upset and angered over scenes in which victims co-operated willingly or even asked for coverage.

- * The public reacts because it does not know the circumstances.
- * A few considerate words of explanation when introducing the scene would prevent much of the anger.

6. Programmes need to explore the causes of accidents, even in the immediate aftermath, as there is a proper and natural public interest in what went wrong. But there are dangers.

- * Quick judgements, including those by experts, can be badly wrong. We should not make too much of them.
- * They can also seem like an insensitive rush to blame which should be avoided.

7. It is journalistically proper to withhold name of casualties when next of kin have not been informed.

- * Allow a reasonable period for the next of kin to be notified personally.
- * Even if the information has been published elsewhere in the media it might still be proper hold off for a while.
- * When names are being withheld avoid other detail which would identify.
- * In a few cases, the identity of victims may be, integral part of the story and withholding information may not be sensible.
- * Normal rules may not apply in the case of publicly important people.

8. Requests by the Authorities

Requests are sometimes received from the British or foreign governments for the broadcast of special announcements. The BBC gives careful consideration to such requests in the light of the emergency in questions. This applies to the World Service as well as to the domestic services, including local radio. It is especially important for local radio to be ready to assist the authorities tackling accidents and emergencies, which are usually localised.

Information from and about special announcements is normally available for inclusion on merit in news bulletins. Attempts to confine it to special placings should be resisted.

2. ADVERTISING AND SPONSORSHIP

1. The BBC may not take advertising. It may not, under its Licence, broadcast any sponsored programmes; that is any programme or part of a programme funded by a sponsor, where an announcement or credit mentions that sponsor, his goods or services. Furthermore the BBC's reputation for impartiality and independence can be damaged by broadcasting material with the same effect as advertising or sponsorship. Factual programmes should, then, avoid anything not justified on grounds of editorial content; outside broadcasts need to avoid as far as possible anything not dictated by the physical circumstances of the event.

- * The journalist should always have good reasons for naming a particular firm or product.
- * The terms used to describe it must be accurate.
- * Don't emphasise the name of a firm or product visually or verbally beyond the editorial demands of a story.

As well as exercising care within individual programmes we need to be alert to the fact that public relations campaigns are conducted with increasing skill, often involving simultaneous approaches to several programmes. The BBC's reputation is not enhanced when the same commercially-orientated story appears in several programmes over a short period.

2. References to Sponsors in a News Context

The inclusion of references to commercial sponsors of events is justified if

- * the sponsor's name is part of the title or so closely associated with it that a description mentioning the sponsor is more meaningful to the audience than a description without it; and
- * the sponsorship is of such an order that omitting to mention it would be to omit significant journalistic detail as well as being unfair to the sponsor.

These are difficult and delicate decisions to be taken as individual cases arise.

3. Co-Productions

- * Producers who wish the BBC to enter into co-production arrangements with outside organisations should make themselves aware of any funding or sponsorship arrangements potential co-production partners have with third parties.

- * Report them to Director, Co-Productions, BBC Enterprises, who is responsible for all co-production contracts.

4. Co-Funding

- * Proposals involving the co-funding of programmes by on-broadcasters, as distinct from co-productions or the coverage of sponsored events, have to be referred to the Director-General through Managing Directors and Controllers.

5. Filming

- * When filming for factual purposes, brand names, trade marks and advertising displays of various kinds are liable to be caught by the camera. Without rearranging things, take care not to dwell excessively on advertising of any kind.

6. In Studio Conditions

- * When the BBC has full production control, any commercial display is ruled out unless strictly required by the editorial content of the programme.

7. Offers of Free Facilities

- * These can be accepted as press facilities.
- * Offers which go beyond necessary press facilities must be referred to the Head of Department.
- * They must never include an agreement for a visual display or mention of a product in return for facilities or benefits.
- * Free or cheap facilities must not be accepted if they could give rise to the suspicion that the editorial integrity of the programme had been compromised.
- * The same considerations apply to spoken references in network or local radio.

It is BBC policy not to accept money, services or goods from any entity sponsoring an event covered in a programme.

8. Programmes on Industrial Films and Organisations

- * All the above points apply, together with the basic guidance in the section on Straight Dealing: contributors and those providing special facilities have a right to be consulted and treated with courtesy but not to infringe the BBC's editorial control.
- * Commercial films and others should also understand that they must not promote newspaper or other publicity about the programme which implies BBC endorsement of the organisation, its activities or products. The BBC has to be consulted about associated advertising and retains the right to drop programmes if there is no agreement.

9. Consumer Advice Programmes

- * Many of the same points apply.
- * Apart from the need for thorough research and factual accuracy, journalists should offer as broad a range of information as possible to avoid unfair advantage or disadvantage to a

particular product or firm. Care should be taken not to neglect small businesses through excessive references to large ones.

- * When complaints from the public are broadcast, the firm concerned must be given a chance to reply.

10. Sport

- * With the increased and sometimes controversial sponsorship of sporting occasions by commercial concerns, care must be taken by programme makers, along the line already given, not to give inappropriate exposure to sponsoring bodies. A considerable wealth of experience, as well as guidelines, exists within the sports departments and advice can be obtained from HSOBR and HSEGTel.

11. Presenters, Reporters and Production Staff

- * They must have no connection with products and firms which are handled in their programmes.

12. Publicity for Events and Activities

- * This may be legitimate in programmes provided it is adequately signposted as a service of information and prepared on a journalistic basis.
- * 'Throw-away' references to forthcoming attractions by interviewees are sometimes unavoidable, but producers must keep them within reasonable bounds.

13. Books, Other Publishable Material and Copyright

- * In the context of a book review, there is an obligation to give the title and the author's name, though not that of the publisher.
- * In practice, as a service to the audience and by agreement with the Publishers' Association, the BBC has undertaken to state the publisher and the price in book review items, etc.
- * Detailed regulations on this and related problems exist. Any query should be referred to Head of Copyright.

3. ANONYMITY IN PROGRAMMES

Most people who appear in BBC programmes will be identified. This accords with the tradition of an open exchange of information and views and is an important part of accountability. But there are times when the BBC needs to be able to guarantee anonymity.

1. Conditions of Anonymity for Programme Contributors

No contribution should be made anonymously unless an editor is satisfied about

- * the importance of the subject;
- * the importance of the contribution envisaged (including the contributor's relevance and credentials);
- * the impossibility or undesirability of obtaining the contribution without granting anonymity;
- and

- * the anticipated quality and impact of the contribution on transmission, under conditions of anonymity, especially if the interviewee is to be presented back to camera, with reduced lighting, distorted voice or any other technical concealment.

2. Categories of Cases

- * Generally contributors may be unnamed to comply with a professional code of ethics. With this limited anonymity the contributor's physical features or whereabouts are usually not concealed.
- * Wider considerations apply when a request for anonymity would mean concealing more than the contributor's name. The merits of each request must be weighed according to the criteria listed above.

A contribution may qualify for anonymity where it can illuminate a matter of social importance but may lead to serious embarrassment or harassment in such areas as

- * domestic and family life (divorce, 'tug of love', runaway children);
- * addiction or medical conditions (e.g. anorexia, drug dependence, alcoholism, gambling);
- * socially reprehensible behaviour not amounting to major crime (e.g. prostitution, shop-lifting, juvenile delinquency); or
- * reporting serious crime and crime detection (e.g. informers, prison inmates, ex-prisoners, protection racket victims).

Anonymity may also be justified if without it a contributor might be persecuted or suffer reprisal for a contribution which could be regarded as a legitimate exercise of the right of free speech.

Decisions must depend on the context of the contribution and the nature of the regime against which protection is sought.

The BBC will not concede anonymity to a contributor seeking to evade British justice except in very rare circumstances. **Proposed exceptions must be referred through senior line management to CEP.**

3. Even when no interview is recorded the recording of illegal activities by unidentified people usually requires editorial referral. The required level of referral and the ultimate decision will depend on such factors as

- * whether the activity being recorded is a news event;
- * whether the BBC is covering it unilaterally or alongside others in the media;
- * whether it is a 'typical' or 'singular' activity by the group concerned; or
- * the seriousness of the illegality.

4. Requests for Anonymity by Non-Contributors

Different factors apply when people become involved other than as invited contributors. Here fair dealing and avoiding needless intrusion upon people's privacy are important considerations. Examples of requests for anonymity which, in general, should be respected are those from patrons or benefactors wishing their gifts to remain anonymous and from the families of transplant donors.

It can be difficult for a journalist covering an urgent story to find out whether a valid request for anonymity has been made. Any suggestion that anonymity is desired by someone who

would merit it should be observed even though other news organisations may not be so scrupulous.

4. BBC AFFAIRS

Events about or involving the BBC should be reported in the same way as other events. Only normal scrutiny should be applied.

5. BLACKOUT REQUESTS

1. Any request for a news blackout must be referred urgently. The decision on it must be taken in consultation with ENCAT, ENCAR or EWSN who will liaise with each other as appropriate and with other newsrooms and programmes.

2. Sieges, Hijacking etc

Where the circumstances are public or the motives are political, there are stronger arguments for publishing information than with private kidnappings which have not been made public.

Editors should be very aware at all times of the danger of being 'used' by political groups which resort to violence.

When some news has already been given to the public, as with a siege or hijacking, a later news blackout of a general kind, stopping all further news of the incident is well nigh impossible. At the same time we must try not to increase the risk to human life. Within this framework the BBC will consider requests that it should:

- * withhold information whose disclosure could obstruct the work of those seeking to resolve the situation, and
- * broadcast accurate information whose publication seems urgently necessary to avert a risk to human life.

In the latter case, any BBC action should, wherever possible, be concerted with other elements of the media. It must also satisfy the journalistic criteria for professional news reporting.

3. Private Kidnappings

Where kidnappings occur in private and the victims are seized for non-public reasons, the argument for the public's right to know applies with less force than where a hostage-taking has political or social significance.

- * **A voluntary agreement between the media and the police forces in England and Wales in cases of kidnapping where life is at stake has been drawn up.**
- * It provides a procedure so that all police forces and all media organisations can behave consistently.

Ah BBC newsrooms should keep copies of the agreement conveniently available. Further copies can be obtained from the office of Controller Editorial Policy.

The agreement does not apply to Scotland where for legal reasons the police may not be the official source of information or to Northern Ireland where, as often, special considerations apply.

*** In both cases we might nonetheless be asked for a news blackout in the same terms.**

*** We should judge any such request as though the agreement applied.**

4. General Considerations

In general, editors should bear in mind two contending risks to the BBC's reputation.

*** The first is the risk inherent in ignoring professional advice, for example from the police, not to broadcast information. The BBC could not readily defend a decision by which it had been instrumental in causing life to be lost. This consideration applies whether or not other elements in the media choose to publish the information in question.**

*** The second set of risks is to the BBC's credibility. It lies in an attitude of over-compliance with blackout requests, whether from official quarters or from any others seeking to control the flow of information. The BBC must guard against the growth of any outside presumption that information in its possession will be automatically or uncritically withheld.**

Additional reasons for proceeding with the broadcast of information may be that

*** publicity is in the interests of justice, likely to provide, for instance, a lead to the whereabouts of a kidnap victim; or**

*** the purposes of criminals themselves are liable to be served by the imposition of a news blackout.**

There is, in a democratic society, no obvious answer to the problem of inconsistent practice among news organisations in handling news blackout requests. The BBC must accept some risk to its credibility when it withholds information which may appear, for example, in the newspapers. This is a reason for examining each blackout request with rigour, but not necessarily for refusing it.

It is always important to establish that blackout requests come from senior officers.

5. Re-broadcasting Official Internal Communications

In the event of the hijacking of an aircraft, or any other means of transport, or of a siege with terrorists holding hostages, programmes must give careful thought before re-broadcasting any internal radio messages transmitted between the authorities - for example, between air traffic control and a pilot, or between police officers.

*** Such information may be of use to the terrorists should they have a radio.**

*** To make it known to the terrorists might endanger hostages or make the incident worse in other ways.**

*** It may be appropriate for domestic services to broadcast material which it would be unwise to broadcast outside the UK.**

Programmes should remember that under the Wireless Telegraphy and Post Office Acts it is illegal to re-broadcast without authorisation messages of the above kind.

Programmes may refer when relevant to such traffic once the danger to life has passed.

6. BOMB HOAXES

The reporting of bomb hoaxes probably encourages further hoaxes. These can be worse than a disruptive nuisance: they could cause real cases to be overlooked.

- * BBC programmes should not normally report such hoaxes.
- * Sometimes a hoax will have significant public effects and may deserve to be reported for that reason.
- * When a report is justified we should try to avoid the phrase 'bomb hoax' and 'bomb scare'. Reports should be low key.
- * When a search is underway the police may indicate whether they consider it likely to be a hoax. That advice should be taken into account when deciding whether to carry a report.

7. BOMB WARNINGS

1. Journalistic Coverage

It is always important to try to check that a bomb warning is genuine because we want to avoid coverage of obvious hoaxes which have no significant effects. To this end the police or security people may indicate how seriously they are taking a particular warning.

When a bomb warning is believed to be genuine, the BBC has a duty to give details to the public along with information about action taken by the authorities. The danger to human life has to take precedence over the possibility of undesirable publicity for a hoaxer.

2. Procedure for Staff Receiving a Warning of a Bomb outside BBC Premises

- * The first duty is to inform the police. This should be done by dialling 999 and not by phoning Scotland Yard, any other police station or a police press bureau.
- * Such action takes priority over deploying resources to cover the story.
- * The person taking the call should gather as much information as possible from the caller.

When there is a warning of a bomb in BBC premises staff should follow the procedures laid down for each building.

8. CHARITY APPEALS

1. Occasionally programmes may wish to mount charitable appeals, usually in connection with named charities.

- * Editors must consult the Chairman of the Central Appeals Advisory Committee through The Secretary at least two weeks before the date of a proposed broadcast. This allows co-ordination with the BBC's regular appeals programmes and avoids both unnecessary bunching of appeals and association with organisations whose aims and methods may not accord with the BBC's appeals policy.
- * Appeals on Local Radio, of a local nature, should be referred to Regional Controllers or Heads of Broadcasting.
- * Editors should ensure that the charity concerned has made adequate provision for receiving and acknowledging donations in cash or in kind.

- * Donations must be devoted to the purpose stated in the appeal.
- * Editors must be prepared to detail staff to deal with any donations sent directly to the programme or to the BBC.

Under no circumstances should News and Current Affairs programmes mount charitable appeals.

2. Programmes and Items Concerning Charities

Broadcast reports which deal with the work of charities should be reports and not appeals.

- * Avoid detailed discussion of financial targets.
- * Unsolicited money sent in should be forwarded to the person or organisation named.
- * If anything prevents that the money should be returned to the donor.
- * If the money cannot be forwarded and if the donor is anonymous, the money should be sent to a reputable and, if possible, related aid organisation.

3. Third Party Requests for Payments to Charities etc.

Reporters and crews should forego stories about 'miracle' cures or rescues if the survivors demand payment in return for access, even if the money is intended for the charity or service which saved them.

4. Emergency Appeals

These may be broadcast when a serious emergency occurs at home or overseas.

- * They are broadcast with the approval of the Board of Governors and on the recommendation of the Central Appeals Advisory Committee or its Chairman acting on its behalf.
- * For an emergency at home a public fund must have been set up to meet the needs of victims.
- * Appeals for emergencies abroad are normally given on behalf of the United Kingdom Disasters Emergency Committee. This is composed of the five leading British charities concerned with relief and rehabilitation -the British Red Cross Society, Oxfam, Christian Aid, CAFOD and The Save the Children Fund.

Emergency appeals may not be broadcast without this special approval and all requests for such appeals must be referred to The Secretary.

9. CHILDREN IN PROGRAMMES

1. The BBC has a strong sense of duty towards children and young people. We must avoid exposing them to excesses of publicity even when that means losing material for programmes. They must never be subjected in programme making to distress, ridicule or exploitation.

Children have a lower threshold of distress than adults and a higher degree of suggestibility in front of the camera or microphone. As a result there are types of programme treatment and lines of questioning which are not in order for children, however admissible they may be for adults.

2. Consent of Parents and Schools

- * Appearances by children should wherever possible be made with the consent of parents and, during school hours, of their head teacher.
- * A licence from a local education authority is also required by law in certain circumstances.

BBC staff are responsible for ensuring, by consultation with Artists Contracts Department in Television or Programme Contracts Department in relation to Radio, that the requirements of the law and individual education authorities are observed.

In exceptional cases, like stories about truancy or broken homes where co-operation with school or family is found to be difficult, reference to heads of programme departments is required if children are to be involved without that co-operation. Even in cases where co-operation is not obtained, the family or school should still be notified before transmission whenever possible.

3. News stories

Reference upwards is clearly impractical in certain situations -as when a child is being interviewed as a witness to an accident. There is still an obligation to abide by the standards outlined above.

4. Legal Aspects

Legislation relevant to the involvement of children in programmes includes

- * **The Education Acts** - making it an offence to take a child away from school during school hours without the head teacher's permission.
- * **The Children and Young Persons Act** - restricting reports about and forbidding the identification of children in juvenile courts. These restrictions may be lifted by the court: for example, to allow publicity in the search for a missing child. There is no automatic ban on naming children in other criminal courts. But any court can choose to make such a ban and reporters should always check whenever a child appears in an adult court in case an order has been made.
- * In Scotland, the position is different. A child under 16 in criminal proceedings as a witness or as a person against or in respect of whom the proceedings are taken must not be identified unless the court dispenses with this restriction.
- * **The Protection of Children Act** - dealing with children who are filmed or otherwise shown for obscene or pornographic purposes.
- * **Some other statutory provisions** restrict the reporting of legal cases involving children, for example custody and wardship cases.

Cases of doubt or difficulty in connection with any of the above should be referred to The Solicitor's Department.

- * **Children (Performance) Regulations 1968** - requiring licences for any child who is paid for taking part in a programme or who has appeared on more than three days in the previous six months.

Cases of doubt or difficulty in this area should be referred to Head of Programme Contracts or his representative.

10. COMPLAINTS AND CORRECTIONS

1. Occasionally, contributors and others complain that they have been unfairly treated in programmes. Normally these complaints are dealt with by programme departments or by Management Section (PPU) in consultation with production staff. Beyond that, a formal complaints procedure has been established under the 1980 Broadcasting Act, which provides for a Broadcasting Complaints Commission to deal with matters which cannot be resolved within the BBC itself. This underlines the need for all programme staff to observe the principles laid down for fair dealing with contributors.

2. Corrections and Retractions

- * If a significant and clear error of fact for which programme staff are responsible is revealed while the programme or bulletin is still on the air, it is best to try to correct the error before the programme finishes.
- * If this is not possible important errors should be corrected later, perhaps in a subsequent edition, after reference to Head of Department, Legal Adviser, and network Controller.
- * Very occasionally, it will be necessary to make an announcement on air because a contributor has retracted assertions made during the course of a programme, or has admitted getting facts wrong, which could seriously mislead the audience.

3. Opportunity for Reply

From time to time, there will be an outstanding conflict of fact or judgement over a programme's exposition of an important topic.

- * The BBC will consider the possibility of a special rebuttal only if there is a genuine body of expert opinion to say that the programme was seriously inadequate, inaccurate or unfair.
- * Such rare cases must be referred to DG through Managing Directors.

11. CONCEALED RECORDINGS

1. Concealed or surreptitious recording has to be rare. Even when it is justified it is likely to damage public trust in the BBC. While it is not forbidden absolutely, its use cannot simply be left to the discretion of anyone who thinks it justified.

Any editor or producer wishing to make a concealed recording is required to seek, in writing, the prior permission of CEP who will refer difficult cases to DDG and sometimes DG.

Definition is difficult but a concealed recording can be taken to be one in which

- * the recording equipment is hidden or deliberately obscured, and
- * those being recorded do not know it.

Recording openly in public places is not surreptitious or concealed even though some people will not realise they are being recorded.

It is the responsibility of the programme maker to justify the use of concealed recording equipment. Clearance should first be obtained by referral upwards through senior departmental and directorate management, then to CEP.

Proposals will be considered seriously if

- * what is to be recorded is an illegal or anti-social activity which it is important to expose;
- * the programme purpose cannot be served without the material; and
- * the material cannot be obtained by open means.

The above refers to material recorded for possible transmission.

2. Phone Calls

In line with the BBC's policy of straight dealing in programmes, 'phone calls should not normally be recorded without telling the person 'at the other end'. They should be told whether the recording is for reference only, in the nature of a full note, or for possible use in a programme.

Exceptions are justified in special circumstances, particularly for programmes which are investigating illegal or other anti-social activities. Such cases should be referred to the relevant Head of Department. The exceptions refer only to recordings for information, which includes evidential purposes, not for broadcast.

When a telephone recording is 'undeclared' and is intended for broadcast it continues to fall under the considerations for concealed recordings and must be referred to Controller Editorial Policy.

12. CONFLICTS OF INTEREST

1. The outside activities of BBC editorial people may conflict with programme interests or they may be harmless.

- * Departments should recognise that individuals have a right to pursue acceptable activities and that they might well benefit programmes by extending the experience of people working on them.
- * Editorial people should avoid any activity which clouds their professional judgement or which if publicly known about would damage the reputation of the BBC or its programmes.

In cases of doubt, always refer. In news and current affairs most cases should be referred.

Departments should treat all editorial people equally: that is, their outside activities are to be judged against the interests of their programmes not according to their status whether as staff, contract or casual or whether as reporter, editor, presenter or producer. It has to be accepted that what is validly acceptable for one department may properly be unacceptable in another because programme interests differ.

Some outside activities are more problematical than others.

- * No editorial person should promote anything, commercial or other, if what is promoted

might be the subject of their programme.

- * Promotion takes various forms: adverts, videos, public relations work. All may be troublesome.
- * Media training will often be allowable but news and current affairs people should always refer to higher management.
- * In speaking and writing, BBC editorial people will cause no justified offence if they observe BBC programme standards.
- * Public involvement in politics needs special treatment.

Programme departments and individuals should consult the separate, comprehensive guidelines on 'Outside Activities and Conflicts of Interest'.

Departments or programme teams can keep registers of activities if that is the best way to protect their interests.

2. Special considerations apply to financial journalists: they must register beneficial personal shareholdings. They need to be especially careful about any programme information before it is broadcast: to use it in trading for themselves could bring a charge of insider dealing.

People working in any programme must not use advance information acquired in the course of their BBC work to trade ahead of the markets.

To do so is unethical and illegal.

People in non-financial programmes need declare only significant shareholdings and other significant financial stakes and then only when the companies involved are to feature in their programmes.

13. CONTEMPT OF COURT

1. Contempt of court is regarded as a very serious offence in British law.

- * It applies to civil and criminal cases, and also to coroners' inquests, some tribunals of Inquiry and certain other tribunals, for example industrial tribunals.
- * It occurs when any action creates a substantial risk that justice will be seriously impeded or prejudiced.
- * It ranges from prejudicial discussion of a case, through withholding evidence and bribing a juror, to throwing books at the Bench, undressing in court and reporting what is forbidden.

The Contempt of Court Act 1981 codified some aspects of contempt and made certain modifications to case law. **BBC policy is that programmes will respect the contempt provisions even when others are not doing so. Only rarely will another highly important public good override this.**

The law of contempt applies when a case becomes active.

- * Generally, criminal proceedings are active as soon as a person is arrested or an arrest warrant is issued.
- * If there is no arrest, the case is active when the charge is made (except in Scotland) or the procedure for issuing a summons is started.
- * In civil proceedings, the case becomes active when a High Court trial is 'set down' or when a hearing date is fixed for the County Court or for a High Court preliminary hearing.

- * In Scotland, proceedings also become active in interlocutory hearings when such an application is made.
- * Criminal proceedings cease to be active by acquittal, by sentence or by any other decision which brings an end to the proceedings.
- * Civil proceedings cease to be active when the proceedings are disposed of.
- * The liability for contempt is reactivated in the case of any proceedings where a Notice of Appeal has been given.
- * The Solicitor's Department should be consulted when there is any doubt.

Any broadcast, as with any publication, which shows an intention to interfere with the administration of justice generally, as opposed to particular proceedings, or is reckless as to the likely consequences of such a broadcast could be a common law contempt. This can occur even if there is no deliberate intention to interfere because intention may be inferred. **Common law contempt can be committed before proceedings are active.**

2. Risks to the Journalist

The ways in which broadcasting journalists are most likely to commit contempt are

- * by broadcasting pictures or comment outside the courtroom which could influence those involved in an active case i. e. the judge, magistrates, jurors, witnesses or the parties in the case;
- * by broadcasting an interview -or possibly just conducting an interview -with a witness or other people in the case while the case is in progress;
- * by having any dealings with witnesses which could influence or be seen to influence the evidence they give;
- * by interviewing a member of the jury about a case during a trial or afterwards;
- * by reporting what a judge has said should not be reported;
- * by speculating about the outcome of a case;
- * by commenting on the outcome of a case which is due to be retried;
- * by publishing material of a general nature about the court which could undermine confidence in the conduct of a particular case;
- * by broadcasting prejudicial information about a defendant's lifestyle or by revealing previous convictions; or
- * by publishing photographs of the defendant when identification may be at issue.

3. Rights of the Journalist

There is a statutory right to provide a 'fair and contemporaneous' account of court proceedings in open court. Certain intimate, obscene or medical details may not be reported, however; nor may any proceedings which a judge directs should be held 'in camera'.

Courts may impose special 'orders' to restrict reports. These can be detailed or sweeping. To fail to observe them risks contempt.

If a judge 'sends the jury out' while the court hears certain kinds of argument. perhaps on whether a particular person should be allowed to give evidence. what is said in the jury's absence must not be reported even though reporters will usually be allowed to stay in court during that time.

The reporter's right is restricted in preliminary hearings in Magistrates' Courts unless reporting restrictions are lifted. This is because not all of what is said in such hearings will come out during the trial and the reporting of it might prejudice the case when it later comes before the jury.

There are also strict limits on the reporting of Juvenile Courts and Matrimonial Courts.

Other restrictions:

- * The use of tape-recorders and cameras by news gatherers is, as a rule, forbidden in British courtrooms.
- * It is also an offence to take photographs in the court precincts of people connected with proceedings.
- * Interviews or other out-of-court comments by witnesses or other people in the case cannot be used in 'fair and accurate' accounts while the case continues.

4. Guidance on the Application of the Law

There is no defence of public interest available to a journalist who has committed a contempt. A lenient attitude may be taken, however, by a judge when

- * an admitted case of contempt is small or unintentional; or
- * a third party appears to be seeking to use the laws on contempt -through, for example, the issue of a 'gagging' writ- to prevent the broadcast of material of public interest.

Contempt is, generally speaking, treated more severely in criminal than in civil cases. This is because a person's freedom is at stake and lay jurors are involved.

Remember: consult The Solicitor's Department on any possible contempt.

5. Broadcasts for Overseas Audiences

It is not reasonable to expect the BBC to be aware of the variations of contempt laws in all other countries nor for people in one part of the world to be deprived of information because of legal sensitivities in another.

- * BBC programmes for overseas consumption should therefore observe notions of natural justice.
- * This means that when anyone is accused and is awaiting trial, we should not normally assert their innocence or guilt.

14. CORRESPONDENCE

Dealing with correspondence speedily and satisfactorily is part of the BBC's accountability to the public as well as common courtesy. The BBC's replies to the public should be consistent, polite and, so far as practicable, co-ordinated.

1. Letters to Programmes

Letters from the public may be directed to the BBC centrally, or to individual departments, programmes and members of staff. In the latter case it is the responsibility of the departments concerned to ensure that an adequate reply is provided.

Editors and producers should remember that the BBC's various Management Registries retain extensive records of correspondence involving members of the Board of Governors and Board of Management, and, in certain cases, Controllers. This applies particularly to correspondence in sensitive areas and to a small band of regular letter-writers.

Editors dealing with correspondence and queries which may be part of a continuing debate and on which Registries may have relevant supplementary information should consult Management Section (PPU).

2. Letters to the BBC Centrally

Correspondence addressed to the BBC centrally is handled directly by Management Section.

- * Most routine letters are answered by Viewer and Listener Correspondence.
- * Editors and producers should respond as quickly as possible when they are called on to help with a reply.

Management Section is responsible for handling all letters addressed to the Chairman or DG and for any correspondence in which either of them becomes directly involved.

- * Departments and programmes must respond swiftly to requests in connection with these.
- * Individual members of staff should in these cases be careful about any direct communication they may have with correspondents outside the BBC.
- * The Chairman and DG, for their part, normally copy their replies to the departments and programmes directly concerned.

3. Special Cases

Sometimes letters from particular correspondents should be dealt with centrally.

- * Experience will identify such cases.
- * These letters, whether originals or copies, should not be answered or acknowledged by their addressees but forwarded to The Secretary at Broadcasting House.

4. The Regions

The National Regions, English Regions, Network Production Centres and Local Radio stations are responsible for correspondence addressed to them.

- * These are subject to overall BBC policy and referral, where necessary, to the appropriate central point (e.g. Regional Television Management, Local Radio Management etc).

5. 'Radio Times' Letters

Published replies to correspondents in the columns of 'Radio Times' must reflect the thinking of the BBC as a whole. Programme staff and others, who are asked by the 'Radio Times' to write replies, should refer their drafts to their line manager.

15. CRIMINALS: INTERVIEWING AND PAYING THEM

1. Interviews with convicted people are not forbidden but editors must be satisfied that any interview is likely to generate information of genuine public interest and that it is in the public interest for the interview to be broadcast.

- * People who have committed a crime should not be given an opportunity to boast about it or about crime generally.
- * The interview should not give hints on how to commit a crime.
- * It should not give advice on how to escape detection.

It is an offence in law to interview deserters from HM Forces. It would also be most exceptional for the BBC to interview any escaped prisoner or anybody being sought by the police for a specific crime, especially within the jurisdiction of the British courts. **Any proposal to record such an interview must be referred through senior line management to Controller Editorial Policy.**

Take great care over any approaches by outside sources offering information or interviews involving people wanted by the police.

- * When possible tell the source that you might subsequently be required to give evidence in the matter.
- * In any such case refer to CEP and to The Solicitor's Department.

2. Payment of Fees

Normally payment for programme contributors will not be made to convicted people or to hooligans, vandals, and such like.

- * Any proposed exception should be referred upwards by editors and department heads.
- * Reference should be to the relevant Director (or his representative) and to CEP.
- * Payment for this purpose includes expenses.

Requests referred are considered on the basis that criminals should not profit from their crimes, nor hooligans and vandals from anti-social activities.

Payment may be reasonable, however, when the intended contribution is on a subject of general interest of which the criminal has special knowledge (e.g. prison conditions, rehabilitation of offenders).

Care is needed in fixing the level of a fee as well as in relating it to the payments made to other contributors

16. DEFAMATION (LIBEL)

1. Serious defamation always requires referral to the highest levels in Directorates. In all cases BBC lawyers should be involved as early as possible and continuously when necessary. In addition, whenever a demand is received after transmission for a correction or apology, prompt consultation with The Solicitor's Department is required.

Defamatory words may be conveyed directly by word of mouth to anyone within physical earshot-slander; or they may be conveyed by the written or published word-libel. Any defamation in a broadcast comes under the heading of libel.

The BBC is legally liable for any libel in any of its programmes, including those in World Service, and whether uttered by its own staff or by outside contributors.

2. There is no single 'catch all' definition of libel, and it is partly a matter of journalistic common sense to recognise when a particular broadcast is likely to be libellous. Among the customary tests used by the courts are whether material

- * exposes them to hatred, contempt or ridicule;
- * causes the person to be shunned or avoided;
- * tends to lower a person in the estimation of right-thinking people; or
- * injures them in their office, profession or trade.

Generally, what the programme intended to convey is irrelevant. The test is what a reasonable viewer or listener would understand the piece to say.

3. Defences Against Libel

There are three main defences which can successfully be made to an action for libel.

Justification. This means that the words about which a complaint has been made are provably true. If this plea of truth is established, it is a complete defence and the libel action falls. The onus is on the broadcaster to prove the truth of what has been published.

Fair Comment on a Matter of Public Interest. To succeed in this defence, the words complained of must be shown to be:

- * comment based on accurate fact;
- * on a matter of public interest; and
- * not prompted by malice, i. e. improper motives.

Privilege. This provides a defence where a libellous statement has been made in circumstances in which the person making the statement has protection, such as:

- * statements by Members of the House of Lords or House of Commons when speaking in the course of parliamentary proceedings;
- * statements made in court by judges, jurors, counsel or witnesses; or
- * statements contained in certain state documents, reports of Royal Commissions, Tribunals, Committees of Enquiry etc.

Those originally making these statements possess 'absolute privilege'. The BBC, like the rest of the media, possesses qualified privilege to report them fairly and accurately without being sued successfully for libel.

The defence of 'qualified' privilege also applies to the reporting of proceedings, held in public, of a number of other public and private bodies.

When statements which were 'privileged' are repeated outside the courts or Parliament, say in an interview with an MP, they are not protected:

the BBC and the person making the statement can be sued.

Any case of doubt over Privilege should be taken up with The Solicitor's Department.

17. DISABILITIES

'The disabled' gives a sweeping impression.

- * It implies uselessness or at least a general incapacity.
- * This is usually inaccurate as well as harsh.
- * Many people have some incapacity and those with a pronounced disability should not be portrayed unthinkingly as particularly unusual.
- * To say a person is 'handicapped' is often not appropriate.

As a general reference the phrase 'people with disabilities' is best.

There are many ways in which a programme can be sensitive to people with disabilities without detracting from its integrity or strength.

- * Unless it is fully justified, programmes should not say 'crippled with' or 'victim of'; it is enough to say 'a person who has . . .'
- * Consider also whether it is necessary to say that a person is 'confined to a wheelchair'; it may be enough to say 'uses a wheelchair'

Like older people, those with disabilities do not like to be patronised. They should not be put at a disadvantage by attitudes or portrayed unfairly as a stereotype, either as a 'brave hero' or 'helpless victim'. Their contributions should be recognised in a straightforward way and their differences marked only when the context calls for it.

18. ELECTION BROADCASTING

1. Legal Considerations

Broadcasting during elections is subject to the statutory provisions of section 93 of the Representation of the People Act 1983. They cover local elections, general elections and elections in the UK for the European Parliament, including by-elections in all three categories. The authoritative document on this subject is the latest edition of Broadcasting During Elections: a Guidance Note.

- * All news and current affairs staff should study it.
- * It distinguishes between what is legally required and what is BBC editorial practice.
- * Copies and detailed advice are available from Chief Political Adviser.

2. Policy Considerations

During a general election the BBC's commitment to balanced coverage is narrowly interpreted.

- * The BBC accepts an obligation to achieve balance over the period of the campaign and to be close to it day by day.
- * This applies to the use of actuality of political speeches and to film, videotape, sound

recordings, studio contributions and live appearances of politicians.

- * Programmes for UK-wide audiences must remember to give significant coverage to the nationalist parties in Scotland and Wales.
- * Programmes for Scotland only and Wales only must give a level of coverage to those parties which is fair within the overall political contexts of Scotland and Wales.

The basis for balance between the major parties is a formula derived from the allocation of party election broadcasts (at the 1987 General Election, 5 broadcasts to the Conservatives, 5 to the Labour Party and 5 to the Alliance -hence the proportion 5:5:5. In '83, it was 5:5:4).

While news bulletins aim for a fair balance of appearances by leading figures, news values will naturally still apply in covering election stories.

Editors should refer to ChPA or CEP any programmes whose content or contributors they think might be affected by a current election campaign.

3. By-elections

In a parliamentary by-election the rules which apply nationwide during a general election apply to the particular constituency involved.

4. Fringe parties often figure in by-elections.

- * They cannot expect parity with mainstream parties.
- * But we should remember that a fringe party nationally may enjoy substantial support in a particular constituency.

5. Local Elections

- * Local and regional coverage must be scrupulous in achieving balance over short periods of the campaign.
- * National coverage must represent all significant parties. This may be achieved over a series of reports. Each programme should achieve its own balance.

6. European Elections

- * Even though the level of coverage is likely to be much lower than for a general election all significant bodies of opinion are to be aired.
- * A balanced representation of the contending parties should be achieved over short periods.
- * The SNP and Plaid Cymru must have fair coverage in UK-wide programmes.

Normal British political coverage not directly connected with the European elections should not move too far out of balance.

7. Opinion Polls

Opinion polls are a relevant and important factor in reporting an election campaign. The BBC's use of them must be guided by the intention not to give any party an unfair advantage.

- * The guidelines in the section on 'Opinion Polls' should be particularly noted during a general election campaign.
- * As always the trend in polls is particularly important.

- * Poll results should be placed in a relevant context.
- * Programmes should remember that, in a potentially volatile situation, polls are not a reliable predictor of future opinion or voting. They are an indication of opinion on the day the fieldwork was done.

8. Polls with normal size samples drawn from all over the UK cannot properly reflect support for the nationalist parties in Scotland and Wales.

- * **Programmes need therefore to use reliable polls concentrating on those countries.**
- * **If a figure for the nationalist vote in a UK-wide poll is broadcast, we should explain why it falls to reflect the support in Scotland and Wales.**

At all times, especially during an election period, reference can be made to Broadcasting Research Department for information about, and interpretation of, political opinion polls.

19. EMBARGOES

Embargoed reports and other documents are received by the BBC and other media organisations on the understanding that the release time will be respected. The system often works to the journalist's professional advantage because the advance copies ease the job of exposition and analysis. Breaking embargoes can undermine the trust on which the system rests. **Basic policy is therefore to observe embargoes.**

1. Sometimes embargoes will be changed or lifted by agreement. Any programme which thinks of breaking an embargo without agreement should refer to the Head of Department.
 - * The decision should take into account possible adverse effects on other parts of the BBC.
 - * The programme should have a good reason, something stronger than its own convenience.

It is worth explaining to those setting embargoes that deadlines convenient to newspapers frequently do not suit broadcasting.

2. Embargoes and the Public Interest

It is extremely important to respect embargoes attached to government White Papers and other parliamentary documents.

- * By breaking them journalists run the risk of being in breach of parliamentary privilege.
- * Embargoes must also be observed when placed by public bodies (e.g. the Bank of England) when adverse outside effects (e.g. in the money markets) could follow from premature publicity.

3. Proper Response to Broken Embargoes

When another media organisation has broken an embargo the proper course of action for BBC journalists depends on

- * whether the extent of the coverage would make a lack of BBC coverage seem wrong; and
- * whether the embargoed document is already in the BBC's possession.

If the document has been received we may in honour continue to be bound by an embargo others have broken.

4. Embargoes on the advance texts of political speeches may sometimes be treated differently.

- * Many politicians are prepared for journalists to quote a proposed speech before actual delivery.
- * Our political staff can usually advise on whether the embargo is really intended to prevent advance publication.
- * When extracts are used in advance we must make it clear that the speaker is 'expected to say'.

Programme makers must also be wary of politicians who issue advance texts which are subsequently modified before delivery. It is always advisable to check where possible that the speech as delivered corresponds with the advance version.

5. Details of visits by VIPs may be embargoed for security reasons.

- * It is important to observe these.
- * Time and precise location are usually the details embargoed so that general advance information can be given.

20. IDENTIFICATION IN CRIME CASES

- * The names or addresses of children involved in juvenile court proceedings may not be revealed unless the court decides otherwise.
- * The identity of a rape victim may not be disclosed once an allegation of a rape has been made, unless the victim gives her written consent or a court decides.

It is BBC policy not to reveal the identity of victims of sexual crimes at all except on the rare occasions when the victim may wish to be identified or when there is some other overriding justification.

- * The defendant in a rape case is no longer granted benefit of anonymity.

There are cases in which a judge or magistrate rules specially that the identity of one or more of those involved, including witnesses, may not be reported.

- * A breach of such ruling would be contempt of court.

In all cases where anonymity is called for it is important that an individual's identity is not unwittingly revealed by the reporting of incidental details, such as age, physical attributes, location or relationship to someone else involved.

- * It may be that a detail mentioned in one report would not, of itself, reveal a person's identity but does so when taken in conjunction with a different detail reported elsewhere.
- * It is, therefore, always better to err on the side of caution.

All BBC outlets should act as far as possible in concert.

21. IMPARTIALITY

1. Impartiality lies at the heart of BBC programme making.

- * **The BBC must serve the nation as a whole.**
 - * **This means recognising the differing tastes, views and perspectives in millions of households.**
 - * **They have to be served through a very diverse range of programmes.**
- This requires effort and imagination. All programme departments should attend to all significant activities and trends in their area and include them in programmes.

The makers of objective factual programmes need to be most scrupulous.

- * **News judgements should be informed by the best expertise.**
- * **Treatment of a story must involve depth of inquiry.**
- * **Beware of easy and prevalent assumptions.**

It is often necessary to report the opinions of institutions and major participants in a dispute or story; but good reporting should go beyond that.

- * **It should offer the audience an intelligent and informed account which enables them to form a view.**
- * **A reporter may express a judgement, but it must not be prescriptive, or fail to take account of other views.**
- * **Judgement is most appropriate when offered with the authority and credibility of an experienced correspondent or commentator, and when it is backed with clearly presented evidence.**
- * **It must be recognised as perceptive and fair by the audience.**

Viewers and listeners should not be able to gauge from impartial BBC programmes the personal views of presenters and reporters.

- * **Presenters, reporters and other impartial participants in programmes should not give the impression that they have prejudged the topic being dealt with.**
- * **Editors, producers, writers and other programme makers with editorial responsibility should not be publicly identified with particular views relevant to their programmes.**
- * **Scripts and questions in interviews should not state or imply relevant personal opinions. They can include subjective comments which help to explain or analyse issues so long as they do not state or imply a personal conviction.**
- * **Pictures, including graphs and other television illustrations, should be chosen impartially, as should radio actuality.**

2. Impartiality Over Time

An impartial journalist does not necessarily have to ensure in a single programme or news item that all sides have an opportunity to speak. A narrow focus may be appropriate. But a sense of impartiality will dictate the way the story is told and the questioning of those who are interviewed.

- * **Programme heads, editors and correspondents must ensure that over a reasonable period of time they have done justice in their area to a range of views and interests.**

*** It is not sufficient to claim that other unconnected programmes or media will ensure that balancing views will be heard.**

There are also times when all main viewpoints should be included in a programme, either because it is not likely that the BBC will soon return to the subject, or because the issues involved are of particular sensitivity and urgency.

3. Complex issues in which serious and contentious allegations are made will need the most careful treatment. In news and magazine programmes using short reports a total treatment will normally be built up piecemeal over a period, according to developments.

In-depth programmes need a clear overall intention from the start.

- * They should aim to consider all sides in one programme or in a planned series.**
- * Even if all aspects cannot be examined in detail they should all be reflected.**
- * Any examination should have a strong sense of context.**
- * Normal resources may be inadequate. Additional reporter, producer and researcher effort should be considered. The team must have had enough time to examine the subject thoroughly.**
- * When the material has been gathered, more time than normal may be needed to put it into final form.**
- * High editorial levels should also be involved at an early stage.**

When a subject is highly contentious only manifestly impartial treatment will describe and analyse events reliably.

- * All aspects of the programme—script, questions to interviewees and selection of material—must persuade the audience that the issues have been explored fairly without bias or preconceived conclusion.**
- * Even small matters, especially when they accumulate, can seem to betray a position: unnecessary use of 'But . . .' or other expressions can seem adversarial or dismissive.**
- * The programme commentary must be very careful not to assert overall or detailed conclusions which are not strictly justified by the evidence.**
- * Eye-witnesses to complicated events, especially when the events are also short-lived, should not be taken as or portrayed as unquestionably reliable. Even trained observers will differ.**
- * An uncorroborated assertion by an eye-witness should clearly be presented as that.**
- * Any witness whose identity is not known and who will not make observations 'on the record' should be treated very sceptically, no matter who represents them.**

22. INDEPENDENT PRODUCERS

Programmes made by independent producers should satisfy BBC editorial standards. They must not be the means by which we transmit programmes less scrupulous than we would make ourselves.

When considering a programme from an independent which has already been made, it may be possible to improve it by re-editing or re-dubbing. If this cannot be done and if the programme is lacking it should be rejected.

It is best to take independent programmes which have been commissioned.

- * Make sure the producers realise they have to live up to the best BBC standards (and that they know what those standards are).
- * If the subject matter is sensitive the BBC internal referral system must be observed.
- * From the outset set a full programme proposal.
- * Stay close to the project so that the programme can be influenced as it proceeds: this avoids the BBC being presented with a 'take it or leave it' choice.
- * Independent producers may have sources of funds or other professional connections which could be an embarrassment: very often knowing about them disarms them, so independent producers should be asked to disclose relevant connections from the outset.
- * In television, producers should consult the relevant Managing Editor before agreeing any contract.

23. INDUSTRY AND BUSINESS

Normal industrial and business affairs are reflected by the BBC as part of national life.

- * There are many significant and interesting issues in work places other than disputes.
- * Programmes should not give the impression that industry and business are lesser forms of activity. They are central to our society.

1. Disputes and strikes form a small part of the total industrial picture but they make special demands on the BBC partly because they tend to have much public impact when they do occur.

- * Besides offering up-to-date information about the course of a strike and a sense of the scale of the disruption, we should set events in the context of the normal pattern of industrial life.
- * As strikes are divisive and feelings run high, reporters, presenters and all programme makers should exercise great care to avoid being thought to take sides.
- * Careless use of language can give an impression of partiality. Avoid loaded or emotive terms.
- * The bigger the dispute the more difficult it becomes to report comprehensively, partly because the issues tend to become overtly political as well as industrial.
- * Even so the background, causes and issues must be explored.
- * Industrial stories are often extremely complicated and technical. The BBC has a Business and Economics Unit as well as other specialists in the field. They should be consulted.

24. INJUNCTIONS

An injunction is a legal order by a judge that a party should do or should not do specified things. In Scotland injunctions are called interim interdicts.

Anyone, individuals or organisations, can seek an injunction if they believe their interests or reputation are about to be damaged by a programme. Applications are often associated with claims for defamation of character, breach of contract or breach of confidence. Programmes dealing with the conduct of public persons and organisations are particularly liable to action.

- * Applications for injunctions are usually heard privately in chambers but can be in open court.
- * They are often made at the last minute.
- * They may follow exchanges with the programme makers or can come with little or no warning.

- * They can be granted and conveyed over the telephone outside court hours, say during the night or at the weekend.
- * An interim injunction can be sought 'ex-parte', that is without giving any notice to the broadcasters or their lawyers.
- * Such an injunction will usually continue in force for only a few days, giving the programme the opportunity to apply to the Court to have the order discharged or varied.

A successful application for an interim injunction can have the effect of preventing the broadcast.

In deciding whether to grant an injunction the judge considers the nature of the order sought, assesses whether damages are likely to be an adequate remedy if the applicant eventually wins the case, and determines whether, pending a full trial, the potential damage to the applicant of not making an order would be greater or less than the potential damage to the broadcaster if an order is made.

In libel cases, interim injunctions are not usually granted if the programme maker swears on oath that there is enough evidence to substantiate the proposed broadcast.

The courts in Scotland apply a different test in deciding whether to grant interim interdict. The Court has to be persuaded that the pursuer (plaintiff) has a prima facie case in law and the 'balance of convenience' favours granting interim interdict.

- * Appeals can be made to have injunctions discharged or varied.
- * At any time the successful applicant may be persuaded that the programme with changes would do no harm, so allowing variation or discharge by agreement.
- * The interim injunction, if sustained, remains in force until the full hearing of the applicant's case which could be months or years later.
- * If the full hearing then decides in favour of the applicant the injunction will be permanent.

Most injunction cases, however, never get beyond the interim stage.

- * For the programme maker the delay imposed may frustrate the entire programme objective.

The injunction procedure requires lawyers for the programme to move urgently. The time to research the background and substance of an application may be severely limited.

- * Programmes must therefore be ready at short notice to provide the necessary information and support to enable all arguments and defences to be put to the court on their behalf.
- Some injunctions prevent any programme or broadcast giving certain or specific information e.g. the identification of children in wardship or child care proceedings.

Breach of an injunction is viewed seriously by the court. A fine or a prison sentence or both can be imposed.

25. INTERVIEWING

Interviewers are as much in the spotlight as those they interview. They should ask the questions which an intelligent and independent-minded member of the audience would want answers to. Persistence is often called for, harassment is not.

Deference is not wanted, courtesy is.

- * Interviewers may properly express to interviewees what they take to be the thinking and feelings of the public.
- * But these feelings should not usually be projected as their own.
- * Interviewers should be very careful not to seem to be taking a stand on matters of public controversy because of carelessly worded questions or loaded inflexions.

The acceptability of a particular interview depends on the particular interviewee, subject matter and context. What is acceptable in one instance may be unacceptable in another -when, for example, the interviewee is disturbed, distressed or otherwise vulnerable.

A reporter's or a presenter's approach can imply a judgement of an interviewee as powerfully as a line in a script. Techniques like 'chasing with the camera', the unacknowledged recording of telephone calls and car-door interviews should be justified by a clear public interest and used only when important material could not have been obtained in any other way

26. LAW AWARENESS

The BBC's Corporate Legal Training Programme (or Legal Roadshow) is designed to ensure that programme makers are familiar with the law as it applies to broadcasting. It is a series of seminars for producers and editors, or their equivalent, across all areas of radio and television.

- * Each seminar includes videos on contempt and libel.
- * They touch on other subjects such as obscenity, court reporting, the law of confidence, reporting of Northern Ireland, Data Protection, Official Secrets and sponsorship and advertising.

Arrangements for producers to attend can be made through Heads of Department.

27. LAW: GENERAL

Aspects of the law are referred to elsewhere in the appropriate sections of these guidelines. These references cannot be comprehensive as there are many different ways in which the law may apply to factual programmes. **It is for staff to make sure that they comply with the requirements of common law and statute law and that they readily consult The Solicitor's Department**

The Law in Scotland and Northern Ireland.

Scottish law and legal institutions are radically different, in many respects, from those of England and Wales. There are also lesser differences in relation to the law in Northern Ireland. (See following pages.)

1. The most important general rule, whether it is a matter of law in England or Wales, Scotland or Northern Ireland, is to consult The Solicitor's Department in any case of doubt or difficulty.

- * When consulting BBC lawyers give them as much time as possible to consider the case. Many legal matters are extremely complex.
- * Sometimes the legal consultation should start as soon as the programme or item is conceived.

- * Give all relevant information. Don't withhold anything because you think it might be editorially embarrassing.
- * Lawyers can give only advice and decisions on the law. It is not their job to decide whether an aspect of a programme should remain. Editorial people bear the responsibility for programme content.

Disagreement between programmes and lawyers must be referred within the Directorate. If a programme is to go ahead against legal advice CEP should be informed wherever time permits.

28. LAW: NORTHERN IRELAND

1. Programme makers in Northern Ireland may be more likely than their colleagues in the rest of the United Kingdom to come into conflict with criminal law. Any person having information which could help the police in relation to a serious offence is legally bound to give the information.

* Failure to do so is a criminal offence.

* Charges of withholding information are familiar in Northern Ireland.

This can give rise to a conflict between the programme maker's duty as a law abiding citizen and the duty to protect confidential sources. This conflict can only be resolved by the individual who should remember that the courts do not allow such confidential relationships to stand in the way of justice.

2. Criminal Cases

There are no juries for criminal trials relating to terrorist offences in Northern Ireland because of the risk of intimidation. Judges decide conviction and sentence. There are jury trials for other crime.

3. Magistrates' Courts

Special provisions apply to reports of preliminary proceedings.

* The opening statement for the prosecution cannot be printed or broadcast.

* Where objection is made to the admissibility of any evidence the court may order that such evidence and any discussion relating to it shall not be published.

* The court may also order that any part of the evidence shall not be published if it considers publication would prejudice the trial.

4. Contempt

The Contempt of Court Act 1981 applies to Northern Ireland.

5. Sexual Offences

The law which grants anonymity to rape victims applies to Northern Ireland under the Sexual Offences (NI) Order 1987.

6. Rehabilitation of Offenders

The law which forbids mention of certain offences after certain periods also applies to Northern Ireland under the Rehabilitation of Offenders (NI) Order 1978.

7. Race Relations

In Northern Ireland, provisions of a similar nature to the Act of 1976 apply to publications which may stir up hatred on grounds of religious belief, colour, race, ethnic or national origin. Those are imposed by the Prevention of Incitement to Hatred Act (NI) 1970.

Further Advice

Consult the BBC in Belfast and The Solicitor's Department in London. They can put you in contact with lawyers in Northern Ireland.

29. LAW: SCOTLAND

1. The legal system in Scotland is different from that in England and Wales. Programmes which ignore this damage the BBC in the eyes of its audiences in Scotland and might well incur punishment in the Scottish courts. Here are some differences:

- * There are no Magistrates' Courts in Scotland.
- * The nearest Scottish equivalent is the Sheriff Court -not the Sheriff's Court.
- * In criminal cases, the superior Scottish Court is known as the High Court.
- * A criminal jury in Scotland consists of 15 people.
- * There is no appeal to the House of Lords in Scottish criminal cases; there is in civil cases.
- * The main civil court in Scotland is the Court of Session -not the Court of Sessions.
- * There are no inquests in Scotland and no coroners. Instead there are fatal accident inquiries conducted by a sheriff.
- * Scotland has 'interdicts' rather than 'injunctions'.

2. Contempt

Scottish courts take a very stern view of contempt. This applies to programmes made outside Scotland but heard or seen in Scotland as well as to programmes made in Scotland for Scotland.

- * There must be no publicity which may prejudice a person's trial.
- * Publication of pictures of accused persons is generally not allowed and any pre-trial publicity is risky.
- * Even when material is issued by the police, it cannot always be published without risk.
- * Prompt and severe punishment is given to offenders.

3. Juveniles

There are no Juvenile Courts in Scotland.

- * There are informal proceedings called Children's Hearings, at which the policy is treatment, not punishment.
- * Children involved in court proceedings may not be identified, even indirectly.
- * Scottish law goes significantly further than English law in protecting the young.

The Law Society represents solicitors in England and Wales. There is a separate Law Society for Scotland.

Further Advice

There are many other differences. Consult the BBC in Scotland and The Solicitor's Department in London. They can put you in contact with the BBC's lawyers in Scotland.

30. LIBRARY MATERIAL

Library material is useful in recalling specific people or events, and as illustrative material when there is no 'on the day' coverage.

- * Pictures and sound from the library must never be used in a way that might give a misleading impression of when they were recorded.
- * Where such a risk exists the use of library material must be acknowledged in the script or by use of a superimposed identification, or both.

The need for identification varies.

- * A story about Concorde making a profit may honestly be accompanied by library pictures of Concorde in flight without marking the pictures as library material.
- * Specific events are different. If Concorde burst a tyre that morning library pictures of the plane in flight must be marked clearly as such.
- * Sometimes library film will need to be fully dated, sometimes only the month, the year or simply 'last week' will be appropriate.
- * Take care when using library film of specific past events to illustrate similar current events. Library material from, say, a riot or a famine must always be clearly identified for time and location.
- * Library pictures become dated. Snow on the ground in July, or Big Ben shrouded in tarpaulins which have since been removed do nothing for the credibility of our programmes.

The greatest danger in using out-of-date library material is that offence or embarrassment may be caused to individuals who were once unlucky enough to find their way into the library: the same man has been shown being breathalysed many times. Worse, we have shown someone who is no longer alive, to the distress of relatives.

It is important to check whether information contained in library material is still valid, and whether opinions expressed are still held by the people concerned. Producers of the original material should ensure that any special conditions attached to its use are logged with the appropriate library.

Finally...

Consider whether the story really needs library illustrative material: television library material often adds nothing other than moving pictures.

At all costs, make sure the viewer is not misled in any way.

If library material is used, and there is some uncertainty about whether it should be labelled, follow this maxim:

IF IN DOUBT, POINT IT OUT

31. MATERIAL FROM NON-BROADCASTERS

Programmes sometimes receive recorded material from people or organisations not connected with broadcasting. This material can be valuable or undesirable.

- * Normal editorial consideration is appropriate for some such material, for instance an amateur video of earthquake devastation.
- * An amateur video or other recording of victims of a disaster or outrage will need to be judged in terms of sensitivity because it has been made by people without experience. It could be too explicit.

1. Material from illegal groups or about unlawful activities needs special consideration.

- * It should not be used for its novelty value.
- * To be justified in a programme it should provide information which is clearly of a kind the public should know about.
- * Normally such material should become part of a piece of inquiring and balanced journalism, not used in isolation without context or explanation.
- * Programmes should not enter into deals in exchange for such material. No payments should be made and it should be made clear, whenever possible, that the BBC will hand over or may be compelled to hand over the material to the police along with information about how it was acquired.

In all cases of material from non-broadcasters the source should be acknowledged in some way. An 'amateur video' can be labelled as such. Very often it will be a point in the story. Always with material from dubious sources and on some other occasions, an emphatic and continuing mark like a black border will be appropriate.

32. MINISTERIAL BROADCASTS

There is provision for two categories of Ministerial Broadcasts.

The first relates to legislation or administrative policies approved by Parliament where there is a general consensus of opinion.

- * The BBC undertakes to provide suitable opportunities for such broadcasts within the regular framework of its programmes.
- * There is no right of reply by the Opposition.
- * This category is now rarely used.

The second category relates to occasions when the Prime Minister, or a senior Cabinet colleague designated by the Prime Minister, wishes to broadcast to the nation in order to provide information or explanation of events of prime national or international importance, or to enlist public co-operation.

- * The official Opposition has an automatic right of reply although it is not required to exercise it.
- * If it does so, there is a third stage: a broadcast discussion on the issue between senior members of Government and Opposition.
- * The Aide Mémoire governing Ministerial Broadcasts also states that 'an opportunity to participate in such a discussion should be offered to a representative of any other party with electoral support at the time in question on a scale not appreciably less than that of the Liberal Party at the date of this Aide Memoire' (i.e. February 1969). This guidance is to be interpreted in the light of the political balance at the time of the broadcast.

33. MINORITY COMMUNITIES

Many sensitivities are involved. Above all, programmes should avoid reference to race or racial origin when it is not necessary.

- * Like people in all sections in society, members of ethnic communities should be treated as individuals, regardless of race or colour.
- * When a description is justified country of origin is preferable ... 'from Bangladesh', 'Indian', 'Turkish', 'Pakistani'.
- * **Remember especially, that members of ethnic minorities living in Britain are generally 'British'. Few are immigrants: many have known no other home and programmes need to try determinedly not to give any other impression.**
- * They can contribute to society in a wide range of activities and should be portrayed widely.

In race relations, the choice of vocabulary can be important. Phrases become loaded with value judgements and may imply approval or disapproval.

Sometimes 'black' is used to include 'Asian' but this is not satisfactory in many cases and opinion is divided amongst British Asians. Usually BBC programmes should refer to 'black and Asian people' -and not always that way round: use 'Asian and black people' as well.

For people of Afro-Caribbean descent the phrase 'black people' is better than 'blacks'. It reflects a desire not to be abrupt or dismissive.

Black people suffer considerably from stereotyped images: 'young and footloose on the streets' and 'on the wrong side of the law'.

- * Programmes must not fall into these and others as unthinking portrayals.
- * Programme makers need to be alert to the way contributors put things as well as to scripted references or the wording of questions in interviews.

Although programmes cannot redress inequalities in society, they should beware of failing to show Asian and black people in significant positions. As with members of other minorities there are many black and Asian doctors, teachers, bus drivers and lawyers who deserve to be shown solely as such.

34. NAMES IN COURT

The tradition in news reports of court cases of leaving out the title of the accused has eroded and in BBC reports from courts use of the surname alone should be rare.

- * It is acceptable to use forename and surname together without the title: Joe Bloggs appeared in court...
- * If preferred it can be 'Mr Joe Bloggs...
- * Subsequent references should be to 'Mr Bloggs...
- * The same must be applied to 'Mrs, Miss and Ms'

It is important to be consistent: as use of the title is now usual in BBC coverage, to leave it off will seem like an indication of guilt. When the court case is grim and the charges horrific, the rule must still apply.

It is acceptable to drop the honorific on conviction, as in 'Bloggs was fined'. It should be restored for reports during an appeal.

35. NATIONAL EMERGENCY AND MILITARY ACTION

At such times journalism may be constrained by questions of national security.

Matters involving risk to and loss of life need handling with the utmost sensitivity to national mood and feeling.

- * The public has, at the same time, a particular need for trustworthy news and measured assessment.
- * Good journalism will be based on all available faces.
- * The concept of impartiality still applies. All views should be reflected in due proportion.

36. NATIONALIST PARTIES

1. BBC political coverage must recognise the support in Scotland for the Scottish National Party and in Wales for Plaid Cymru.

- * **It is not enough to leave coverage to radio and television programmes in Scotland and Wales.**
- * They must be given attention in regular programmes for all of the United Kingdom: in Scotland and Wales these programmes constitute 70% of television coverage of news and current affairs.

Some particular points should be noted.

- * These parties sometimes dispute that they are 'nationalist'. This is a matter of judgement.
- * Both are certainly 'national' parties.
- * It is reasonable to refer to Scottish nationalists and Welsh nationalists.
- * But we should never call it the Scottish Nationalist Party.
- * Plaid Cymru is rightly very sensitive to any implication, which is usually inadvertent, associating it with violence such as against English owned holiday homes in Wales. So, guard against this.

2. Opinion polls conducted across the United Kingdom with normal sized samples of about 1,000 cannot do justice to the support for the two parties in their own country.

- * As people do not vote for them in England, much the biggest electorate, it makes no sense to state their support as a UK percentage. A small percentage of support in the UK hides the fact that in Scotland and Wales it amounts to much more.
- * When reporting UK wide polls, leave out the nationalist element or include it in 'others'.
- * Do not extrapolate from the Scottish and Welsh parts of UK samples. They are usually much too small.
- * We should look for and if necessary commission reliable polls exclusive to Wales and Scotland.

37. NEWS STAFF IN OTHER PROGRAMMES AND OUTSIDE

Reporters, presenters and regular contributors of impartial material to news and current affairs programmes must not compromise their independence or credibility. Risks include

- * simulating their normal role in fictional programmes:
- * publicly expressing or associating with opinions on contentious matters of public policy;
- * writing books, articles or letters to the press on programme or public matters; and
- * promoting products or organisations

The nature and seriousness of the risk will obviously depend on each individual case. Relevant programme editors must be consulted. In News and Current Affairs, managing editors should be consulted.

Contacts with the press relating to programme matters should be channelled through the appropriate publicity services.

There is fuller guidance in the booklet 'Outside Activities and Conflicts of Interest' which is available through Editors/Heads of Department.

38. NORTHERN IRELAND: GENERAL

1. The special circumstances of Northern Ireland require special guidelines. The consequences of bad judgements can be grave and motives are likely to be scrutinised very closely.

The advice in this section also reflects the determination of the BBC to do all it can to protect the people who work for it in the dangerous conditions of Northern Ireland.

- * Staff outside Northern Ireland must without fail seek advice from and discuss with local staff their programme plans affecting Northern Ireland, at all stages.
- * This does not mean that responsibility for the programme is passed to Northern Ireland, nor even shared it continues to rest with the originating department.
- * The need for referral and special consideration was increased by the Notice served on broadcasting organisations by the Home Secretary in October 1988. This imposes legally enforceable restrictions relating to Northern Ireland (which are explained in detail later).

Programme makers should always remember that life in Northern Ireland contains much more than violence and political strife. Factual programmes should reflect all aspects of life and society.

2. On-the-Day Journalism

The first contact point for all matters arising on the day in both news and current affairs programmes is the Head of News and Current Affairs, Northern Ireland (HNCANI) or, in his absence, his nominated

deputy. In cases of particular urgency or importance, HNCANI, with editor, News and Current Affairs, Radio or Editor, News and Current Affairs, Television, as appropriate, will refer to Director, News and Current Affairs and will inform Controller, Editorial Policy.

3. Longer Term Proposals

Ah proposals for programmes or programme ideas touching on Irish issues in general or on Northern Ireland in particular, must be referred to Controller, Northern Ireland who will liaise with CEP as necessary. In the absence of CNI consult Head of Radio UNI) or Head of Television (NI).

- * This referral includes proposals by daily current affairs programmes for longer term items, remembering that with these ENCAT or ENCAR must also be involved.
- * If the agreement of Controller NI is not secured, CEP should be informed and the matter referred to the Deputy Director-General.
- * Programme making contacts with BBC Northern Ireland at other levels, for instance when booking technical facilities, does not constitute a referral.
- * **It is very important that the BBC in Belfast is kept aware of the evolution of projects, including the inevitable changes which take place as ideas are developed.**
- * Sensitivities exist far beyond actual programmes, so consultation must extend to production and transmission dates, which can have a significance in Northern Ireland they do not have elsewhere.

It is the responsibility of the Editors of "Radio Times", "The Listener" and "London Calling" to ensure that material appearing in their publications conforms to understandings reached with Controller, Northern Ireland, and others. In addition, Heads of Presentation and Heads of Publicity, are responsible for ensuring that publicity, promotion and presentation are in the forms agreed.

39. NORTHERN IRELAND: A GUIDE

1. The United Kingdom is made up of Great Britain and Northern Ireland. Northern Ireland is the only correct name for that part. But 'Ulster' (really the name for nine Irish counties of which six are in Northern Ireland) is so widely used as a synonym that it is acceptable. 'Ulster' is particularly handy as an adjective.

- * Northern Ireland is a 'province' of the United Kingdom, not a country, so secondary references to 'the Province' are acceptable.
- * Some people call Northern Ireland 'the Six Counties'. The name has no legal or constitutional basis, and expresses a political viewpoint: we should not use it.
- * The people of Northern Ireland are by law British subjects even if some of them choose not to view themselves as such. They pay UK taxes, so when we talk about the cost of the Troubles to the 'British taxpayer' that includes the people of the Province.
- * The correct name for the southern part of the island is 'The Republic of Ireland', though 'The Irish Republic' is acceptable.
- * Some people call it 'The Irish Free State' or 'Eire'. The former is wrong, the latter is Gaelic and inappropriate: we should not use them.
- * Don't use 'The Twenty-Six Counties' for the Irish Republic or 'The Thirty-Two Counties' for all of Ireland. They express a political view.
- * Great Britain is not the mainland for Ireland. To say it is offends Loyalists and Nationalists, north and south of the Irish border all at once.

2. Army. We call it 'the Army' and its personnel 'soldiers', not 'The British Army' or 'British soldiers' when they are in Northern Ireland, unless to distinguish them from Irish Army soldiers in the same story.

3. UDR. The Ulster Defence Regiment is the biggest regiment of the Army. Some UDR soldiers are full-time, others part-time. The part-timers mostly live and work in the community, hence their vulnerability. We should avoid talking about 'UDR men' because it sounds too much like 'UDA men' (see below: use 'UDR soldiers' instead)

4. IRA. The Irish Republican Army. It's illegal north and south of the border (and in GB too). Originally called 'Provisional IRA' to distinguish it from the Official IRA (now defunct), it is acceptable to call them 'The Provisionals' -but never 'The Provos' nor 'PIRA'. We should not give pet names to terrorists.

5. UDA. The Ulster Defence Association. This Loyalist paramilitary organisation is not illegal though some of its members have been convicted of terrorist offences. It is one of the organisations covered by the Home Secretary's restrictions.

6. UVF. The Ulster Volunteer Force. It also is Loyalist. It commits acts of violence and is banned in Northern Ireland. It too is restricted under the Home Secretary's Order.

7. SDLP. SDLP is the main Nationalist party in Northern Ireland. It is the 'Social Democratic & Labour Party' not 'Social & Democratic...'. It is best not to keep calling it 'the mainly-Catholic SDLP': we do not usually call the Unionist parties 'the mainly-Protestant'.

8. Stormont. Stormont is a place. It's where Parliament Buildings are, where the NI House of Commons sat when there was one. There too is Stormont Castle, from which the Secretary of State for Northern Ireland and his Ministers run the Province. So 'Stormont' is sometimes used as a synonym for Government or the Northern Ireland Office.

9. Terrorists

Members of illegal organisations who bomb and shoot civilians are unquestionably terrorists. If there are occasions when that term is not appropriate use: IRA men, UVF men, killers, bombers, gunmen, murderers etc.

Paramilitary groups often adopt military structures and titles ('The Derry Brigade of the IRA', 'A Quartermaster in the UVF'). There is no reason for us to avoid these terms when they describe an organisation's structure or an individual's role in it. But be careful not to accord spurious respectability by using this terminology unquestioningly: **don't** speak of 'IRA volunteers' -we don't know why they joined. Only refer to 'active service units' if it is attributed.

10. Responsibility

Avoid 'claim responsibility' where possible. 'Accept' or 'admit' may be better. The best, and simplest, solution is to say 'The UVF say they did it' or 'the IRA say they carried out the bombing'.

11. Victims

All people who are killed or injured while they are not committing a crime are 'innocent'. If we call some such people 'innocent victims' it implies that others are somehow guilty. It's best to avoid the term altogether: a description of the circumstances will do the job. The taking of human life should not normally be called an 'incident'. It is a killing, or a murder, a shooting or a bombing. Ant beware of saying things like 'the bullets failed to hit their target': it can sound like an expression of regret.

12. Londonderry/Derry

It was originally Derry, but the name was changed centuries ago. Most Nationalists still call it Derry. So do most people of all persuasions who live there. Its official name is Londonderry, and many Loyalists make a point of using it assiduously. So we have a problem whichever we call it. The best answer is to call it by its official name at first, but subsequent reference may use the more colloquial 'Derry'

The context can help decide: when talking about Protestants 'Londonderry' is appropriate, and when talking about Catholics 'Derry' is better. It would be inappropriate to talk about 'The Londonderry Brigade of the IRA'.

However, there is no Bishop of Londonderry. The Roman Catholic bishop is 'The RC Bishop of Derry': but the Church of Ireland bishop is 'The Bishop of Derry & Raphoe'.

Whatever the problem, if in doubt **CALL THE BBC IN BELFAST.**

40. NORTHERN IRELAND: HOME SECRETARY'S ORDER, OCTOBER '88

A wide range of programmes is affected.

The notice aims to prevent Northern Ireland terrorists and people anywhere in the world speaking for or in support of them being heard in BBC and Independent programmes. It bans direct expressions of support for a number of specified paramilitary and politically associated organisations. They are the Provisional and Official IRA, INLA, UVF, Sinn Fein, Republican Sinn Fein, the UDA, Cumann na mBann (the Women's Movement), Fianna Eireann (the Youth Movement), Saor Eire (Free Ireland), Ulster Freedom Fighters (UFF), and the Red Hand Commando.

The Notice works against two categories of people

- * those who represent or purport to represent the Northern Ireland organisations named, and**
- * those who speak words of support for any of the organisations.**

Any person who represents one of the organisations cannot be heard in a programme in that capacity. This is so even if they would have talked on a non-violent topic.

- * People who in some situations represent one of the organisations may appear in other capacities: a local government councillor could, for instance, represent the council or one of its committees.**
- * Anyone at all who expresses support for one of the organisations is not allowed to be heard in a programme expressing that support unless the comments are made in Parliament at Westminster or by a person involved in an election campaign in the United Kingdom.**
- * If, for example, a United States Senator spoke in the Senate or any other American context**

in support of Sinn Fein a voice recording of his comments could not be used in our programmes.

- * The same applies to an MP speaking outside the House of Commons.
- * It applies to ordinary members of the public.

Anyone, including representatives of the organisations, can be quoted in reported speech.

- * Pictures of them speaking can be shown but the words must be spoken in voice-over by reporter or presenter, or shown in caption.
- * Television could show pictures of say UDA demonstrators waving banners of support for the UDA.
- * The sound would have to be cut if they chanted support for the UDA.

Other aspects:

- * Programme makers should remember that actuality from the European Parliament is not exempt from the restrictions, nor is actuality from courts.
- * As in other cases though, proceedings in the European Parliament and in courts can be fully covered in reported speech.
- * Library material is also restricted.
- * Reconstructions using actors and works of fiction are exempt, as are Irish rebel songs in genuine performances.
- * Live programmes, especially phone-ins and those with studio audiences, must always be ready to stop anyone who starts to speak in support of any of the organisations.
- * Generalised comments about or even in favour of terrorism in Ireland or about Irish republicanism are not prevented.

When a programme or programme item is materially changed in accordance with the Notice it is right to alert the audience to the fact. The form of words used should be clear and as specific as possible about the nature of the change.

When something is not in conflict with the Home Secretary's Notice the normal process of referral must still be followed.

41. NORTHERN IRELAND: SPECIAL LEGAL CONSIDERATIONS

The provisions of the Criminal Law Act (Northern Ireland) 1967 and the Prevention of Terrorism Act, greatly extend the obligations of all citizens to provide information about, and to refrain from dealing with, criminals or terrorists in Northern Ireland.

- * There is no exemption for journalists from these obligations.
- * The Northern Ireland (Emergency Provisions) Acts could also have an important bearing on programme makers.
- * Editors of programmes dealing with Northern Ireland matters should take advice from The Solicitor's Department before attempting to pass through what is a legal minefield.

42. OBITUARY PROCEDURES

There are established procedures, under the control of Network Presentation, for handling the sudden or unexpected death of members of the Royal Family, certain British political leaders and foreign heads of state and heads of government.

In both radio and television staff must liaise with their (Duty) Presentation Editor. all regional newsrooms must also refer to Network Presentation.

43. OBSCENITY AND SWEARING

Swear words cause offence . There can be no absolute rule for programmes but judgements must consider

- * the programmes and the context in which the words or pictures occur;
- * the network and time of transmission;
- * the subject matter; a programme on AIDS, for example, may necessarily include material that is offensive to a significant section of the public.

In cases of uncertainty, reference to editors or heads of department is essential. With four letter words it is mandatory. The BBC booklet 'Taste and Standards in BBC Programmes' discusses these matters in greater detail.

44. OFFENCE AND OUTRAGE

The BBC seeks to report impartially in all circumstances. But in aiming to record all pertinent events and opinion--say in covering affairs in South Africa or in Northern Ireland--journalists will on occasion want to report on or to interview those whose views will offend many in their audience, and in rare instances may cause outrage.

- * In such conditions, the journalists and those above them must, after due referral, be convinced that there is a material public interest to be served.
- * The risk of offence is often outweighed when a better understanding of the events and issues involved would be achieved.
- * The manner of such reports must be made with due sensitivity to the public mood

Questioning should not be hectoring.

- * It should express firmly and unmistakably the convictions and reservations of those to whom offence may be caused.
- * The answers should be subjected to proper scrutiny.

Some events greatly raise the level of emotion making it harder for an audience to accept an impartial programme which would be found illuminating at another time. Difficult material may, nonetheless, be germane in the circumstances and programme makers should not shy away from broadcasting it. Careful consideration should always be given, though, to the timing and tone of such programmes.

45. OLDER PEOPLE

People who have retired from their jobs often feel that society has pushed them to its margins. Yet there are nearly 12 million people of 60 or over in the United Kingdom, very many of them involved in a wide range of activities. They are growing in number, absolutely as well as proportionately, and they are becoming more important in a variety of ways.

- * Programmes make a serious mistake if they seem to fix on an 'enfeebled' or 'nursing home' image.
- * They should reflect the overall reality as well as individual cases.
- * Older people should not be dismissed as 'the old' or 'the elderly' or worse 'the old age pensioners' and 'elderly and confused'

46. OPINION POLLS

1. Opinion polls are good at reflecting attitudes and trends; they do so broadly and our coverage and use of them should reflect this. There are different types.

- * **Traditional polls** are conducted nationally, in face to face interviews, each having a separate sample of 1-2,000.
- * **Telephone polls** have the advantage of avoiding any geographical clustering, but the fact that they involve only telephone owners has to be taken into account.
- * **Polls using panels** run the risk that in the process of being continually questioned panel members may become conditioned and therefore untypical.
- * **A poll of poll** combines the results of a number of like polls and is updated as new ones appear. When properly calculated it should be as trustworthy as any poll can be.
- * **A rolling poll** collects its sample over a number of days - say 200 people interviewed each day to provide a sample of 1,000 over five days. It should be reported only on the fifth day when the complete sample has responded.

All polls are fallible. There is a recognised margin of error of up to plus or minus three per cent. A six per cent lead, therefore, could actually be a dead heat. There is also the risk of a rogue poll in which the results are wrong by more than three per cent, sometimes much more. A single poll which indicates significant shifts in attitude should be treated with suspicion.

Watch the level of 'don't knows'. In polls of voting intention the 'don't knows' usually form between 10 and 15 per cent of the sample. If the figure is higher it could indicate an abnormally volatile electorate.

2. Reporting Polls

- * **Polls can give a valuable indication of social attitudes but we should report them as indications rather than hard evidence.**
- * **Polls must be seen in relation to earlier published polls: they are most valuable when seen as part of a trend, a dot on a graph. The perspective should go back over the longest relevant period; in elections at least to the beginning of the campaign.**
- * **Polls which diverge sharply from a previous trend might have detected a sharp change, or they might be wrong. The audience should be appraised of both possibilities.**
- * **Polls of voting intention should be handled with especial care. A small difference between**

- political parties (well within the margin of error) can have important electoral implications
- * Don't make too much of a single poll and mention the margin of error from time to time.
 - * Polls are uncertain; they 'suggest' or 'indicate: they do not 'prove' or 'confirm' or 'reveal'.
 - * Attribute polls to the organisation that did the work and to their commissioners; report fieldwork dates and sample size.
 - * For the sake of fairness all national polls of political support carried out by the big six organisations (Gallup, ICM, Harria, MORI, NOP and Audience Selection) should be reported
 - * Beware of misleading headlines about the latest poll; prepare reports from the fullest available version of any poll.
 - * Take care when presenting poll results on television: a graph base line at say, 15 per cent diminishes the impression of support for a party with 20.

3. Commissioning Polls

Any poll for the BBC must be carried out by a reputable polling organisation within the terms of the Code of Conduct of the Market Research Society. This applies to polls of any kind, fact finding as well as opinion polls.

- * The advice of the BBC's Broadcasting Research Department (BRD) must be sought before commissioning any poll.
- * It is best to call in BRD very soon after a programme has decided it would like a poll.
- * BRD's job is to advise whether the intention is reasonable and is going to be carried out reputably.
- * BRD may also need to advise on the presentation of results.

Any disagreement between BRD and the programme has to be referred to Chief Political Adviser.

Any programme wanting to commission a political poll must refer to Chief Political Adviser. The cautions in these guidelines about the nature of polls, their fallibility and the care to be taken in reporting them apply in full measure to polls commissioned by the BBC. Programme money invested in a poll does not mean that the BBC poll is better or more reliable, and from that standpoint it does not warrant greater prominence than any other poll to which the BBC has detailed access.

Approaches to BRD should be to Head of Broadcasting Research or his Head of Special Projects.

47. OPPORTUNITY FOR REPLY

On rare occasions there will be a conflict of fact or opinion on a controversial issue of public importance in which expert opinion is adduced of a programme's inadequate, inaccurate or unfair exposition of a topic.

- * It is only in relation to such a rare circumstance that consideration will be given to the possibility of mounting a 'special' programme of rebuttal.
- * Proposals for special programmes must be referred to DG through Managing Directors and CEP.

Many cases of complaint are dealt with by regular programmes which allow listeners and viewers to air their views.

48. OVERBLOWN LANGUAGE

Broadcasting does not need overblown language. Plain, simple and direct words serve our purposes without resort to strident or 'pushy' terms. Simple language is often fairer, too.

- * Were people really 'summoned' to a meeting? Perhaps they were just 'called', or even more mildly, were 'asked' to come.
- * 'Probe' should usually give way to 'investigate' or 'examine'.
- * Instead of 'crucial' try 'important'.
- * We should follow good, ordinary speech in saying 'attempt' or 'try' rather than 'bit'.
- * 'Secret' is usually enough; 'top secret' is too much too often.
- * We tend to report too many 'clashes' especially at Question Time in the Commons.
- * Request' is usually better than 'plea'.

Many more examples are given in various BBC newswriting guides. The general point is that for normal purposes in speech on television and radio ease of expression conveys meaning best.

Be very sparing with clichés. They are often unconvincing and can imply that the thinking behind them is hackneyed too, or non-existent. This applies to visual as well as verbal clichés.

49. PARLIAMENTARY BROADCASTING

1. The BBC has always made a practice of reporting the proceedings of Parliament.

- * The Licence and Agreement requires 'an impartial account day by day by professional reporters of proceedings in both Houses of the United Kingdom Parliament'.
- * 'Today in Parliament' and 'Yesterday in Parliament' on radio date from 1945.

From the autumn of 1989 until the summer recess in 1990, there will be an experiment in televising the Commons.

- * The television feed will be provided to the broadcasters by the House of Commons Broadcasting Unit Ltd.
- * It will work to rules of coverage set out in the Select Committee report.

2. General Guidance on the Use of Recorded Material

These considerations apply to television and radio programmes using the sound feed, the Commons signal during the experimental televising from October '89 to July '90 and the House of Lords coverage.

- * No serious information programme should have undue difficulty in making sensible use of actuality. The guidance of the Political Unit is always available.
- * The only substantial editorial restriction imposed is that live or recorded material should not be used in 'light entertainment programmes or programmes designed as political satire'.
- * In practice the BBC has undertaken that recorded actuality will be used only in news and current affairs programmes and for educational purposes.
- * Additionally, the Lords and Commons Select Committees on Sound Broadcasting have agreed that actuality can be used in magazine programmes which contain music or humorous features provided that the different types of item are kept separate.

- * It is specified that no extracts of televised proceedings may be used in any form of advertising or publicity, other than in the form of programme trails. The same applies to sound only.
- * Internal editing is to be avoided: discontinuous extracts are not to be 'butt-joined'.
- * Material recorded during the 1975 sound broadcasting experiment can be used.

3. Some Specific Restrictions

Recording or broadcasting of sound or commentary is **not** permitted during an adjournment or suspension, or in the Commons during a Royal Commission (except the State Opening).

- * Judicial proceedings in the House of Lords may not normally be recorded or broadcast, although special and exceptional permission has been granted.
- * Party Political Broadcasts may not contain recordings of parliamentary proceedings.
- * Television actuality may not be supplied by the BBC to other broadcasters. House of Commons Broadcasting Unit Ltd. has responsibility for the provision of the television signal from the House of Commons to broadcasters and other users subject to the permission of, and under conditions prescribed by, the Select Committee on Televising.
- * Exceptions for sound broadcasting can in practice be made for material already broadcast by the BBC, which can be recorded 'off air'.
- * Most major broadcasting networks from other countries have been authorised to receive live sound 'clean-feed'.
- * Cassettes or similar recordings containing actuality material may be provided to outside individuals for personal use only and not for rebroadcasting.
- * Broadcasting of Commons proceedings must not 'so far as practicable' include interruptions from the Strangers' Gallery.
- * Actuality of interruptions can only be broadcast if it is an unavoidable accompaniment to MPs' words which are being broadcast on their merits.
- * The Lords have not imposed a formal ban, but take a similar view. Live broadcasts are unlikely to be affected, but Managing Editor, Politics should be informed of any proposed use in edited excerpts.

4. Coverage of Committees

Sound coverage of Select and Standing Committees sitting at Westminster or away from Westminster may be recorded and broadcast. The office of Managing Editor, Politics must be consulted in advance to ensure that the recording can be made since not all Committees can be recorded simultaneously.

During the experimental televising of the Commons, from November '89 to the summer recess '90, Commons Committees may be televised subject to the following rules.

- * Organisations wishing to film Committee proceedings should apply for inclusion on a 'List of Approved Operators'.
- * Any organisation wishing to broadcast a Committee meeting should itself film that meeting if it is able to do so.
- * Only one designated operator, using not more than three cameras, should be allowed to film in any Committee room at any one time.
- * A pooling arrangement should be agreed by all potential customers for televised Committee coverage.
- * Organisations wishing to cover Committees live should finance and equip the operation

themselves; they should have priority in access to Committee rooms over those wanting to record; and they should not be able to impose their extra costs on customers seeking recorded material.

- * The cameras should not be excluded from any meeting which is open to the press and the public.
- * Private Bill Committees and Select Committees on hybrid bills cannot be televised.
- * Lighting should be switched off or dimmed only in extreme circumstances and at the direction of the Chairman of the Committee.
- * Cameras should remain in position throughout a meeting.
- * No filming is to be permitted in Committee rooms before or after meetings, or in the Committee Corridor.
- * The broadcasters ought to abide by the spirit of a requirement to film the whole of a meeting of a Select Committee which is to be televised, at least to the extent of covering the whole of the evidence of one set of witnesses.
- * The statement of objectives and the rules of coverage for the Chamber should in general apply to Committees.
- * The inclusion of members of the public in shots of witnesses before a Select Committee should be kept to an absolute minimum.
- * Reaction shots of witnesses before Select Committees are allowed.
- * In no circumstances should close-ups of Committee staff, the press, the shorthand writers or officials be shown.
- * The privacy of papers belonging to Members, witnesses, officials and Committee staff should be strictly observed.
- * The director should avoid giving undue prominence to any disturbances in the public gallery in Committee rooms, so far as is consistent with the accurate reporting of proceedings.

5. House of Lords: the Television Agreement

Since 1986 the House of Lords has allowed the televising of its proceedings and its Committees when sitting in public, subject to the consent of the Lords Select Committee on Broadcasting. The Agreement includes the following terms.

- * The agreement is between the broadcasters (the BBC and ITN) and the House of Lords. All pictures recorded and transmitted, regardless of whether by the BBC or ITN, must be made available to both if required.
- * The broadcasters must notify Black Rod or Yeoman Usher of the Black Rod of their plans and intentions. For the BBC's purposes this should be done through Managing Editor. Politics who, in any case, must be notified of all television plans.
- * There are five agreed camera positions in the Lords' Chamber for outside broadcast use and only one of the two broadcasting organisations (BBC or ITN) can use these at any time.
- * In addition there are two agreed PSC/ENG camera positions in the side galleries for covering a particular event or speech at less cost.
- * All camera crews working in the Chamber must wear suits.
- * When shooting or editing, cutaways should be contemporaneous or, if this is impossible (e.g. if only a single camera is being used) should be in the form of wide shots; documents and papers may not be shot in close-up; no shots may be taken of the galleries; internal editing is to be avoided; as with established radio practice discontinuous extracts are not to be 'butt-joined'; prayers, government statements

(except when they originate in the House of Lords) and judicial hearings may not be recorded or broadcast.

* Names of staff involved must be given to Managing Editor, Politics as far in advance as possible so that the necessary passes may be requested.

6. Qualified Privilege

* An action for defamation (libel) is unlikely to succeed in the case of an accurate report or a live broadcast of remarks by a member of either House during the course of parliamentary proceedings.

* However, defamatory remarks uttered by Strangers (except in evidence to Committees) or by Members chatting among themselves, are not part of the proceedings and enjoy no privilege.

* A contempt of court in Parliament is not privileged.

* Any case of doubt or difficulty should be referred to Managing Editor, Politics who will consult with The Solicitor's Department and others as appropriate.

50. PARTY POLITICAL BROADCASTS (PPBs)

Each year the BBC offers limited broadcasting time to the political parties. The basis of the arrangements goes back to 1947 with an update in 1969.

* The allocation is agreed annually by representatives of the political parties, the BBC and the independent broadcasters.

* The number of broadcasts is based on the number of votes cast for each party at the previous general election but with the convention that the government and official opposition have the same number of broadcasts.

* The BBC has no editorial control over the broadcasts but requires them to keep within the law and observe accepted broadcasting standards.

Problems should be referred to Chief Political Adviser.

51. PAYMENTS BY PROGRAMMES

1. People with public duties, including politicians, should not be paid for straightforward news contributions. This covers interviews and other appearances closely connected with the news in news bulletins and news related programmes.

In grey area cases, payment should not be made unless it is the only way to secure an important contribution.

This guideline does not prevent payment for special or out-of-the-ordinary contributions by public figures.

2. As an additional general rule the BBC does not buy news stories or pay for news interviews with people involved in them. Exceptional cases should be referred to programme editors or Heads of Department.

* Fees can be paid when someone, including a public figure, has been significantly

inconvenienced in co-operating with a BBC news programme.

- * Such fees are a compensation not a payment for profit.
- * They should not be used to persuade reluctant interviewees.

This guideline does not rule out BBC payment in exchange for coverage of special events, for instance of an outstanding expedition.

- * Agreements on such events are best entered into in advance rather than competed for after the event.
- * The BBC should not always expect total exclusivity for what are likely to be newsworthy events: other news organisations may be allowed minimal access for news coverage.

52. PERSONAL VIEW PROGRAMMES

Factual programmes which allow a single individual or group to offer a coherent though partial view of a controversial matter are valuable. They impose obligations as well.

- * **Editors must ensure that while personal view programmes may be partial, they are also accurate and fair.**
- * **Opposing viewpoints should not be misrepresented.**
- * **A variety of challenging views should be presented over a period. When a platform is offered to an individual or group to propound a controversial view, other views must at some time be given or have been given in a BBC programme.**

It is not appropriate for a regular BBC presenter or reporter, normally associated with news or programmes related to matters of public policy to present a personal view programme on a controversial matter.

53. PHONE-IN POLLS

These may accurately be called 'fun polls' even when the subject is serious. An audience is a self-selected mass of people which is hardly ever representative of the population. When asked to give its views on a topic, usually by 'phone, a minority, again self-selected, responds. **The results of phone-in polls are not therefore scientifically based on representative samples even when large numbers give their view. We can know only that they represent the views of the people who bothered to call.**

So, above all

- * **programmes should give no impression that the phone-in poll is representative of the views of the people of the country. What 'the great British public' thinks may be different.**
- * **do not even say that the result is representative of the audience of the programme. We cannot know whether it is. It may one-sidedly represent the views of a few with strong opinions. Say instead 'Ten thousand of our listeners/viewers have given their views...and they are four to one in favour of...'**
- * **questions should be as neutrally worded as the context calls for. Slanted questions give slanted results.**
- * **programmes should not use phone-in polls on party political issues.**

Broadcasting Research Department is always available to give advice.

54. POLITICAL LABELS

Political labelling aims to help audiences understand complexities and nuances which are important in politics. At the same time, it can mislead or distract or imply judgements which should not be made by the BBC.

- * Descriptions of political or other groupings should explain accurately the position of the individual, group or party.
- * When a short label is not satisfactory, longer descriptions should be used.
- * News writers should take particular care over headlines and not resort to misleading short-forms for brevity's sake.
- * It is very important to avoid questionable value judgements: 'moderate' and 'extremist', for instance, often contain comment of a kind which conflicts with BBC impartiality

Programmes can seek advice from the BBC's Political Unit.

To give one organisation a regular label while not doing so with another can be unfair.

55. POLITICIANS IN PROGRAMMES

This guideline applies to the participation of politicians in current affairs and other programmes outside election periods.

- * There is no set formula which demands that politicians from any or all parties be invited to participate in particular programmes or items.
- * Programme makers should be concerned above all to do justice to their subject.
- * Choice of politicians will depend on the structure, style and intention of the item or programme as well as on the other, non-parliamentary, contributors.

1. There is, however, a requirement for editors to maintain within their respective programmes party political balance over a period.

- * The aim is to achieve a balance of Members of the House of Commons and House of Lords which reflects the support obtained by the political parties at the preceding general election.

A note should be made of occasions when a Member of Parliament has refused an invitation as distinct from being unable to accept it.

- * Normally -other than in an election context, involving candidates- the refusal or inability of one party to be represented would not justify denying another party the chance to take part.
- * Exceptionally, however, there may be circumstances so sensitive that the absence of one or more parties would have the effect of making it editorially wrong to proceed.

Members of Parliament are not normally paid when speaking about public affairs in news bulletins or programmes which closely follow the news.

2. Referral

Difficult and sensitive cases should be referred. Except in the case of news related interviews, department heads should be notified of programme approaches to

Government Ministers. Chief Political Adviser should be consulted about any intended approach to the Prime Minister or the Leader of the Opposition, and for network television programmes Assistant Managing Director Network Television informed as well.

56. POWERFUL PEOPLE: DEALING WITH THEM

When a factual programme airs an issue affecting powerful interests, including government, participants will often seek to negotiate the nature and the position of their contribution.

- * The structure and form of the programme must be determined by journalistic criteria and not in response to pressure.**
- * Unacceptable conditions must be rejected and if necessary the contribution foregone.**
- * In normal circumstances all sides are to be given due emphasis and tested with equal force.**

Both Ministers and their critics should be treated at arm's length and with dispassion

- * Cross examination should be firm but courteous.**
- * Interviewers should air all significant reservations or grievances.**
- * There should be uniformity of tone in the questioning of all sides.**

57. PREVIEWS OF PROGRAMMES

When outsiders are allowed to see and hear programmes before transmission it is usually for one of two reasons: to gain publicity or exceptionally to allow contributors or other involved parties to comment on matters of fact.

1. Previews organised for publicity should observe a few simple rules:

- * arrange them in conjunction with the appropriate publicity officer;**
 - * don't show them too far in advance of transmission;**
 - * try to show only complete programmes, not those which still need editing or other changes.**
 - * don't impose embargoes unless necessary or unless you are confident they will be observed -they tend to be a temptation to be broken; and**
 - * don't hype aspects of the programme in answering questions or in advance publicity.**
- Handouts should be as fair and as reliable as a good programme.**

2. Publicity previews of political or politically associated programmes can cause problems over newspaper 'follow ups' which run ahead of the programme: politicians may be asked to comment on a programme before it has gone out and as a result sometimes insist that they too should be shown the programme in advance. This is usually not acceptable because it is a quick way to undue interference.

- * Politically sensitive or controversial programmes should either not be previewed or should be shown to journalists close to transmission or only on the basis that the showing is for review purposes and that any follow ups must follow transmission.**

3. Programme makers sometimes find it convenient or helpful to allow contributors or people and organisations who have made facilities available to see a programme in advance of transmission.

- * This is done by agreement.
- * It is an exceptional, not a usual, measure.
- * No contributor or organisation has a right to the facility
- * The programme maker in agreeing to it does not surrender editorial authority and responsibility.
- * If an organisation featured in a programme is to be allowed a preview for purposes of responding in a considered way to press enquiries, this preview should be as close as reasonable to transmission .

4. When considering whether to allow an advance viewing of this kind bear in mind the following:

- * it always carries risks of attempted editorial interference;
- * it can be worth the risk if it means getting important interviews or accesses which would otherwise be refused;
- * it is acceptable in the BBC to agree that a contributor or other involved party should see only their part of the programme;
- * make it clear that the purpose of the preview is to identify and rectify errors of fact;
- * make it clear that matters of judgement are for the programme maker to decide;
- * make it clear that the programme maker retains the final editorial authority;
- * such agreement in advance of recording is always best in writing; and
- * written agreements of such matters should make the points above.

5. Occasionally organisations, and even more rarely, individuals will say that they will give facilities or will appear only if interviews are carried in full and also not broken up, or that they should not be used in any other programmes. These conditions are usually not acceptable.

It must be very exceptional indeed before BBC agreement is given to confine material to a particular programme. The normal rule is that material for one part of the BBC is, after the programme and sometimes before, available to all other parts of the BBC.

- * If you are tempted to agree to such conditions consult your head of department.
- * As a variation and slightly more acceptable, agreement may very occasionally be given for any subsequent use outside the programme to be notified to the individual or organisation.

58. PRIVACY

1. The BBC respects the privacy of individuals but recognises that intrusions may be justified when they serve a higher public good.

- * Generally to justify their inclusion in programmes people should have given their consent or should be involved in events which either occur in the public domain or affect members of the public in important ways.

- * **Public figures are different and our scruples should not prevent programmes from giving information about them which pertains in any way to public duties. The public should be given facts which bear upon the ability of public figures to perform their duties.**
- * **The BBC does not use 'foot-in-the-door' or other aggressive methods for the sake of human interest stories which serve no public good.**

2. Investigative or 'expose' programmes are concerned with activities or individuals which have important adverse effects on other people. This can justify methods which would otherwise be unacceptable as breaches of privacy.

- * **When someone acts in such a way as to affect someone else outside their private circle the act is not private and can validly be the subject of a programme in spite of objections from the individual.**
- * **People engaged in activities which are illegal or which are widely regarded as anti-social cannot reasonably claim the protection of privacy in connection with those activities.**

Even so, innocent people associated with wrong doers but not actively involved, have rights of privacy which are to be treated carefully.

- * **When victims or relatives of wrong doers wish to remain unidentified, programmes should have good reasons when going against that wish.**
- * **If they are contributors to programmes this may affect the contribution they make: they might, for instance, qualify for anonymity.**

The coverage of court cases is in a special class: the concept of open justice requires that with few exceptions all people involved, victims and witnesses as well as accused are dealt with openly.

3. One of the most difficult areas related to privacy concerns the coverage of victims and the relatives of victims of disasters and other violent events. Reports of plane crashes, for example, always rouse a body of opinion against 'invasion of private grief': interviews with victims in hospital beds and with grieving relatives are seen by some viewers and listeners as gross intrusions. Programme makers are thought to have behaved badly when in fact they have usually behaved with due consideration, but they do well to remember that in British culture grief is a predominantly private emotion. So, when dealing with disasters

- * **do not pursue victims or relatives unduly;**
- * **when an approach is rejected do not persist even though another news organisation may have been accommodated;**
- * **do not interview without agreement;**
- * **conduct interviews considerately and whenever possible away from the crush of news gatherers;**
- * **show as little as possible of the news gathering scramble;**
- * **keep tearful and distressed scenes to a minimum; and**
- * **a few explanatory words in the broadcast may prevent audience misunderstanding: 'cameras were allowed into the ward for a few minutes this afternoon'.**

59. PROGRAMME MAKING OVERSEAS

1. BBC representatives abroad should be kept informed of the plans and activities of programmes visiting their countries, and of approaches on very sensitive matters to those countries embassies in the United Kingdom.

- * Programme makers can keep the foreign correspondents informed either directly or through the appropriate Foreign News Editor or Intake Editor at Bush House if it is a World Service correspondent.
- * Non-news programmes should also refer to the news department for use of news facilities or correspondents.
- * World Service can offer substantial knowledge of overseas conditions and of foreign based contacts: consult the appropriate output Service.

2. Difficult Countries

If all of the making of a programme is openly conducted with the knowledge of the regime it is sensible to involve the correspondent as normal. If less than open methods are used correspondents usually need to be protected. There should be no suggestion that they have editorial responsibility for the programme.

- * In such circumstances programmes in News and Current Affairs should inform the relevant Intake/Foreign Editor and in all cases Controller Editorial Policy should be informed. CEP will liaise as appropriate.
- * Correspondents should not be consulted before, during or after the making of such programmes unless there are special reasons.
- * As far as possible the programme makers should avoid using camera crews or other operational people normally used by the news correspondents.
- * When transmission is imminent, preferably two weeks before, the programme editor should inform the Foreign News Editor who will brief the correspondent. Queries and criticisms in the country in question can then be handled effectively. The advice of Controller Editorial Policy may be helpful.

3. International Relations maintains a number of facilities to assist programme making abroad, including the 'Guide to BBC Offices Overseas', the fortnightly bulletin 'Who's Going Where' and the 'Feedback' information service -contact Senior Assistant (Briefing) International Relations.

60. RACIAL MATTERS

Difficult decisions can arise in the coverage of marches or meetings with racist overtones or with programmes and items in which racial issues are handled. Programme makers need to be sensible and sensitive, to meet the professional requirements of objectivity and accuracy, without causing offence whether moral or legal.

1. Legal Restraints

- * The Race Relations Act (1976) makes it an offence to use in any public place words which are threatening, abusive or insulting in a case where hatred is likely to be stirred up against

any racial group. This could cover words heard over the radio (The same provision applies to written matter which is published or distributed.)

- * The consent of the Attorney General is needed before a prosecution can be brought. Experience since the Act came into force suggests that a clear danger to the public peace would need to exist for an action to be brought against the media.

2. Objectivity and Accuracy

- * Normal programme standards apply to the coverage of racial questions.
- * Take care to seek out a wide range of speakers. If the context is one of community politics seek out local expert advice.
- * The expression of racist views may be part of the story. The question of how such views should be presented may determine their legal and moral acceptability.
- * Choose words carefully. 'Race tags' should be used only when material to the story. When they are appropriate, be as precise as possible.

Generally, programmes should refer to 'black people' rather than to 'blacks'. It is not satisfactory either to use 'black' to include 'Asian' or 'black and Asian people'. Remember also that most members of minority communities living in Britain are British. Few are immigrants. Beware too of beguiling stereotypes. Members of minorities should not always or even mostly be shown in minority roles. They should be shown also as making their normal contributions to society -as shoppers, at work, as motorists, voters, churchgoers and all the rest.

Above all else do not draw attention to colour or race (as with sex or race (as with sex or age or disability) unless it is relevant or helpful.

Programmes should seek help from specialists at Bush House and elsewhere in the BBC.

61. RECONSTRUCTIONS

A reconstruction is a deliberate re-enactment of a particular incident, episode or sequence of events. When responsibly used, it can greatly add to the interest and coherence of a programme. **The overriding essential is that the audience knows what it is watching.**

- * Reconstructions must always be labelled as such.
- * Repeated labelling may be necessary where factual and fictional material has been mixed so that the audience is in no doubt which is which.
- * There must be no misrepresentation.
- * The reconstruction must be true to life and fair to all those involved.
- * Reconstructions should reflect what is reliably known about the event or sequence to be recreated.
- * Reconstructions of events giving rise to public concern or controversy or likely to affect the reputation of real people must not convey or imply that something is fact unless it can be substantiated.
- * When details are not known -the expression on a face, words spoken by the victim- they should not usually be invented.
- * When such details are necessary for the sake of the sequence it must be made clear that they have been imagined.

- * Reconstructions of crimes should avoid gratuitous portrayals of violence and distress or showing detail which could encourage imitation.
- * Proposed reconstructions in news programmes should always be referred to ENCAT, ENCAR or Assistant Controller NCA Regional Broadcasting, as appropriate.

Permission must be obtained from ENCAT or ENCAR for the use of news readers and news reporters in programmes outside News as well as for the inclusion of transmitted news material in fictional or comedy programmes.

62. REFERRAL AND CONSULTATION

The referral system is the means by which the BBC deals with contentious editorial issues.

1. Referral in good time is necessary when a programme maker is uncertain whether a programme may contravene declared policies or if a difficult matter is not covered by any known guideline.

- * The commonest questions include scenes of extreme violence, explicit sex, interviews with terrorists, defamation, bad language and surreptitious recordings.
- * Beyond these matters the BBC has a body of editorial policy, developed over time, across a wider range of sensitive issues, in all programme areas.
- * Programme departments carry the main responsibility in the referral system and their internal processes should deal with nearly all cases.
- * Programme makers are encouraged to make their own decisions and when they are in doubt, their first recourse should normally be to those immediately above them, leading as necessary to their Head of Department, in the regions to the Head of Broadcasting or regional Controller, and to the channel or network Controller.
- * The referral system is not a substitute for individual or departmental responsibility.
- * Experience and good judgement in the departments will recognise what needs to be referred to any particular level within a directorate.

There are also times when editorial issues should be referred centrally as well because of the corporate interest in matters which could give rise to unusual levels of concern and to help ensure that policy is consistently applied across the Corporation. This does not remove programme responsibility from the departments and directorates.

2. Some Referrals Are Mandatory

Some particularly sensitive matters cannot go ahead without referral to Controller Editorial Policy. Normally these listed referrals should go first through the departmental and directorate structure, although urgency or other good reason may prevent it. In some cases, approval to record a 'contribution' will have to be followed by a further referral to decide whether and how the contribution can be used.

The mandatory referrals to CEP cover:

- * Proposals to record interviews with terrorists.
- * Proposals to record interviews with people who speak for terrorist organisations. (The obligation to refer will be suspended in relation to certain groups and certain people after discussion at the Editorial Policy Meeting. The policy recognises that at times operational pressure will prevent referral in advance of recording.)
- * National security matters.

- * Offers and proposals to interview people sought by the police.
- * Requests for concealed recordings.
- * Requests by outsiders to use BBC material in legal proceedings.

When any of the above relate to Ireland they must also be referred to Controller, Northern Ireland.

Some referrals must go to **Chief Political Adviser:**

- * Proposals to commission political opinion polls.
- * Proposals by programmes other than news and news programmes to interview party leaders.

3. Northern Ireland

- * Any programme intentions about Ireland, whether of a factual or other nature but excluding daily news coverage, have to be discussed with CNI or his senior staff at an early stage. Some programmes need repeated consultation with the BBC in Belfast during the preparation and production process. CEP and CNI will consult as necessary.

4. Legal risks

- * All programmes with a factual content should be scrutinised for legal risk such as defamation, contempt, racial discrimination and the position of children under the law.
- * This requirement, besides applying to journalistic programmes, covers drama about real people in recent or still active real events.
- * In all cases lawyers should be consulted as early as possible, if necessary from the inception of the idea. Disagreement between programme directorate and lawyer must be referred to CEP.

5. Some other matters must also be referred within the directorates

- * **Bad Language:** the use of four letter words has to be considered by Managing Directors via Controllers. In News and Current Affairs, ENCAT or ENCAR must be consulted.
- * **Sponsorship:** proposals involving co-funding of programmes by non-broadcasters, as distinct from co-productions or coverage of sponsored artistic or sporting events, have to be referred to the Director General through Managing Directors, Directors and Controllers.
- * **The Royal Family:** any television or radio bids, other than by news programmes, for interviews or other exclusive appearances by members of the Royal Family must be referred for decision to Assistant Managing Director, Network Television through Assistant, Royal Liaison in Documentary Features, Television. The Royal Liaison Assistant should be told of news bids.

6. Whom to Tell

The executives who must be involved in mandatory or other referrals which go higher than the departments are:

News and Current Affairs

ENCAT or ENCAR and then DNCA

Network Television

"the appropriate channel Controller"

Network Radio

"the appropriate network Controller"

Regional Broadcasting

"the national regional Controller or Head of Broadcasting plus the Assistant Controller, News and Current Affairs"

World Service

"the relevant service Controller"

Educational Broadcasting

"Controller Educational Broadcasting"

Some matters will be referred further as necessary to DDG and to DG.

7. Advising and Taking Advice

- * A programme may accord with policy and still cause considerable public controversy. In these circumstances it is prudent and necessary to forewarn executives who may subsequently have to be involved.
- * Programme makers who are in doubt about any sensitive or otherwise difficult policy matter are encouraged to seek advice from Controller Editorial Policy or Chief Political Adviser who are usually readily available and can often help in overcoming or avoiding difficulties.
- * Whatever the purpose and direction of the referral - asking for a decision, seeking advice or giving information- it should be done as early as possible so that the BBC is not confronted with a situation that cannot be changed.
- * Controllers must inform CEP of all factual items referred to them unless they decide themselves that the item should not go ahead.

8. For the Record

In the most difficult or in complicated cases it is helpful to follow a referral by telephone with a note 'for the record' from the person making the referral. This can be agreed at the time.

It is for departments to decide who should make their referrals, bearing in mind that whoever does so should have a good knowledge of all the relevant facts.

63. REHABILITATION OF OFFENDERS

An Act passed in 1974 provided that, after a period of time, certain offences could be regarded as 'spent' and references to them restricted.

- * The Act gives protection to persons whose 'spent' offences are mentioned in programmes.
- * The period of time involved varies from offence to offence.
- * Terms of imprisonment of more than two and a half years can never be 'spent'.

64. RELEASE OF PROGRAMME MATERIAL

General enquiries arising from transmitted programmes should always be handled politely and they should be answered as fully as programme resources permit, within the framework of BBC policy. Staff should be cautious about giving out addresses and phone numbers of other staff or of contributors.

1. Transcripts and Tapes

- * Supply transcripts of transmitted programmes to genuine enquiries whenever it is practical to do so.
- * In particular, those who can establish a reasonable claim to involvement either in a programme or with its subject matter should be supplied with a transcript if possible
- * So should those who feel something has been broadcast which is derogatory of them. Handle such requests with care.

2. There are some qualifications to be noted:

- * Only transcripts and tapes of transmitted programmes are supplied; they are of those programmes as broadcast.
- * Transcripts or tapes should not normally be made available outside the BBC before transmission.
- * Similarly, requests for material which has been edited out of programmes before transmission are often refused (see below).
- * Any duplication of scripts for non-BBC purposes may legally infringe the rights of the author. The BBC does not normally own more than a very limited right in the contents of programmes -the right to broadcast them, and also certain very limited and temporary rights of publication in its own journals. In some cases where transcripts are supplied, those rights are felt to be adequately safeguarded by stamping on the transcript a statement of the copyright position. In other cases where a substantial use of the transcript is to be made, the prior consent of the author or speaker has to be explicitly obtained.
- * There is also the possibility of libel. Transcripts may have to be withheld in certain cases after the advice of The Solicitor's Department has been obtained.

3. Tapes and Transcripts Unit, part of the Management Section of the Policy and Planning Unit, exists to handle requests. The following cases should not be referred to the Unit:

- * **Participants.** As a general rule editors and producers may exercise their own discretion in meeting requests from participants for transcripts covering their own contributions to programmes. (If a complete transcript of a programme is supplied, participants must be warned to respect the rights of their fellow contributors and not to use the material publicly without the permission of those people.)
- * **Solicitors.** Requests from solicitors should be referred to The Solicitor's Department.
- * **Press.** Press enquiries should be referred to the Press Office.
- * **Overseas Broadcasting Organisations.** Refer to Controller, International Relations.

- * **'The Listener'**. Editor, 'The Listener', has the right to request transcripts direct from programme departments and is himself responsible for obtaining any clearances.
- * Requests for research purposes. A special procedure applies here and requests should be referred to General Manager, BBC Data.
- * World Service, the National Regions, the English Regions, Local Radio Stations, and Continuing Education and Schools Departments in both Television and Radio have authority to deal with requests covering their own programmes, but should refer to Head of Management Resources (PPU) any which appear to involve serious complaints or which raise issues of general importance.

Because of the expense involved, a charge is normally made for material supplied by **Tapes and Transcripts Unit**. It is all the more important, therefore, in the interests of consistency of treatment, that all appropriate requests are referred to that unit.

4. Film and Videotape Requests

The sale of BBC material, including both clips and complete programmes, is the responsibility of **BBC Enterprises** who liaise with originating departments as appropriate. Apart from the commercial procedures, there are editorial and policy considerations.

- * With the exception of material exchanged amongst broadcasters on a news exchange basis, no news material may be released without adequate specific assurances about the context of its re-use.
- * Exceptionally a senior BBC editor may decide to make material available to an outside organisation for educational or training purposes.

5. Requests in Connection with legal Proceedings

Requests for programme material of any kind from the police, or in connection with legal proceedings, must be referred to **The Solicitor's Department** and to **Controller Editorial Policy**.

- * Transmitted material will normally be made available when it is likely to assist the public interest.
- * The BBC will not voluntarily hand over **untransmitted material** when BBC people or policies would be endangered. This is to protect the Corporation's journalists, their sources of information and the ability of the BBC to function properly.
- * The issue of a subpoena does not release the BBC from these responsibilities.
- * In some circumstances, it may be necessary to appeal against a subpoena if, for example, it is too widely drawn.

All requests must be referred to CEP and they require the closest consultation between the programme department concerned and The Solicitor's Department.

65. REQUESTS FOR UNTRANSMITTED MATERIAL

1. BBC policy on requests for access to untransmitted material has been developed over a long period of experience and has not basically changed in the last few years.

In short, the BBC will not voluntarily allow access to untransmitted material when to do so would endanger people who work for the BBC or when it would damage BBC editorial policy.

- * In considering danger to BBC people we are mainly concerned with news gathering or other programme making in dangerous situations: events in Northern Ireland which are often 'terrorist connected', riots, mass demonstrations including large scale picketing, crowd violence at sports events, wars and other armed conflicts. All are unavoidably dangerous for reporters, correspondents, camera crews, radio car engineers and other BBC programme people. The danger is increased if those being recorded regard the programme makers as agents of investigating and prosecuting bodies.
- * There is a longer term danger that the BBC will be prevented from recording some events, so reducing the information given to the public.
- * Requests for access to material may be refused in order to protect a confidential source.
- * The BBC has to consider the public interest and there is often a conflict between the immediate and the longer term.

2. 'Access to' involves two separate acts: allowing the material to be viewed and allowing it to be taken away for further use, e.g. as evidence.

- * Sometimes we allow a viewing by arrangement but require a legal order for the same material to be taken away. The decision will depend on the quality of the BBC interest.
- * When we would resist attempts to use our material or our people in a case then we should not normally allow a viewing by arrangement
- * It follows that at times the BBC will refuse both a viewing and the taking away without a legal order because the BBC interest is so delicate or the risks so great.
- * We may allow a viewing and a taking away without any legal order because of a clear public interest which poses no damage to the BBC. Such 'harmless' requests are rare.
- * When anyone is given a viewing we usually tell them that other people or organisations involved in the case will be allowed the same facility.
- * Sometimes it is appropriate to accede immediately to a legal order. All other times, it is necessary to contest such an order and to appeal to higher courts. Nearly all requests are for pictures taken for television. Radio material is sought less often.
- * Most requests are from the police. Some are from Customs and Excise as an investigating and prosecuting body.
- * Police requests are usually with a view to prosecution. Some concern other police investigations which may or may not lead to prosecution.

3. Investigating authorities may be interested in untransmitted information in a notebook or in a person's memory. Confidentiality, if it arises at all, is most likely in such cases. Danger to the individual can also be great, as when giving information leads to giving evidence in court. It will usually be appropriate for the individual, with BBC backing, to insist on a witness summons.

The BBC respects conscience in such cases bearing in mind that an individual may refuse to give certain evidence even in the face of punishment for contempt.

4. Requests for transmitted material are usually simpler because the material is already in the public domain. When the requests are in connection with legal proceedings, BBC solicitors

are always to be involved. In difficult cases it may be in the BBC's interest not to relinquish even transmitted material.

66. ROYAL FAMILY

Programme requests for facilities or permissions of any kind involving the Royal Family should go to Assistant Managing Director, Network Television through Assistant, Royal Liaison in Documentary Features, Television. In AMDN Tel's absence, Head of Sport and Outside Broadcasts, Radio will deputise.

- * The procedure applies to requests from radio and television.
- * Besides any original request, it covers repeats of programmes and requests to use extracts from Royal broadcasts in other programmes. The only exceptions from the procedures above are for items covered by Radio News or Television News or World Service News.
- * Departmental arrangements are made for this coverage, and reference should be made to ENCAR, ENCAT and Editor World Service News.
- * Requests for interviews in connection with home news coverage should normally be made known to Royal Liaison Assistant

67. SCOTTISH DIMENSION

Programmes, especially those made in a hurry, sometime offend viewers and listeners in Scotland because they show a lack of awareness of Scottish differences. or conversely because they treat Scotland differently from England when they should not. The offence is usually inadvertent. It is often over a matter of detail. Unfortunately, mistaken references recur.

However small or innocent, these failures damage the BBC. Programme makers should remember the following:

- * News values within the United Kingdom should not depend on nearness to London.
- * In government and in other ways Scotland is often different. The Scottish Office has wide responsibilities.
- * It is often appropriate to point out that measures refer to England and Wales only
- * Scottish law and its institutions are outstandingly different from English law.
- * The description 'The North' is frequently inappropriate. Use 'The North of England and Scotland' when appropriate.
- * When referring to a town in England, we often locate it in its county; the same must apply to towns in Scotland. Say 'Cupar in Fife', for instance, not 'Cupar in Scotland'
- * Scottish sport is well worth separate attention. It is nearly always independent of English arrangements and is a source of nationalistic pride which deserves to be recognised.
- * Sunday trading has long been permitted in Scotland.
- * Water privatisation does not apply to Scotland.
- * The community charge or poll tax was introduced in Scotland well a ahead of anywhere else.
- * School holidays in Scotiand usually start and end at different times from England and Wales.
- * Some London-based organisations do not speak for the whole of the UK, including the RSPCA and the NSPCC.
- * Others have Scottish equivalents working in parallel, for instance the Scottish TUC, the National Trust for Scotland and the Scottish Sports Council.
- * Scottish teachers' bodies are separate, like the educational system. The biggest teachers' union is the Educational Institute of Scotland.

68. SECURITY MATTERS: GENERAL

1. Journalists handling material with implications for national security must reckon with

- * the limitations placed by law -the Official Secrets Act and others- on gathering and publishing information;
- * the D-Notice System whereby the media voluntarily and very occasionally agree not to publish certain information; and
- * the obligation to weigh the value of broadcasting certain information against other considerations such as the possibility of putting life at risk.

All these may be in conflict with a strong case for making the information known in the public interest. It is essential that security sensitive matters should be referred, through senior editors, to Controller Editorial Policy.

2. Requests to Sign Special Forms

Producers and reporters on location may be asked -particularly abroad- to sign a form, undertaking not to film or publish certain categories of material at security-sensitive sites to which they have been admitted. Once agreed to, such conditions must be observed.

69. SECURITY MATTERS: OFFICIAL SECRETS

Section One of the Official Secrets Act of 1911 concentrates on serious offences where information is obtained with a view to aiding a foreign power, that is, spying.

1. The Official Secrets Act of 1989 replaces Section Two of the 1911 Act. It narrows the scope of the law and in effect strengthens the restrictions.

It marks out categories where the unauthorised disclosure of official information might lead to criminal prosecution.

- * These categories are broadly defined and include all the areas which have caused trouble in the past.
- * Usually, for journalists to be found guilty, it must be proved that their disclosure did harm to the national interest.
- * The definitions of such harm are not stringent.
- * Journalists are not formally allowed the defence that although they did some harm they served a greater good by, say, drawing attention to official wrongdoing.

The 1989 law is very significant for journalists; editorial and legal advice should be sought at an early stage.

Categories of Information and Tests of Harm:

2. Security and Intelligence. Members and former members of these services may make no unauthorised disclosures about their work. If they do so on a BBC programme, we could be

prosecuted as an accessory. Journalists can be prosecuted if they report an unauthorised disclosure on security or intelligence matters

- * which does, or would be likely to damage the work of any part of the security services, or
- * which falls within a category of information which would be likely to do damage.

3. Defence. The area is very broadly defined. The tests of harm are that the disclosure does, or would be likely to

- * 'prejudice the capability' of the armed forces to 'carry out their tasks';
- * 'lead to loss of life or injury to' members of the forces;
- * cause 'serious damage to equipment or installations';
- * 'endanger the interests of the UK abroad';
- * 'seriously obstruct the promotion and protection' by the UK of its interests abroad; or
- * 'endanger' the safety 'of British citizens abroad'.

4. International Relations. This covers any official information concerning international relations and any confidential information obtained from a foreign state or international organisation. The Act says that harm might be caused simply because the information disclosed was confidential. The test of harm is that a disclosure is damaging if it does, or would be likely to

- * 'endanger the interests of the UK abroad';
- * 'seriously obstruct' the promotion or protection of its interests by the UK; or
- * 'endanger the safety' of British citizens abroad.

5. Crime and Special Investigation Powers. This section applies to official information whose unauthorised disclosure does, or would be likely to

- * result in the commission of an offence;
- * help someone escape from legal custody; or
- * obstruct the prevention or detection of offences.

6. The Act bans all unauthorised information about interception of mail or telephone calls carried out under a warrant.

7. Official information from Britain but obtained abroad may still be caught by the Act. It is an offence to disclose such information

- * if it is about security, or intelligence, defence or international relations, and
- * if it was given in confidence by the UK to another state or international organisation, and
- * if it was not officially released by that state or organisation and
- * if it falls foul of the relevant tests of harm.

8. And as a final warning: a journalist who has not broken the Official Secrets Act can be charged with aiding and abetting someone else to do so.

70. SECURITY MATTERS: THE D-NOTICE SYSTEM

- * D-Notices are not imposed by government. They are issued by the Defence, Press and Broadcasting Committee (the D-Notice Committee) on which sit senior civil servants and representatives of the press and broadcasting organisations. CEP is a member of the Committee.
- * The name, address and telephone number of the Secretary of the Committee are promulgated in the minutes of the Editorial Policy Meeting. Normally approaches to him should be made through CEP
- * It is the Secretary who deals with enquiries from the media, not the Committee.
- * The need for referral of BBC programmes is rare.
- * D-Notices are guidelines drawing attention to categories of information which may need to be protected for reasons of national security.
- * Copies are supplied to all BBC national, regional and local news editors, as well as to current affairs departments.
- * D-Notices and decisions on applying them have no legal force. But a broadcast contravening D-Notice advice may well also be in breach of the Official Secrets Act.
- * **A broadcast cleared through the D-Notice procedure is not necessarily free of legal risk.**

71. SEXIST EXPRESSIONS

The basic aim is to avoid drawing attention to sex (gender) when it is not necessary or helpful or when it could falsely give the impression that certain activities are male only or, in rare cases, female only. This applies particularly to references to groups. Too often programmes seem to make assumptions, usually over job titles, which are as unnecessary as they are wrong.

So reduce references which specify sex. Ready alternatives are available, including the possibility of turning a sentence round. Here are some suggestions:

- | | |
|--------------|--|
| Men: | Usually better as people, staff, workforce, workers, union members, trade unionists, employees or a factory employing 3,000... |
| Manning: | Staffing, jobs, job levels. |
| Newsmen: | Instead say journalists, reporters, media representatives, TV crews (depending on context). |
| Businessmen: | Businesswomen as well; executive when suitable |
| The Taxman: | Tax inspectors is accurate -and some are women. Use also the Inland Revenue and Revenue staff. |
| Policeman: | Policewomen are often involved. Police, police officers, detectives, policemen and women can be used. |
| Customsmen: | Same again. Instead: Customs and Excise staff, customs staff, officials. |
| Seamen: | Slightly tricky since the National Union of Seamen insist on that title though they have women members. Even so sailors and union members are appropriate. |
| Busmen: | Bus drivers, conductors, bus crews, London Transport/Greater Manchester Transport staff. |
| Railwaymen: | Same difficulties over NUR as with NUS. Scripts can refer to the main railway union, the NUR. |
| Firemen: | The overwhelming majority are male but fire-fighters and fire crews will |

- usually do the job.
- Chairman:** One of the most difficult. Best to overcome the problem by turning the sentence round: Jane Smith, who chairs the council's policy committee. Chairperson is acceptable if it does not needlessly arrest attention.
- Spokesman:** If it was a spokeswoman say so or refer to a company statement instead if appropriate. Company representative will often be valid.
- Lady/Ladies:** Women is usually better as in the Women's Singles Final. Phrases like dinner ladies and cleaning ladies come across as condescending. Cooks, catering staff and cleaners are perfectly adequate.
- Housewives:** The context will usually justify shoppers or consumers.
- He/She:** If 'he or she' or 'his or hers' are not acceptable, change the sentence: 'The average junior hospital doctor works an 80 hour week. His long hours mean he has very little time left for studying' becomes 'Junior hospital doctors work 80 hours a week on average. Their long hours leave very...

Programmes should avoid thoughtless references as when a headline said 'Headmasters give their end of term report . . .' while the pictures showed headmasters and headmistresses at the conference of the National Association of Headteachers, or when a report on Soviet soldiers spoke of 'thirty thousand young men' while other television pictures showed a woman soldier waving from a tank.

72. SEXUAL OFFENCES

1. Reporting Rape Cases. Anonymity for the victim is vitally important in all but rare cases. Although protected by the law the victim may inadvertently become known in a few widely reported cases without any report giving her name. This arises from different reports from different news organisations giving different facts associated with the victim. To reduce the risk of this 'jigsaw' effect disclosing more than anyone wants to disclose the following should be observed:

- * In general terms "from the time of the assault" reports should aim to publish no more detail likely to lead to identification of the victim than would be permissible during and after a trial of her attacker.
- * The victim should not be named.
- * Her address should not be given.
- * The relationship between the victim and any other person in the story should not be identified.
- * Any link between the victim and the scene of the assault e.g. residential or occupational should not be reported.

Where possible, BBC regional and local stations should try and reach agreement with other local stations and with local newspapers to reduce the risk of a 'jigsaw' of information which identifies victims. Where this is not possible, BBC practice may have to be tailored to avoid adding to the information already published.

In particular cases the police may ask news organisations to publish information which would normally be barred by the above. Their reasons may include the need for help in detecting and

arresting offenders, encouraging witnesses to come forward and warning the public of a continuing danger. BBC programmes should make sure that any suggestions of this kind are official.

There may also be occasions when even tighter restrictions are needed. * Physical description of the victim might have to be very limited or not given at all.

* It might not be wise to say 'young' or 'elderly'.

Note that a court may rule that a victim can be identified. Sometimes, also, after a court case or in the absence of one the victim may wish to speak publicly and identifiably about the matter.

2. Reporting incest and child abuse in the family. As with rape, the BBC believes it highly important to protect the identity of victims.

This presents news organisations with a problem: a man accused of incest can be identified but if the offence is specified then it is obvious that the victim is a close relative and in some cases will actually become known even though not named. The general news practice has been to name the accused and to disguise the offence, that is to say he is accused of 'a serious sexual offence'.

* This greatly limits what can be reported.

* In court cases it may mean that important comments perhaps by the judge or by expert witnesses cannot properly be conveyed to the public when the nature of the offence is not given.

* It also means that society does not learn of the prevalence of these crimes.

The BBC's preferred policy is to name the offence and to keep the accused anonymous at all stages. Although not entirely satisfactory it allows maximum information to society.

However it is no good for BBC practice to be different from that of other news organisations; two reports with different approaches to the problem would between them disclose everything, adding the pain of publicity to the ordeal of the victim.

Until there is general media agreement or a relevant law and as this is mostly a local or regional problem, BBC stations should try to reach agreement with other local stations and with local newspapers:

* **Preferably get agreement to identify the offence and keep the accused anonymous.**

* **Failing that, the agreement should be to name the accused and disguise the offence.**

* **When the BBC and more than one other news organisation is involved, as is often the case, say a local newspaper and a local independent radio station, and it is impossible to get the others to agree on one course, the BBC stations should opt for the preferred BBC policy.**